Parti Socialiste
Comité directeur
6 et 7 juillet 1991

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
André Billardon 2
Gérard Le Gall 7
Michel Charzat 14
Pierre Mauroy 17
Gérard Lindeperg 27
Véronique Neiertz 32
Le président (Claude Estier) 34
Yannick Bodin 34
Louis Mermaz 39
Laurent Fabius 43
Jean-Yves Autexier 48
Michel Debout 51
Gilles Martinet 55
Henri Emmanuelli 62
Yvette Roudy 65
Julien Dray 69
Pierre Mauroy 72
Mohamed Mebtoul 76
Paul Quilès 77
Pierre Mauroy 77
Jean-François Merle 78
Pierre Mauroy 79
Catherine Coutard 79
Pierre Mauroy 79
Marie-Noëlle Lienemann 80
Alain Richard 84
Didier Motchane 87
Mohamed Mebtoul 88
Robert Gilly 91

Séance du samedi 6 juillet (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Je déclare ouverte la séance du Comité directeur. Notre Comité directeur est

Fondation Jean-Jaurès

visiblement très attendu et l'audience de la nombreuse assistance ce matin prouve qu'effectivement c'est un Comité directeur important.
A ce propos, en vous demandant le silence, s'il vous plaît, je voudrais demander à tous ceux qui sont assis en rez-de-chaussée mais qui ne sont ni titulaires, ni suppléants, ni secrétaires de fédération, ni parlementaires, ni membres de la Commission des conflits, qu'ils veuillent bien monter au balcon afin de laisser les places en bas à ceux qui correspondent à ces catégories que je viens d'énumérer. C'est la moindre des choses et je vous en remercie.
Je voudrais vous donner quelques indications sur la façon dont va se dérouler le Comité directeur en principe pour aujourd'hui et demain matin. Mais les propositions que je vais faire devraient nous permettre de ne pas revenir demain matin… (applaudissements)... si vous en êtes d'accord, mais n'applaudissez pas parce que cela dépend de vous et de votre capacité à être concis dans vos interventions.
En tout cas voilà ce que je propose.
Après les rapports qui vont être présentés, qui figurent dans l'ordre du jour qui vous a été distribué, il y aura l'intervention de Pierre Mauroy, puis nous ouvrirons la discussion générale. Elle sera interrompue à l'heure du déjeuner et nous sommes tous conviés à déjeuner par Edith Cresson à l'Hôtel Matignon. Nous reprendrons les travaux, si possible, à 15 heures, en entendant le rapport de Gilles Martinet, sur l'évolution du Communisme international, et je vous propose, mais je crois que c'est tout à fait essentiel, que nous puissions voter, puisque nous serons appelés aujourd'hui à un vote personnel, sur un texte qui reprendra les propositions que vous fera tout à l'heure le Premier secrétaire à un moment où il y aura encore suffisamment de monde, c'est-à-dire autour de 17 heures 30.
Cela signifie - je le répète - que nous voterons avec un vote personnel. Des cartes de titulaires et de suppléants vous ont été remises à l'entrée, pour ceux qui n'avaient plus la leur. Nous voterons avec ces cartes autour de 17 heures 30. Soyez là présents, étant entendu qu'il s'agit bien d'un vote personnel. Merci.
Je vais maintenant donner la parole pour le rapport d'activité à André Billardon que je salue tout particulièrement, puisqu'en quelque sorte il inaugure ses fonctions devant le Comité départemental ayant succédé comme numéro 2 à Marcel Debarge, maintenant entré dans le gouvernement.

André Billardon

Mes chers camarades, les travaux de notre Comité directeur s'ouvrent, cela vient d'être dit, comme c'est la tradition, par le rapport introductif du Secrétaire national à la coordination. C'est notre second Comité directeur de l'année. Traditionnellement les réunions de cette instance, qui est l'instance supérieure du Parti, sont considérées comme un des temps forts de la vie du Parti. Il arrive même que les observateurs attendent avec impatience nos débats, guettant ce qui sera susceptible de faire événement et pour des raisons, que je développerai dans mon intervention, celui-ci non seulement ne déroge pas à cette règle, mais en

Coll. Fondation Jean-Jaurès

plus il se situe à un moment particulièrement important de notre histoire.
Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, qu'il me soit permis d'adresser un salut amical et fraternel à Marcel Debarge (applaudissements), à qui j'ai succédé en tant que numéro 2, qui est dorénavant membre du gouvernement et qui symbolise depuis fort longtemps, par ses convictions et son style direct, ce qui fait notre ciment, je veux dire le rassemblement de la Gauche et je veux assumer avec détermination et continuité cette position.
Chers camarades, durant cette journée, un point essentiel pour la vie et l'avenir du Parti est à l'ordre du jour, mais avant toute chose il convient d'évoquer brièvement un sujet attendu par nos fédérations et qui concerne essentiellement les élections régionales.
Le Secrétaire national adjoint aux élections vous présentera l'état d'avancement des travaux de la Commission électorale qui a beaucoup travaillé cette semaine et travaillera beaucoup d'ici la Convention nationale fin septembre, Convention qui est la seule instance compétente pour ratifier définitivement nos listes pour les régionales de 1992.
Et je voudrais à cet égard formuler un souhait, c'est que nous arrivions à trouver le point d'équilibre dans le plus grand nombre de départements, dans le plus grand nombre de régions, entre l'efficacité électorale nécessaire pour présenter aux élections les meilleures listes possibles, et une juste représentation des sensibilités du Parti.
Cela suppose nécessairement encore des efforts de part et d'autre, c'est-à-dire de ne pas coller sans aucun doute à la virgule près au résultat de notre dernier Congrès, de savoir prendre de la hauteur...d'analyse électorale et en même temps de ne pas diviser en assurant à tous une représentation conforme globalement aux attentes.
La tâche est certes difficile, mais un accord sur l'objectif à atteindre doit être garanti en tout état de cause par une volonté commune.
A cet égard, il n'est ni bon, ni sain pour l'avenir, que le Parti en arrive à s'effacer, déléguant sa propre responsabilité aux courants, c'est-à-dire la désignation de ses candidats. On ne peut, tout à la fois souhaiter une diminution de la pression des courants, et les pérenniser dans une tâche forte et importante qui n'est ni leur propriété exclusive, ni leur vocation.
Ce ne sont pas les courants qui présentent des candidats aux élections, c'est le Parti et quand j'entends ici ou là dénoncer les courants, qu'on me permette de sourire, comme autant d'écuries présidentielles, je me dis qu'il y a quelque contradiction à dire cela et à faire des courants une multitude de petites écuries régionales ou départementales.
Mes chers camarades, j'ouvre une parenthèse pour faire une suggestion pour l'avenir. Aux élections municipales, nous parvenons généralement à présenter de bonnes listes aux électeurs et c'est sans doute une des raisons de nos succès à ces élections. Peut-être pour l'avenir, devrions-nous nous inspirer du mode de désignation retenu pour les municipales pour établir nos listes départementales.
La responsabilité de la tête de liste, et la responsabilité de ses militants, c'est cette association qui permet de trouver le point d'équilibre dont je parlais tout à

l'heure.
Mais le véritable point à l'ordre du jour, c'est celui du rassemblement des Socialistes autour d'un projet élaboré en commun. Il s'agit là de créer les conditions internes d'un soutien ferme et résolu au gouvernement d'Edith Cresson, bref d'une dynamique qui nous permettra d'aborder, unis, les échéances électorales de 1992-1993.
Mes camarades, depuis le dernier Comité directeur de février, depuis la Convention nationale de Cachan, la situation a beaucoup changé. L'international qui avait fait l'essentiel de nos débats et de nos analyses a semblé reculer mais c'est une apparence. Il revient avec force sur le devant de l'actualité et disant cela, je songe bien entendu aux drames qui se déroulent, tant en Algérie qu'en Yougoslavie.
Toujours est-il qu'aujourd'hui, en France, c'est surtout de politique intérieure dont on parle, même si elle est fortement influencée par une conjoncture économique mondiale morose. Le Président de la République a demandé, il y a maintenant presque deux mois à Edith Cresson de diriger le gouvernement. Le Premier secrétaire l'a assurée, lors de sa venue devant le Bureau exécutif, de l'amitié et du soutien de tous les Socialistes. Et au moment de l'ouverture des travaux de ce Comité directeur, je veux lui dire en notre nom à tous qu'elle peut, avec son gouvernement, compter sur notre soutien sans faille pour affronter les épreuves économiques et sociales d'aujourd'hui et les échéances électorales de demain.
Edith Cresson a réagi aux attaques dont elle est l'objet. Chers camarades, soyez persuadés qu'a travers ces attaques, c'est le Président de la République, et c'est donc tous les Socialistes qui sont visés.
Nous devons soutenir Edith Cresson et son gouvernement avec plus de vigueur encore.
Je rends également hommage à Michel Rocard, son prédécesseur. Les résultats de son action constituent des points d'appui forts pour notre combat politique. Il convient que cela soit dit. J'ajouterai aussi que les derniers sondages confirment ce que je crois être un sentiment partagé par tous nos militants, c'est collectivement que nous réussirons, ce qui veut dire que c'est collectivement que nous gagnerons ou perdrons.
Edith Cresson et son gouvernement ont besoin de pouvoir s'appuyer sur un Parti Socialiste apaisé, un parti rassemblé, un parti rénové.
Les conditions sont-elles aujourd'hui remplies pour arriver à cela tous ensemble et dans les meilleurs délais ?
Je crois qu'aujourd'hui un accord dynamique est possible. Je suis sûr que la volonté collective existe. Il y a une conscience collective de la nécessité devant laquelle se trouvent tous les Socialistes pour se ressaisir.
L'occasion du salutaire sursaut nous est fournie par le projet, nous ne pouvons la laisser passer.
Les accords les plus forts et les plus durables ne sont pas ceux forcément de la passion, encore moins ceux résultant de l'incantation. La lucidité, la raison et surtout la recherche de l'efficacité garantissent souvent de meilleurs résultats.

Fondation Jean Jaurès

Je me réjouis que tout risque de division semble désormais écarté. La confrontation n'est pas en soi à éviter. Elle peut même constituer un élément positif lorsqu'elle fait progresser les idées. Elle n'aurait sans doute pas à exclure dans le contexte présent le poison de la division et c'est pourquoi je suis heureux que, comme nous étions nombreux à le souhaiter à l'origine, le bon sens l'ait emporté.

Mes camarades, le rapport d'activité que vous avez dans vos chemises prouve largement que le Parti, les secrétariats, et les secteurs travaillent. Je ne citerai que quelques exemples significatifs.

La réussite de la Commission nationale "entreprises" dans un secteur que nous savons particulièrement difficile et les propositions faites par le Secrétaire national pour améliorer le fonctionnement de ce secteur.

Les cassettes manuelles et stages organisés et préparés par le Secrétariat à la formation.

Le travail effectué par le secteur des fédérations sur la péréquation inter-fédérale et sur les statuts, les rencontres entre les jeunes Socialistes et les ministres de la Défense et de l'intégration sur de futurs textes de lois, la préparation de la Conférence nationale MJS par ce secteur.

Les forums, débats et Commissions du secrétariat au projet, auxquels sont associés et participent pleinement par leur proposition l'ensemble des secrétariats du Parti.

J'ai parlé du secteur élections pour des activités plus traditionnelles, je terminerai cette énumération non exhaustive par les rencontres sur l'éducation, organisées par la Secrétaire à l'éducation, sans oublier la qualité des rapports et le travail de fond effectué par nos spécialistes des affaires internationales et européennes.

Une Commission "vie Interne" s'est réunie ; elle a déjà réfléchi à des propositions de réformes statutaires pour améliorer la vie de notre Parti ; quand je dis la vie, je pense à ce nécessaire aller et retour que nous négligeons parfois entre les militants et la direction.

C'est quand ce lien se distend qu'un sentiment de frustration peut se développer entraînant démotivation, abstention et difficultés de tous ordres. Cette Commission va maintenant être élargie à des membres du Comité directeur, de préférence premiers fédéraux. Je souhaite qu'elle travaille sereinement, sans a priori, qu'elle examine l'ensemble des idées qui, d'ores et déjà, circulent et qu'elle élabore des propositions susceptibles d'être acceptées par tous.

Mes camarades, je demande aux sensibilités de nous faire connaître dans la journée leurs propositions pour l'élargissement de cette Commission.

Mes camarades, malgré toute cette activité, reconnaissons-le, nous pouvons faire le constat suivant. Notre message passe aujourd'hui difficilement auprès de nos militants, et auprès de l'opinion.

Que manque-t-il ? Je n'aurai pas la prétention d'apporter ici des réponses définitives, simplement quelques pistes de réflexion pour nous aider à nous sortir de ce qui est, dans le présent, une tendance défavorable.

A chacun son rôle.

Fondation Jean Jaurès

Le gouvernement travaille, il a pris des mesures heureuses, que nous saluons comme telles. Je pense à l'augmentation du SMIC. Il a dû prendre aussi des mesures certes difficiles, voire impopulaires, mais nécessaires. Le temps n'est plus de savoir s'il fallait augmenter ceci plutôt que cela. Le débat est clos. L'éclaircie doit venir, l'important est d'être prêt.
Ce gouvernement a au cœur, l'économique et le social, le souci des salariés. Je ne doute pas qu'il saura prendre les quelques mesures sociales fortes à l'intention des travailleurs, que les Socialistes attendent. Chômage, banlieues, c'est-à-dire logement, éducation, qualité de la vie, transports, formation... la tâche est immense pour lui ; elle l'est aussi pour nous au Parti.
Je voudrais à ce moment de mon propos vous dire que je crois que l'ultra-libéralisme a beaucoup reculé et qu'il n'est plus aujourd'hui perçu comme la panacée, la référence idéologique. Aussi, nous devons réaffirmer haut et fort la mission que nous assignons à l'Etat. Il doit être présent, il doit être le régulateur, il doit être le rempart contre les injustices. Comme nous devons affirmer haut et fort que la laïcité, est un puissant antidote à l'exclusion.
Alors tourner toutes les intelligences, tendre toutes les énergies vers l'extérieur, vers la justice, en particulier parce que l'extrême droite prospère, voilà la priorité. L'extrême droite a capté au moins idéologiquement la plus grande partie de la Droite dont les leaders, tels Chirac, ont choisi au travers de leurs propos délibérément sulfureux le créneau de l'exclusion, c'est-à-dire celui qui fait naître la haine de l'autre.
Dès lors, nos adversaires sont clairement désignés et notre combat politique est sans ambiguïté. Voilà le rôle du Parti Socialiste.
Mes camarades, notre sort est entre nos mains. La ligne politique que nous avons choisie, celle du rassemblement à gauche, n'est pas contestée. Pour la mettre en œuvre, il faut d'abord que nous sachions nous rassembler autour de notre projet. Alors faisons du second trimestre de cette année, un moment privilégié pour la réflexion collective et pour le débat d'idées sans que ce soit l'occasion de crispations liées à des enjeux de pouvoirs. Soyons sur le terrain, appuyant le gouvernement, et défendant nos idées.
Je disais en commençant mon intervention que nous étions à un tournant de notre histoire. Mes camarades, si nous n'étions pas capables d'affronter, rassemblés non pas avec une union de façade, mais avec une véritable union claire et dynamique de toutes nos sensibilités, les prochaines échéances, alors, la bourrasque se transformerait en tempête, et alors les risques collectifs seraient considérables.
Alors, je lance un appel à la responsabilité et à l'efficacité. N'oublions jamais ensemble le message de François Mitterrand qui nous disait : "unité, unité, encore unité." C'est ce que les Socialistes de ce pays attendent de leurs dirigeants. C'est ce que les électeurs et les électrices de gauche, attendent de nous et nous dès ce Comité directeur.
(Applaudissements)

Le président - Merci, André Billardon.

Je donne maintenant la parole à Gérard Le Gall, pour son rapport sur l'état de l'opinion et sur les élections régionales et cantonales.

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, la direction du Parti m'a demandé de faire devant vous un rapport, en fait une communication sur l'état de l'opinion et l'état des travaux des régionales et des cantonales.

Vous conviendrez que ce sont deux thèmes qui ne sont pas faciles à traiter. Aussi, je le ferai, même si c'était facile d'ailleurs, avec mes convictions, mon style et avec le souci de la vérité qui qu'anime dans mes interventions et dans mes analyses au Bureau exécutif et au Comité directeur.

Tout d'abord, quelques brèves réflexions sélectives sur l'état de l'opinion, sélectives non pas par souci de masquer une partie de la réalité, mais parce qu'il y a tellement de sondages et tellement d'angles d'attaque de l'opinion et de l'analyse, que j'opérerai une sélection sur quelques thèmes : l'immigration, l'état du Communisme, la situation de la Gauche et la droitisation de la société française.

Tout d'abord, sur le thème de l'immigration dont on dit tous qu'il ne faut pas le mettre au centre de notre discours, mais d'une certaine manière, les faits, l'actualité, les événements, se chargent de mettre ce thème et le goût, en particulier, des médias, au cœur de la problématique politique.

Naturellement, il faut dénoncer les actes, les paroles qui contribuent à la montée de la haine raciale, montée de la xénophobie sinon de la haine qu'on enregistre à travers les études quotidiennes.

En ce sens, je ne vous donnerai pas de chiffres, mais les propos, enfin la réalité est plutôt préoccupante, voire inquiétante.

Par rapport à cette approche de l'immigration, je dirai que nous ne devons développer ni un élitisme moralisateur qui, dans un passé récent, nous a éloignés du peuple, ni un populisme qui est, à mes yeux, un rapport de soumission aux pulsions souvent primaires de la société et de l'opinion.

Il va falloir, mes chers camarades, dans les semaines et les mois à venir, si nous voulons tenir compte de l'opinion, éviter ces deux écueils de l'élitisme plus ou moins moralisateur et du populisme, et définir dans la tradition démocratique et républicaine de notre pays un discours adapté aux exigences de la morale et aussi au sens du combat politique et électoral.

C'est cette ligne politique qui devra être définie mieux ajustée, et si possible partagée par la quasi-totalité de nos camarades.

Sur le deuxième point, tout aussi rapidement, j'ai constaté dans le processus lent, et par moment accéléré, le recul du Communisme, le déclin du Communisme. Gilles Martinet, cet après-midi, analysera le problème sous l'angle international. Ici, dans le cadre de l'étude sur l'opinion, on ne peut que constater la prolongation du processus de déclin historique du Parti Communiste. Notre partenaire, notre allié, celui qui, avec nous, contribuait aux victoires, mais cette nécessité historique, cette ligne de persévérance sur laquelle

Fondation Jean Jaurès

nous sommes depuis 77, ne doit pas nous masquer la réalité, ne serait-ce que pour apprécier et développer un certain type de rapports avec le Parti Communiste, à la fois politiquement, médiatiquement, et aussi pour bien situer le Parti Communiste dans la constellation du rassemblement de la Gauche.
Constater effectivement la poursuite du déclin Communiste n'est pas vouloir tourner le dos à des accords, à des meilleures relations avec le Parti Communiste, mais c'est sans doute relativiser dans notre discours, dans notre approche et dans nos signes politiques que nous envoyons à la société française, la place du Parti Communiste, en quelque sorte, en le ramenant lui aussi, comme la France unie et peut-être d'autres, à leur juste place, et mieux placer le Parti Socialiste au cœur de la constellation du rassemblement à gauche.
Recul du Parti Communiste, mais aussi recul de la Gauche dans son ensemble, et montée du phénomène écologiste. Je dis montée. Comme sur le Front National, on peut toujours raisonner, on parle toujours de la montée du Front National ou de la montée des écologistes, tant il est vrai que, depuis deux ans au moins, pour les seconds, à savoir les écologistes, leur réalité dans la société française et dans la société politique est vérifiée chaque mois ou chaque quinzaine à l'aune des sondages et des enquêtes d'opinion. Ce phénomène des écologistes, dont on n'était pas sûr, dont certains n'étaient pas sûrs le soir du Bureau exécutif des élections municipales, qu'il serait durable, non seulement a été confirmé aux européennes avec l'ampleur que chacun a pu constater dans son canton, dans sa ville, dans son département ou dans sa circonscription, mais de manière à la fois plus préoccupante pour nous puisqu'ils chassent sur nos terres électorales et biologiques, mais aussi parce que le phénomène écologiste est un phénomène alternatif d'une certaine manière par rapport au mode Socialiste traditionnel. Et vouloir faire une synthèse avec un modèle qui est alternatif au Socialisme depuis un siècle, le modèle industriel, la tradition du mouvement ouvrier, ce n'est pas facile, mais c'est la tâche historique que nous avons.
A la veille des échéances électorales - nous y reviendrons tout à l'heure - sachons mesurer la vraie place des écologistes et dans nos réflexions stratégiques, consacrons autant de temps à réfléchir à la réalité écologiste que nous le faisons au phénomène Communiste.
La droitisation de la société française, je ne m'étendrai pas longuement sur ce phénomène, il n'y a qu'à lire la presse, les titres des éditoriaux, il faut constater quand même sur ce plan, après la déclaration de Jacques Chirac à Orléans, il y a une dizaine de jours, l'écho qu'il a reçu dans l'opinion. Loin d'être condamnée dans l'opinion, sa déclaration n'a pas été non plus plébiscitée, mais seulement 47% de personnes se sont déclarées choquées de son propos. Voilà déjà un sujet de réflexion pour mesurer la teneur de la démocratie française aujourd'hui, mais surtout de manière beaucoup plus préoccupante seulement 20% ou 15%, je crois, se sont déclarés très choqués, et parmi ceux-là, 25% de la Gauche très choqués, et 5% de la Droite.
Voilà aussi une appréciation de la température idéologique, de la mesure de la xénophobie ou du rapport à l'autres dans la société française.

Droitisation de la société française, mais droitisation de la Droite institutionnelle et succès de Le Pen qui a retrouvé, mais le phénomène commence à être connu, son score d'avant ses erreurs, des dérapages plus ou moins calculés ou sa prise de position sur le Golfe.
Le point essentiel, c'est que Jacques Chirac demeure le plus fort au sein d'une droite de plus en plus forte, mais toujours perçue divisée et aujourd'hui, je crois - et c'est l'un des points de différence entre la situation selon la mesure de l'opinion, la situation française actuelle, par rapport à la période 83/86, c'est que je crois - et André Billardon le disait tout à l'heure en termes idéologiques, par rapport à l'alternative libérale, je crois qu'en termes politiques, l'alternance qu'on voyait venir depuis 83/84, l'alternative politique, dans la société française, je crois que la Droite n'est pas aujourd'hui encore peut-être, mais n'est pas aujourd'hui en situation d'alternance comme à la veille de 86.
La Droite demeure toujours divisée, peu proche des Français, n'ayant pas de situation de solution de rechange, et alors qu'on pouvait dire qu'il y a un mois, je crois que la Droite ne profitait pas du recul de la Gauche, je crois qu'il faut quand même être attentif au dernier indicateur, et observer que, dans ce jeu de vases communicants ou de jeu à somme nulle, bien évidemment ce que l'un perd, l'autre ne peut pas ne pas un jour le récupérer. C'est donc cette réalité qu'il faut voir de cette droitisation de la société française, de Jacques Chirac qui se situe délibérément dans les pas de Le Pen qui, lui, accentue son discours politique.
Outre ces considérations plus politiques, quelques remarques sur le pessimisme de la société française.
En ce mois de juillet 91, les sondages montrent un degré record de pessimisme dans la société française, pour les Socialistes 72% comme en mars 84, comme en janvier 85.
Le phénomène n'est pas nouveau, il n'en est pas pour autant inquiétant. Il est vrai que ce qui apparaît comme étant des entorses à l'application de l'ordre républicain sur toutes les parts du territoire, le phénomène des banlieues, la montée du chômage, les indicateurs économiques parfois inquiétants, même s'il en est de bons, mais les choses seront dites ultérieurement, le nécessaire et récurrent équilibre de la sécurité sociale qui revient régulièrement dans la vie politique, tout cela naturellement induit à la fois un grand pessimisme, et un relativisme par rapport au politique. Mais je crois qu'en arrière-front de tout cela, de tous ces phénomènes à la fois un certain rapport à l'immigration, le recul du phénomène du Communisme, le recul idéologique et politique de la Gauche, la droitisation de la société française, on ne peut pas faire l'impasse sur le rapport au politique.
Je ne m'étendrai pas longuement, de nombreuses enquêtes ont été publiées, mais je voudrais citer un chiffre d'une enquête récente de juin de cette année. Seulement 21% des Français considèrent que les hommes politiques sont honnêtes. Voilà ce qui est très préoccupent, et voilà, si j'ose dire, l'impératif catégorique que nous avons dans les semaines et les mois à venir, outre le rassemblement du Parti, un certain rapport au politique et un certain discours

pour réhabiliter impérativement la politique.
Pour analyser la situation présente, c'est-à-dire le nouveau décrochage dans l'opinion publique que nous avons constaté en juin et juillet, il s'agit, pour bien comprendre le phénomène, de le restituer à la fois dans l'espace et dans le temps, non pas pour essayer de relativiser facilement les choses et de dire : puisque cela se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne ou dans d'autres pays, de manière concomitante avec le retournement de la conjoncture économique internationale ou avec d'autres phénomènes comme l'après Golfe, on doit constater que, dans les grandes démocraties occidentales, il y a un rapport de plus en plus difficile des gouvernements avec l'opinion.
Effectivement, on n'a pas à s'en réjouir, mais je crois que, dans notre rapport avec l'opinion, dans notre communication, dans notre volonté de persuasion, il faut préciser ces choses et ce qui se passe dans la démocratie française se passe aussi dans d'autres pays. Mince consolation, diront certains, mais il est bon d'éclairer cette dimension de manière plus intéressante pour essayer de comprendre le phénomène actuel, je crois qu'il faut le restituer dans le temps, c'est-à-dire non pas revenir à l'historique et à l'évolution de l'état de l'opinion au cours de la décennie 80, mais essayer de voir dans une période plus courte et plus récente les moments des différents décrochages de l'opinion publique.
Assurément, le Congrès de Rennes - c'est la seule allusion que j'y ferai dans mon intervention - a été le premier et le plus fort moment de décrochage politique dans l'opinion des Socialistes, du gouvernement et du Président de la République. C'est à partir du mois d'avril 90 et toutes les études le montrent, et les historiens seront sans doute aussi sévères que nous sur ce Congrès, qu'on observe le moment du décrochage politique le plus important.
Ensuite, naturellement, dans la foulée, quelques mois ou quelques semaines après la montée du thème des affaires dans la vie politique française, mais aussi, et on l'a oublié, un automne assez difficile à partir du mois de novembre/décembre jusqu'au 15 janvier, juste avant le passage à l'état de guerre, des indicateurs d'opinion négatifs pour le Président de la République, pour le Premier Ministre.
Et puis, la guerre du Golfe est arrivée comme une sorte de parenthèse dans cette tendance au recul de l'appréciation jusque-là positive des Socialistes dans l'opinion. La guerre du Golfe a masqué les réalités économiques, sociales, et tous les problèmes dont j'ai parlé, mais ces problèmes n'en étaient pas pour autant inexistants. Dès fin mars, début avril, on a commencé à voir une chute dans l'opinion très nette de tous les indicateurs par rapport au Parti Socialiste, par rapport au gouvernement, par rapport au Président de la République.
Si cette réalité est le phénomène du mois de juin, phénomène préoccupant, en partie artificiel, je crois - chacun s'exprimera pour essayer d'en mesurer l'importance - je ne cherche pas du tout à le masquer. Je crois que les indicateurs d'opinion sont préoccupants. Ils ont quelque chose d'irréel dans leur brutalité, même s'ils s'inscrivent dans une continuité depuis 12 mois, avec des périodes un peu différentes, mais je crois qu'il faut les prendre tels qu'ils sont.

Je crois aussi, pour expliquer les choses, que jamais aucun gouvernement n'a connu dans un espace de temps aussi réduit - le mois de juin - entre la mort du policier, la grève des policiers, la grève de l'audiovisuel, les manifestations des professions de santé, le 0,9% de la sécurité sociale - qui a pesé très lourd dans le décrochage - autant de concentrés de phénomènes qui n'ont pas pu ne pas avoir d'importance sur l'état de l'opinion.
Par rapport à cela, naturellement, nous ne devons pas baisser les bras et nous devons prendre la réalité telle qu'elle est. Nous avons déjà connu dans le passé des positions, des situations dans notre rapport à l'opinion difficiles, voire beaucoup plus difficiles même dans d'autres périodes ; je parle de la période 1983/86 bien évidemment.
Donc, je crois qu'en toute hypothèse, mes chers camarades, il faut raisonner aussi de manière un peu prospective, et c'est ce que nous avons fait dans les années antérieures, même si l'on me reproche un certain pessimisme, nous devons faire notre devoir dans la situation. Nous sommes rentrés dans l'ère des alternances. En faisant notre devoir, nous accroissons nos chances de vaincre en 1993. En toute hypothèse, nous laisserons une marque ou une trace positive dans l'opinion publique. Et cela sera gagé pour les années ou les décennies à venir.
Voilà quelques remarques générales sur l'état de l'opinion.
J'en viens maintenant de manière plus brève à la situation électorale et aux élections régionales dont a parlé tout à l'heure André Billardon.
Quelques remarques seulement sur la procédure de désignation et une rapide appréciation sur le travail effectué par les fédérations.
Tout d'abord, naturellement, très brièvement, la circulaire et son interprétation.
André, tout à l'heure, évoquait cette circulaire, expédiée plus tard que prévue et qu'espérée par vous, mais aussi par nous, par le secteur élections, Jean-Claude Petitdemange et moi-même. Elle a fait l'objet de clauses nombreuses et autorisé l'expression de toutes les subtilités dialectiques dont nous sommes capables dans les fédérations.
Pourtant, les choses sont simples, au moins dans l'énoncé. Je crois que la plus forte moyenne, qui était le critère, l'indicateur, le principe ordonnateur de notre travail politique, comme l'a dit André, ne doit pas être pris au pied du chiffre ou de la décimale. Mais je crois que l'application de la plus forte moyenne, pour paraphraser une formule célèbre, est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres, et que personne n'a pu énoncer en Commission électorale ou en Bureau exécutif, et ici, si le débat venait à la tribune, une règle simple alternative à la loi de la plus forte moyenne. Ou alors, mais cela fait nos délices, on tomberait dans la casuistique et je crois que ce sont plutôt des raisonnements de cas par cas que nous avons développés ici et là. Mais, en tant que correspondant du secteur élections, et me faisant l'avocat ou le porteur de la parole de la direction du Parti, je crois que c'est autour de la plus forte moyenne qu'il faut ordonner le travail.
Où en sommes-nous, où en êtes-vous dans ce travail sur les régionales ? Et pourquoi sommes-nous dans cette situation de devoir envoyer en septembre la totalité des dossiers ? Nous vous devons bien évidemment une explication.

Dans beaucoup de fédérations, le travail est achevé. Mais il est de mon devoir de vous dire dans quelles conditions nous avons travaillé dans la Commission électorale qui s'est réunie à trois reprises.
Même lorsque le travail apparaissait achevé dans une fédération et que la liste répondait assez rigoureusement aux principaux critères (le quota des femmes, la disposition régionale, spatiale dans le département, le poids des élu, la plus forte moyenne) qui peuvent ordonner intelligemment une composition de liste, ici et là dans la Commission des remarques ont été faites qui rendaient le travail final sur chaque dossier difficile sinon impossible.
Pour ma part, j'aurais souhaité, et je crois que Jean-Claude aussi, que nous puissions dans le cadre d'une Commission, non pas baptisée Commission des résolutions, mais d'une Commission électorale, mais pas dans le cadre du Comité directeur, avoir un pouvoir décisionnel où nous aurions pu, y compris par le vote, décider sur un certain nombre de dossiers qui paraissaient très bien avancés. Cela n'a pas été possible et je crois que nous avons souscrit au souhait compréhensible de la direction du Parti de ne pas altérer l'image de ce Comité directeur qui s'annonce irénique par la cuisine électorale.
Donc, je crois qu'il ne faut pas, comme l'a dit le Premier secrétaire, polluer ce Comité directeur par cette réalité électorale nécessairement conflictuelle.
(Protestations)
Vous vous expliquerez là-dessus, je suis solidaire de la direction, et je le resterai jusqu'à la fin du Comité directeur...
(Rires)
... parce qu'après, je pars en vacances.
La situation dans les fédérations.
Une vingtaine de fédérations, pour diverses raisons dans lesquelles je ne rentrerai pas, ont souhaité reporter en septembre le vote et le travail fédéral, même si je sais qu'en amont les choses ont été d'ores et déjà bien avancées : 60 dossiers ont été transmis au secteur élections. Nous avons donc déjà formulé des appréciations sur tel ou tel secteur. Si dans beaucoup de départements le travail est quasiment achevé, dans beaucoup d'autres - je ne donnerai pas de chiffres - le processus est loin d'être terminé ; soit au regard des principaux critères dont j'ai parlé tout à l'heure, soit aussi parce que, même si le Socialisme est un universalisme, il est bon tout de même, dans la composition des listes, de respecter telle ou telle catégorie, telle ou telle fraction de la population à travers les critères de DCSP. Il est notamment regrettable que beaucoup de camarades agriculteurs qui étaient sortants et qui étaient en bonne position sur les listes en 1986 ne soient pas aujourd'hui, à l'heure où je parle, en situation de pouvoir ou de devoir être élus sur les listes. Je pense que c'est très dommageable pour la représentativité et pour la diversité sociale de notre Parti.
Mais, en tant que co-responsable du secteur élections et membre, animateur de la Commission de la promotion des femmes...mais oui, mais oui...
(Applaudissements)
Merci !
...je voudrais exprimer quelques remarques sur la place des femmes sur les listes

Collection Jean Jaurès

et constater, pour le regretter, pour m'en indigner, que trop de fédérations, majorité de fédérations n'ont pas respecté le quota des femmes ; je parle du quota légal, c'est-à-dire des 30% sur la liste.
Dans cette Commission de promotion des femmes, nous ne sommes pas des pinailleurs ou des vétilleurs. Mais, parfois, la moyenne statistique sur le nombre de femmes dans les départements est trop éloignée des 30% ; et vous avez compris dans quel sens se fait cet éloignement naturellement. Certaines fédérations sont même en deçà des 20% de représentation des femmes.
Aussi, je vous le dis avec sans doute votre soutien, votre concours et votre compréhension, les dossiers pour lesquels le respect légal, le respect des statuts ne sera pas vérifié au mois de septembre, seront retoqués et la Convention nationale se chargera de faire le travail que les fédérations n'auront pas fait, même si la philosophie du secteur élections est de laisser le maximum de responsabilités aux fédérations. La direction d'un parti n'est pas chargée de se substituer aux fédérations. C'est vrai pour la composition des listes mais aussi pour le respect des quotas. Néanmoins, sur ce thème, nous serons un peu plus impératifs et un peu plus autoritaires que sur d'autres aspects de la composition des listes.
Je crois que, globalement, dans cette période, c'est non seulement une injustice de ne pas tenir compte de la vraie place des femmes, mais aussi une faute politique grave qui risque d'altérer l'image du Parti et même, en termes cyniques, notre rendement électoral. Dans bien des cas, les copies seront à revoir sur ce point et nous serons particulièrement vigilants.
Mes chers camarades, pour conclure sur cette partie, il faudra aussi veiller et être attentifs à la composition des listes, et notamment des têtes de listes dans les quelques régions que nous espérons conquérir en 1992. Mes chers camarades, même si ce n'est pas toujours vrai, mais c'est souvent le cas, des personnalités connues dans le département ont un meilleur rendement électoral que des camarades moins connus. Je crois que non seulement cela accroît nos chances de conquérir des régions mais aussi - il faut y penser - cela peut accroître globalement notre score électoral national. Et le score électoral national du Parti Socialiste aux régionales sera un des indicateurs importants dans l'appréciation du rapport de force politique dans le pays et un des indicateurs permettant d'entrevoir avec plus ou moins d'optimisme la perspective de 1993.
Quelques remarques générales sur ces élections régionales.
Je serai assez bref pour dire en un mot que l'équation des régionales est toute simple par rapport au Parti Socialiste et par rapport à la Gauche. Dans pratiquement aucune région, l'ensemble PS/PC ou RPR/UDF n'aura la majorité absolue. Naturellement, dans la quasi-totalité ou la totalité des régions, je pense que tout se fera dans les jeux d'alliances : pour nous avec les écologistes, et pour la Droite dans ses rapports avec le Front National. C'est dans cette réalité-là qu'il faut pratiquer notre politique dans les semaines et les mois à venir, notamment par rapport aux écologistes car nous serons demandeurs dans ces situations et je crois qu'avant de négocier avec eux il aura fallu faire preuve, dans le cadre de la campagne, de notre bonne disposition d'esprit à cet égard.

Fondation Jean Jaurès

Pour conclure, si la situation est aujourd'hui préoccupante, nous disposons - et ce sera développé tout au long du Comité directeur - de beaucoup d'atouts face à une Droite empêtrée dans ses contradictions personnelles, idéologiques et politiques. Parmi ces atouts, bien sûr, le rassemblement du Parti derrière le Président de la République, le Premier Ministre, le Premier secrétaire. Et je dirai à ceux qui, à travers la presse, chérissent les petites phases navales, l'attention du nihilisme ou le jeu si facile de Cassandre de convertir leur énergie et leur talent au service du combat de tous les Socialistes.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Le Gall. Maintenant, une brève communication de Michel Charzat sur le projet, après quoi je donnerai la parole au Premier secrétaire.

Michel Charzat

Chers camarades, l'importance de ce Comité directeur est de nous permettre déjà, je le souhaite, de nous tourner vers l'avenir. Je pourrais, en quelques minutes, vous parler du texte que vous devrez adopter à la fin de cette année. Ce texte, nous devons l'élaborer ensemble, en le replaçant dans son contexte.
Chers camarades, on n'élabore pas un projet en oubliant que nous sommes au pouvoir depuis 1981. Nous avons perdu l'innocence du projet. Pas davantage en oubliant que nous vivons une période de transformation du monde qui met en cause certaines bases de notre ambition. Nous avons perdu l'évidence du projet.
Enfin, on ne devra pas opposer le projet à l'action gouvernementale, même si le projet peut et doit dépasser l'horizon de l'action gouvernementale. Nous devons donc retrouver la synergie entre l'action quotidienne et le moyen terme.
Voici peu de jours, votre Bureau exécutif, Edith Cresson, a souhaité que derrière ce beau projet Socialiste on arrive à mobiliser la société pour gagner en 1993. Une des conditions nécessaires sera, je le pense, remplie ce week-end si nous répondons clairement aux propositions du Premier secrétaire.
Le moment est venu d'apporter collectivement la démonstration que notre Parti peut surmonter le choc des ambitions, le poids des routines et qu'il peut, par là même, se rassembler sur la base d'une identité retrouvée, vérifiée et assumée.
Rassembler les Socialistes sur l'essentiel, c'est-à-dire sur l'idée du Socialisme, sur l'idée de l'avenir de notre pays, voilà, je crois, qui vaut bien un Congrès extraordinaire. Le choix de la relève ne peut pas et ne doit pas sonner avant l'heure, aujourd'hui décidons de passer un contrat majoritaire.
Vérifions notre accord sur la façon de conduire les prochaines élections, clarifions les règles du jeu entre les courants afin que le Parti redevienne une force collective et non pas une collection de forces. Chers camarades, nous avons besoin d'un peu de courage et de beaucoup de clarté, que votre oui soit un oui, ou que votre non soit un non.
Si cette première condition est réunie aujourd'hui, alors je crois que nous

Fondation Jean-Jaurès

pourrons faire de notre projet un outil au service de la reconquête. Dans cette perspective, celle dans laquelle je me situe, nous devrons concevoir un projet ouvert, pédagogique, et exigeant.

Un projet ouvert : la refondation d'un projet pose d'abord une question de méthode, depuis deux décennies nous vivons en effet une grande transformation du monde qui nous fait basculer dans l'ère de la complexité. Le présent ressuscite l'archaïque, comme on le voit actuellement avec cette nouvelle affaire des Balkans, plus généralement l'avenir se brouille sans que la transmission du passé soit assurée.

Enfin, depuis quelques années, nous vivons le naufrage des grandes utopies révolutionnaires et du Socialisme réel. Aussi, le projet de l'an 2000 ne pouvait être conçu clefs en mains, sur la base de certitudes révolues, ou de schémas de pensée sclérosés. C'est la raison pour laquelle nous avons, pendant plus d'un an, organisé une vaste consultation des représentants de la pensée actuelle et les acteurs de la société contemporaine, c'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'aller à la rencontre des Français en cherchant à innover dans la prise de contacts avec nos concitoyens.

Nous avons réussi, je le pense, à préserver autour du projet une assise de travail en commun, un espace de délibérations, protégé des mésententes et des rivalités internes.

Chers camarades, désormais sont rassemblés les matériaux d'une analyse sociale, d'une théorie de l'action collective, et d'une vision du monde qui vient.

Ouvert dans sa préparation, notre projet devra l'être dans son élaboration. Le texte, qui sera soumis dès la fin de septembre aux militants, après qu'il ait été transmis par notre Comité directeur, devra, je le pense, proposer des options, qui dans le cadre d'un fil commun, permettront de clarifier nos interrogations. Faisons respirer le Parti en permettant que le débat se déroule au-delà des clivages habituels, que le Parti retrouve le goût des discussions vives, que le Parti amende, propose, délibère, qu'il soutienne de grandes querelles sur des principes et des idées et il se portera déjà mieux.

Ouvert également dans sa présentation, notre projet devra refuser le style péremptoire, la formulation définitive qui l'exposeraient au sort funeste de faiseurs de littérature, selon le mot de Marx : à connaître la critique rongeuse des souris.

Notre pensée, la pensée progressiste doit admettre aujourd'hui que certaines questions n'ont pas de réponse évidente ou définitive. L'invention démocratique, celle qui doit inspirer notre réflexion, et notre projet, doit, je pense, admettre qu'on n'arrête pas l'avenir dans un texte, on ne définira pas, on ne redéfinira pas le Socialisme par une formule. Le mouvement est tout, disait déjà l'un de nos ancêtres voici près de cent ans, et il faudra revendiquer une interrogation active et sans fin sur les formes de l'égalité, sur les normes de la justice.

Dès lors, chers camarades, pourquoi ne pas prévoir un débat permanent dans le Parti et dans le pays avec par exemple tous les trois, ou quatre ans, une réécriture de notre projet, conçu comme une méthode et une pédagogie de la

démocratie moderne.
Un projet pédagogique en effet pour mobiliser, pour entraîner, un projet capable d'incarner une stratégie de l'audace tranquille. Proposer, et proposons demain à la fois de grandes ambitions collectives et des réformes pratiques, dessinons les quelques lignes d'horizon dans lesquelles se reconnaîtront nos concitoyens, proposons des mesures simples, efficaces, capables de mieux répondre aux problèmes de la vie quotidienne, d'abord l'emploi, mais également le logement, la santé, la culture, la sécurité.
Les premiers Socialistes au 19ème siècle, s'étaient proposés de réintégrer les prolétaires dans la société de leur époque. En cette fin de siècle, nous devrons aborder en termes radicaux, fondamentaux, la nouvelle question sociale, celle de l'exclusion, la démocratie en effet, en grande partie, est à réinventer par le bas, la citoyenneté est en grande partie à refonder par référence à un nouvel horizon que nous devons tracer ensemble. La France, son originalité, sa capacité à intégrer cette francisation, pour parler comme Edgar Morin, est en grande partie à reconstruire dans le cadre de l'édification de l'Europe, d'où l'importance de la culture, de l'école, des médias dans la texture de notre projet, d'où l'importance de la communication que les citoyens doivent entretenir entre eux, par le dialogue, par le partage du savoir, de l'information, par la participation active à la vie de la cité, d'où, enfin, le rôle pédagogique, civique, institutionnel, irremplaçable pour la démocratie des Partis, des médiations populaires, des courants de pensée.
Enfin, un projet exigeant, parce qu'à l'horizon 2000, plusieurs grandes questions méritent d'être appréhendées par nous, j'en citerai 5 principales.
La première, celle de l'Etat, l'Etat garant des valeurs collectives et incarnation en France de l'intérêt général, l'Etat chez nous a perdu une partie de sa légitimité, comment répondre à cette situation ?
Deuxième question, la société française aspire à se reconnaître et dans un avenir commun, lequel ?
Troisième question : la France des années 90 voit s'accroître la rupture entre ceux qui ont une place dans la société, et les autres, comment inverser la spirale de l'exclusion ?
Autre question, l'union politique des 12, se réalisera à l'intérieur d'une architecture européenne élargie, comment concilier l'extension géographique de l'Europe avec la consolidation du socle politique ?
Et enfin, à l'évidence une nouvelle régulation internationale s'avère de plus en plus nécessaire, comment rendre solidaire et pacifique le monde de l'an 2000 ?
Mes camarades, ces questions, ces défis commencent à être identifiés par la société française, le projet devra éclairer l'avenir, formuler des choix possibles, proposer les pistes et les réponses d'une gauche exigeante, parlant d'une France républicaine, progressiste, et universelle.
Souhaitons que l'été nous inspire, souhaitons de bronzer intelligemment, afin que nous puissions dès la rentrée travailler ensemble au nouvel horizon dont la France et le Socialisme ont besoin. Chers camarades, faisons ensemble le pari de la réussite en 1993 et j'espère au-delà.

Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Michel Charzat.
Je vais demander que l'on fasse entrer les photographes et les cameramen...
Nous vous remercions, voulez-vous nous laisser travailler maintenant.
Je donne la parole au Premier secrétaire, Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, certains disent que ce Comité directeur sera important. Et s'il doit être important, il peut être sage de ne pas faire traîner trop longtemps ce Comité directeur.

Dans la salle - Plus fort...

Pierre Mauroy - Cela va venir...
(Rires dans la salle)
Je disais que certains pensent que ce Comité directeur sera important. Cela dépend de vous. Et s'il doit être important, c'est à vous de le confirmer et sans doute peut-être de le faire dans des conditions telles qu'il puisse se terminer peut-être ce soir.
En tous les cas, Claude Estier tout à l'heure a dit que le vote que dégagera chaque membre du Comité directeur doit sans doute intervenir impérativement à 18 heures, et à une heure que fixera Claude Estier.
Mes chers camarades, André Billardon a présenté le rapport d'activité tout à l'heure. Il est maintenant Secrétaire à la coordination. Je tiens à lui dire notre sympathie. Nous avons commencé à travailler ensemble sérieusement. Au moment où il prend cette tâche rude, je tiens à saluer celui qui était à ce poste avant lui, Marcel Debarge, devenu ministre.
Pierre Guidoni, j'ai eu l'occasion de le dire au Bureau exécutif, nous quitte... nous avons eu l'occasion d'organiser une réception amicale en son honneur, pour les raisons que vous connaissez. Il me prie d'accepter sa démission du Bureau exécutif et du Secrétariat national du Parti.
Il demande que cette démission prenne effet dès la fin du présent Comité directeur, dans le petit mot qu'il m'a écrit. Dont acte, mon cher Pierre... tout à la joie de ce qu'il t'arrive, et avec mes regrets, et beaucoup de nos camarades avec moi, de te voir quitter le Secrétariat international.
(Applaudissements)
Michel Charzat m'a adressé une lettre en rapport avec le débat que nous aurons... disons des difficultés de son propre courant, et la rupture en ce qui concerne les idées... mais il appartiendra, aux uns et aux autres, d'y revenir... en tout cas, cette lettre, on vous la communiquera au cours de ce débat.
Le Premier Ministre Edith Cresson va nous recevoir tout à l'heure. J'ai eu l'occasion de la recevoir au Bureau exécutif, de la saluer et de lui dire combien

Fondation Jean-Jaurès

nous étions avec elle.
Le gouvernement, un gouvernement est en place. Michel Rocard, lui, est parti. Il est là. Je veux le saluer lui aussi pour le travail admirable qui a été le sien.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, ce Comité directeur vient à une heure grave... plus grave sans doute que nous ne l'imaginions il y a quelques semaines.
Les sondages, évoqués tout à l'heure, par Gérard Le Gall évoquent un brusque affaissement de la cote des Socialistes et de manière plus préoccupante, une attraction des valeurs de la Droite sur les enjeux de société.
En fait, nous sommes confrontés aux changements de la société française, marquée par un glissement à droite, de l'opinion. De nouveau, les périls majeurs de notre histoire sont là. Le repli sur les valeurs individuelles, le corporatisme, un conservatisme social partagé par toutes les couches de la société, de la recherche de boucs-émissaires.
C'est cette situation que le nouveau gouvernement a rencontrée, caractérisée non par le rejet d'une politique, mais par le rejet de la politique. Je considère que pour ma part comme significatif et inquiétant qu'un dessin de Faizant dans le Figaro évoque comme perspective pour la France un nouveau 6 février 1934.
Cette situation a des responsables ! Tous ceux qui depuis plusieurs années entretiennent un climat d'antiparlementarisme, d'imprécations et de condamnation de la politique.
Libre à chacun, mes chers camarades, d'entretenir la suspicion à propos d'Urba Technic, sur lequel nous avons dit la vérité.
Nous avons même proposé la création d'une Commission parlementaire, qui mène l'enquête sous la présidence de Jean-François Deniau, la vice-présidence de Jean-Pierre Michel, Jean Le Garrec étant le rapporteur. Nous irons jusqu'au bout de la vérité, et qu'il soit clair que cette vérité ne concerne pas le seul Parti Socialiste.
Que la lumière soit faite, toute la lumière, pour tous les Partis. Alors on verra mieux l'intention de ceux qui ont voulu préserver leur vertu dans le vide juridique accepté de tous côtés et ceux qui se sont accommodés de cette situation et ont l'hypocrisie de s'en cacher aujourd'hui.
Dans cette situation, la Droite est partie trop tôt et trop fort, et Jacques Chirac a vendu son âme au diable.
Cinq points de sondage ne valent pas de s'attacher pour la vie la responsabilité de reprendre les propos racistes de l'extrême droite.
L'anathème jeté sur le physique et sur l'odeur nous ramène à des souvenirs qui s'accordent bien mal avec la vision que le Général de Gaulle avait de son époque et de l'histoire. Le voyage au bout de la nuit politique commence toujours ainsi.
Il est bien vrai que s'il y a un climat d'inquiétude, il est bien vrai que les immigrés, étrangers ou français, servent de boucs émissaires commodes. Il est vrai aussi que si les Socialistes s'abandonnaient à ce mouvement d'opinion, ils perdraient tout : et les élections, et leur honneur.
(Applaudissements)

Et pourtant, pourtant, il est nécessaire d'évoluer, de s'adapter pour faire face aux problèmes de l'immigration clandestine.
Il est évident qu'il faut durcir la législation pour les peines encourues par les passeurs et les négriers. Oui, il est envisageable de rendre plus efficaces les contrôles d'identité. Oui, il est nécessaire de contrôler les inscriptions trop automatiques aux régimes sociaux.
Mais de grâce, évitons tout acte qui évoquerait, à tort ou à raison, des agissements coupables, que nous avons et que j'ai moi-même condamnés à la tribune de l'Assemblée Nationale.
En réalité, le monde change vite et sans doute trop vite : le mur et le Golfe. Ces deux symboles ont produit une révolution foudroyante dans sa rapidité et irréversible dans ses conséquences. Mais désormais, l'histoire paraît connaître une période d'hésitation. Les repères sont moins clairs. L'optimisme a laissé place aux interrogations. Nous traversons une période transitoire. Ouverte par l'écroulement d'un système dominé par deux superpuissances, elle se poursuit dans un certain désordre, mais elle renforce l'espoir de trouver un mode de régulation des conflits tels qu'une paix durable s'instaure entre les nations.
Nul ne doit regretter la logique des blocs. Si elle a préservé la paix en Europe, ce fut au prix de la liberté des peuples. Si elle a évité l'enchaînement fatal vers une guerre mondiale, elle s'est montrée prodigue en guerres souvent longues et effroyables dans l'hémisphère sud. Nous n'avons pas à regretter cet ordre-là bien sûr, mais en revanche, nous avons beaucoup à craindre et beaucoup à espérer de l'ordre qui est en train de naître.
La France a des cartes maîtresses à jouer dans une conjoncture internationale difficile. C'est dire que nous sommes avec le Président de la République, dans la partie qu'il livre en Europe, d'abord, et plus généralement, dans les rencontres internationales des prochaines semaines.
Les motifs d'espoir sont réels : une perspective enfin ouverte pour l'arrêt de la course aux armements, une amorce de règlement pour des conflits endémiques (Cambodge, Angola), une prise de conscience naissante du caractère global des grands problèmes comme les épidémies, la pollution, les catastrophes naturelles qui doivent se traiter par une solidarité accrue entre le nord et le sud, une réévaluation du rôle du Conseil de sécurité de l'ONU, comme régulateur et arbitre dans le jeu international.
Mais les motifs d'inquiétude sont nombreux eux aussi. Le blocage des négociations entre Israël et ses voisins arabes, l'intransigeance de Shamir, alors que nous voulons qu'enfin une négociation s'engage entre Israël, les pays arabes et les représentants du peuple palestinien, l'échec provisoire, mais peut-être durable, de la diplomatie américaine qui n'est pas parvenue à réunir une conférence de paix, le comportement, hérité d'un autre âge qu'on aurait souhaité révolu, du gouvernement Koweïtien, vis-à-vis de l'opposition et de la minorité palestinienne, tout cela nous fait craindre une recrudescence des tensions.
En Europe, nous assistons à un réveil des nationalités.
Phénomène qui ne surprend ni ne choque les Socialistes et plus largement tous ceux qui sont épris de liberté. Mais nous voyons aussi se lever le mauvais vent

du nationalisme chauvin et de la xénophobie.
En Yougoslavie, le Président de la République a aussitôt choisi la seule solution possible dans un tel conflit : face aux menaces de guerre civile, il importait de ne pas souffler sur les braises de la discorde, de dire aux autorités de Belgrade que l'unité Yougoslave serait gravement affectée par les violences contre les minorités, de dire aux autorités de Slovénie que la précipitation ne leur rapporterait que des déboires.
Rien ne pourra empêcher certaines Républiques fédérées d'user de leur droit à disposer d'elles-mêmes. Rien, sinon la force. Or, nous proscrivons la force. Il faut que ce soit le droit qui préside aux évolutions institutionnelles de la Yougoslavie. Un droit qui peut se définir au sein de la CSCE qui en sera d'ailleurs garante.
A l'évidence, chers camarades, un nouvel ordre international se cherche au travers de toutes ces crises. J'aurais pu évoquer les inquiétudes légitimes que suscite la situation en Algérie, où nous devons soutenir les efforts du gouvernement Ghozali pour assurer la transition vers la démocratie.
De façon générale, la vie internationale est marquée depuis quelques mois par une volonté affirmée des Etats-Unis de maintenir leur influence et leur prépondérance sur la scène mondiale. Tout se passe comme si la première puissance du monde avait trouvé dans le retrait soviétique une ardeur nouvelle. Ceci complique la tâche de la France qui, tout en maintenant ses liens d'amitié et de solidarité, entend marcher résolument vers l'union politique de l'Europe.
Il faut s'attendre, dans les mois à venir, à des débats difficiles, car l'essentiel est en cause : oui ou non, les douze veulent-ils bâtir une politique étrangère et de sécurité commune qui ouvre la voie à une identité européenne de défense ?
A ces difficultés internationales, européennes, s'ajoutent les difficultés économiques qui sont, je crois, temporaires. Elles viennent toutes d'une chute brutale de la croissance de quelques 4% en 1989 à pratiquement 0 au début de cette année. Il s'agissait, certes, d'un creux conjoncturel, mais rarement l'activité avait dégringolé aussi soudainement. Nous n'en serions pas là évidemment si la dépression mondiale venue des Etats-Unis ne s'était pas amplifiée pendant et après la guerre du Golfe.
Or, la surprise, mais qui n'est pas partagée par l'opinion, oui la surprise, c'est que nous découvrons une France moins fragile que nous le pensions face au retournement de conjoncture. Pendant cette période là, l'assainissement de l'économie s'est poursuivi. Parmi les 7 grands pays industrialisés, la France a le déficit budgétaire le plus bas par rapport au PIB. Notre dette publique est une des plus faibles de la zone OCDE. Nous ferons cette année moins d'inflation que l'Allemagne. Nous n'avons donc pas à rougir de notre bilan, surtout lorsque l'on sait dans quel état nous avons trouvé la France en 1981.
Dès lors, la question qui se pose à nous, c'est moins celle de nos marges de manœuvre que celle de la cohérence de notre politique économique et sociale. Le chômage en hausse nous inquiète, bien sûr, c'est une question primordiale, capitale. Comment éviter que nos priorités pour l'éducation, la formation des jeunes, la ville, la réduction des inégalités, ne fassent pas les frais de la poursuite

de la politique de rigueur, dont nous comprenons, par ailleurs, la nécessité ? Toute la question est là.
Cette rigueur elle-même a changé de sens. Aujourd'hui, le différentiel d'inflation que nous poursuivons ne représente pas un rattrapage de la situation avec l'Allemagne, mais la possibilité de faire mieux qu'elle. Une fois que nous aurons franchi ce cap symbolique, notre capacité de mener une politique de développement et de justice sociale s'en trouvera accrue.
Or, nous sommes bien à la veille de ce jour. C'est pour cela que le gouvernement a eu raison de mener une politique de résorption des déficits sociaux, tout en prenant des mesures de justice sociale comme la revalorisation du SMIC et le plein emploi. Il faut rendre hommage à Martine Aubry pour les dispositions qui ont été présentées au Conseil des ministres et adoptées.
Mais si nous avons chassé les maladies chroniques qui nous tourmentaient : inflation, déficit budgétaire, monnaie faible, il nous reste à faire disparaître les faiblesses traditionnelles qui ont pour nom insuffisance de l'épargne, déficit commercial, mauvaise qualité du tissu industriel et notamment des PME et PMI.
C'est pourquoi on peut se demander s'il n'y a pas lieu de préparer la reprise à venir, par un budget susceptible de tirer le plus tôt possible le bénéfice de la reprise. Et pour cela, il convient de faire la chasse aux dépenses inutiles, comme le gouvernement vient de le faire, mais aussi de resserrer l'effort sur les priorités qui sont les nôtres, et surtout ne pas les abandonner.
La réduction des inégalités reste notre fil conducteur. Dans la période récente, nous avons apprécié que le gouvernement tienne les engagements de ses prédécesseurs en matière de salaire minimum.
Sur le coût du travail, ne nous trompons pas de cap. L'économie à main d'œuvre bon marché n'est pas le modèle d'un pays industrialisé, et encore moins celui d'un gouvernement Socialiste.
Pour être parfaitement clair, nous ne croyons pas en l'institution d'un SMIC jeunes qui permettrait à certaines entreprises d'embaucher à bon compte une main d'œuvre qui ne ferait que remplacer une main d'œuvre plus âgée.
Plutôt que d'ouvrir cette fausse fenêtre, nous devons réaffirmer notre préoccupation quant à l'enrichissement des carrières ouvrières. Des négociations de branche ont donné des résultats intéressants. Il faut que les partenaires sociaux poursuivent dans la même voie, car, dans de trop nombreux cas, aujourd'hui lorsqu'on est au bas de la grille, on n'aura pour seule perspective, que d'être smicard toute sa vie.
Faire face, chers camarades, c'est cette volonté qui doit nous animer. Le Président de la République conduit une action internationale offensive. Le gouvernement d'Edith Cresson se bat sur les terrains de l'économie et de la justice sociale. Il appartient au Parti de puiser en lui-même les ressources pour un nouvel essor.
Chers camarades, cela signifie tout simplement que nous devons trouver les moyens de régler au mieux les problèmes du Parti. Je n'insisterai pas sur le diagnostic : chacun ici le sait, nous n'avons pas jusqu'à présent, surmonté les clivages et les contradictions internes qui se sont révélés à Rennes.

Nous nous trouvons désormais à la croisée des chemins. Si nous n'étions pas capables d'un sursaut, alors je crois que nous ne serions pas à la hauteur des responsabilités qui sont les nôtres.
Ces jours derniers, vous le savez, j'ai rencontré la plupart des représentants des différentes sensibilités. Je crois pouvoir vous dire que j'ai observé et apprécié chez tous sans exception une conscience réelle des nécessités de l'heure.
Ces derniers seize mois ont été particulièrement riches d'événements, marqué par la guerre du Golfe et ses conséquences internes et externes. Le Parti lui-même a vécu des heures difficiles, mais il a su rester fidèle à ses engagements et témoigner un soutien actif à la politique du Président de la République.
Sans doute cette période a-t-elle laissé des traces. Nous avons dû marquer par des mesures disciplinaires, au demeurant modérées, le souci de la cohérence de notre action.
Le débat est il clos ?
Il est désormais sur le terrain politique et il appartient aux camarades de nous dire à quel niveau ils souhaitent désormais le placer dans nos débats internes.
Il faut que ce Comité directeur soit celui d'une clarification et que tout soit net entre nous.
(Applaudissements)
Ma conviction aujourd'hui comme hier, est que la crédibilité de notre projet doit s'appuyer sur un véritable contrat. On ne peut pas être d'accord sur les idées et se déchirer sur le pouvoir. On ne peut pas se déchirer sur le pouvoir et vouloir élaborer en commun des idées. Que ceux qui sont d'accord sur les idées sachent dans la situation présente, s'entendre et s'unir.
Allons plus loin maintenant sur le contenu du contrat. Il est nécessaire d'opérer une vérification, celle de notre stratégie et une clarification, celle d'une unité qui ne soit pas seulement de façade, d'une unité active et vivante, amicale aussi je dirai.
Notre stratégie, cela va de soi, c'est celle du rassemblement à gauche. Propos superflu, direz vous. Il figure dans toutes nos motions de Congrès, il est notre volonté commune et l'artisan de nos réussites depuis vingt ans. Qui voudrait le remettre en cause ? Il est utile, cependant, dans la période difficile qui s'ouvre, de préciser les modalités de ce rassemblement à gauche.
J'en ai expérimenté la difficulté pendant la négociation qui précédait les municipales. Cependant chacun conviendra que ces contacts de 1989 que Marcel Debarge et moi-même avons repris, et malgré l'extrême difficulté pour nous, la situation un peu surréaliste dans laquelle parfois nous nous sommes trouvés, eh bien, ces contacts et l'accord auxquels nous sommes parvenus, même péniblement, tout cela a joué pour beaucoup dans la dynamique et la victoire des municipales.
Il ne faut tout de même pas l'oublier car nous avons gagné les municipales par le rassemblement à gauche, chacun le sait.
Certains voudraient que l'on trouve sans cesse des formes nouvelles à ce rassemblement mais lesquelles ?
C'est aujourd'hui qu'il faut nous le dire s'il y a des idées nouvelles sur ce plan.

Fondation Jean Jaurès

Le programme commun est loin bien sûr, on ne va pas recommencer cela. L'union de la Gauche est loin et c'est aujourd'hui le rassemblement à gauche, on mesure la différence. Mais ceux qui ont crié à la photo jaunie pour mon déjeuner avec Marchais n'ont certainement pas mesuré la signification et l'importance de cette rencontre pour la Gauche et pour son rassemblement.
Les gros boulots, je connais cela, je l'ai fait sur le plan économique. J'ai fermé les puits de mine et de la sidérurgie, alors même sur le plan politique, quand il y a un gros boulot à faire, je suis votre Premier secrétaire, je le fais. Cela nous a permis de passer une semaine qui était celle de tous les dangers et qui aurait pu être celle de la catastrophe. Ceci, je ne vais pas le dire à l'extérieur, vous l'imaginez... et puis, on ne pouvait pas rester dans une situation où les Communistes vont, certains contre eux, pour ne pas dire beaucoup, sur des positions anti-Socialistes, gauchistes. Il fallait essayer de ne pas lever l'ancre... nous en sommes au début, mais d'essayer prudemment de changer le cours des choses et de ne pas crier "stratégie à gauche, rassemblement à gauche", pour arriver en catimini quelques semaines avant les élections, pour régler quelques problèmes.
Ce qu'on a pu résoudre aux municipales, on pourrait ne plus le résoudre pour d'autres élections si on ne s'y prenait pas à temps. C'est ce que j'ai fait avec l'accord du Bureau exécutif, ce n'est pas facile, mais c'était indispensable.
Le rassemblement à gauche, mes camarades, ne saurait se passer du Parti Communiste comme il est. On l'a toujours pris comme il était et à vrai dire c'est mieux de déjeuner avec le Secrétaire général du Parti Communiste affaibli que ce qu'on a fait à Epinay avec un Parti Communiste plus fort que nous, on a pris le risque aussi, et c'était d'une certaine façon beaucoup plus difficile.
Enfin, je me souviens les débats que nous avons eus à ce moment là, cela n'a pas toujours été très simple et l'opinion n'était pas favorable, rappelez-vous... mais cela, on l'oublie... elle est devenue favorable quelques années après, mais pas ce jour-là, pas dans ces moments-là qui étaient ceux de la décision nécessaire.
Notre analyse de ces évolutions, évolutions du Parti Communiste, a toujours été sans concession. Tout à l'heure, Gilles Martinet que je remercie d'avoir bien voulu accepter ce rapport, vous savez le spécialiste qu'il est de ces questions et plus généralement des problèmes politiques dans leur ensemble, nous donnera les conclusions du groupe qu'il a animé, que nous avons constitué, sur les évolutions du Communisme international et il le fera aussi, c'est prévu, sur l'évolution du Communisme français. Pour autant, chers camarades, il ne s'agit pas de se laisser enfermer dans un tête à tête entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste. La Gauche doit être rassemblée dans toute sa diversité, sans exclusive. D'ailleurs, nous avions commencé notre travail mais dans le no man's land entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, quand on va chercher un camarade, on le ramène pour discuter un petit peu des problèmes et on va en chercher un autre... le temps qu'on aille en chercher un autre, le premier est déjà parti. C'est un travail de patience, travail qui demandait absolument à ce que le Parti Communiste soit clairement présent avec nous, avec naturellement tous ceux qui sont dans ce no man's land.

Fondation Jean Jaurès

En tous cas un mouvement est désormais lancé. Il se traduira par une rencontre à l'automne, et dans le courant de l'année 1992 - on aura bien besoin de ces six ou sept mois - sans doute en été ou à la fin du printemps, nous pourrons tenir un véritable colloque portant sur les interrogations qui nous assaillent les uns et les autres.
Il ne s'agit pas seulement de constater l'effondrement de l'idéologie Communiste à l'est, c'est évident, il ne s'agit pas seulement de souligner la justesse des thèses de Tours, elles sont éclatantes, il s'agit de nous poser ensemble la question du projet politique qui pourrait désormais porter l'espérance qu'a longtemps suscitée l'idéologie Communiste aujourd'hui défunte.
Voilà la question que doivent se poser prioritairement les Communistes, mais la question qui nous concerne également, et c'est la réponse à cette question qui évidemment montrera la validité, la crédibilité de notre rassemblement à Gauche. Rassemblement pour la Gauche, mais rassemblement aussi pour la majorité présidentielle. Tel est le mot d'ordre.
Les Radicaux de Gauche sont depuis longtemps nos fidèles compagnons. France unie s'est fixé pour vocation d'amener sur nos idées des personnalités et un électorat qui soit loin d'être acquis, et Jean-Pierre Soisson ne ménage pas ses efforts.
Ce serait pure hypocrisie pour les Socialistes, on ne va pas y tomber, de rejeter par principe ceux qui pour l'adoption de certains textes comme la loi hospitalière viennent en renfort de notre volonté de réforme. A Gauche, on ne choisit pas les hommes, on leur demande de choisir le combat commun. Il faut que chacun le fasse dans la clarté.
Je demande au Comité directeur de mandater une délégation qui la semaine prochaine rencontrerait une délégation de France unie, afin de fixer clairement les contours de notre coopération, les objectifs communs que nous pouvons nous assigner, et les conséquences sur notre stratégie électorale.
Cette volonté de rassemblement, mes camarades, a une conséquence, rassemblement à Gauche, rassemblement de la majorité présidentielle. Nous devons garder le mode de scrutin actuel à deux tours pour les futures élections législatives. Modifier le mode de scrutin n'a pas été possible pour les régionales, j'en ai pris acte avec beaucoup de regret, croyez-moi. Mais il serait paradoxal que les Socialistes laissent planer aujourd'hui ambiguïté d'une éventuelle réforme du scrutin pour les législatives.
Le Parti Socialiste n'a rien à gagner à un retour à la proportionnelle. Sous la 5ème République, on gagne ou on perd. Ne cherchons pas à émousser par un changement de mode de scrutin notre seule perspective possible qui est celle de vaincre !
(Applaudissements)
La proportionnelle serait lourde de tentations d'alliances que nous avons toujours rejetées. Et quant à la configuration d'une future assemblée élue à la proportionnelle, je suis sûr, mes camarades, que nous regretterions longtemps d'avoir redonné au Front National une tribune et aux Ecologistes une

représentation permanente.
(Applaudissements)
J'ouvre maintenant le second volet de nos problèmes intérieurs, précisément celui de la clarification de notre vie interne...
(Jean-Pierre Chevènement prend place dans l'assemblée. Rires...)
Je ne l'ai pas voulu, cher Jean-Pierre !
Chacun a compris que je n'avais pas, à l'occasion de notre Convention de Cachan, posé un simple problème d'aménagement de calendrier, mais qu'il s'agissait de définir dans la période qui s'ouvrait une démarche de cohérence et d'unité pour les Socialistes.
J'avais préconisé un Congrès ordinaire du Parti à la fin de l'année. Il est vrai que ce Congrès dit ordinaire avait bien quelque chose d'extraordinaire, car je souhaitais à l'occasion du projet retrouver l'unité du Parti sur des idées.
Depuis Cachan, nous avons discuté et je propose un Congrès extraordinaire sur le projet avant la fin de l'année.
Certains considèrent qu'il n'est pas dans l'intérêt du Parti, avant les élections régionales, de tenir le Congrès ordinaire qui comporte des risques de dérapage. La conjoncture politique que nous avons à assumer plaide aussi dans ce sens. C'est notre avis général, en tous cas au Bureau exécutif où j'ai présenté ces propositions.
Ce Congrès extraordinaire permettra de débattre et de donner à notre projet l'autorité la plus haute qui soit pour les Socialistes, celle d'un Congrès. Il donnera à chaque militant la possibilité de voter, ce que n'autorisait pas la Convention nationale. Il ne permettra cependant pas de renouvellement de notre direction.
Le principe de ce Congrès extraordinaire pose donc un problème, il ne règle pas la question de la date de notre Congrès ordinaire, et les raisons qui militent pour ne pas tenir un Congrès à la fin de 1991 se trouvent renforcées dès lors qu'il s'agirait de débattre entre deux élections décisives, cantonales, mais surtout régionales, et législatives.
1992 doit nous trouver mobilisés, face à notre électorat, et les régionales, avec le mode de scrutin que nous avons gardé, je suis persuadé que cela amènera quelques remous que j'espère passagers.
Ceux-là même qui souhaitent écarter le Congrès de la fin de l'année nous proposent donc de retarder notre Congrès ordinaire et de ne tenir qu'au printemps 1993. Nous sommes tous de cet avis. Il est arrivé par le passé qu'un intervalle de trois ans ait séparé deux Congrès. Ce n'est jamais deux ans, c'est toujours plus, et à Lille c'était déjà trois ans.
Ce n'est pas ce que prévoient aujourd'hui nos statuts qui indiquent deux ans. Mais ces mêmes statuts laissent au Comité directeur le soin de fixer la date du Congrès ordinaire et éventuellement d'un Congrès extraordinaire.
Alors la proposition que je vous fais, qui vous sera faite dans l'après-midi dans un texte que nous aurons préparé, comportera donc la fixation d'un double calendrier, la convocation d'un Congrès extraordinaire pour la fin décembre 1991 et la convocation du Congrès ordinaire pour 1993.

Fondation Jean-Jaurès

Par ailleurs j'estime que des réformes statutaires sont indispensables pour améliorer le fonctionnement et relancer le Parti.
Vous savez, ce n'est pas parce que le Premier secrétaire le souhaite qu'il faut le faire, vous savez fort bien que les militants, il faut tout de même leur apporter quelques satisfactions. Ils ne sont pas heureux du fonctionnement actuel du Parti. Vous savez ce qu'ils disent en ce qui concerne les courants.
Moi je suis pour garder la proportionnelle, et par conséquent les courants. Mais je pense que si nous voulons garde les courants, c'est-à-dire les affinités, les tendances, appelez cela comme vous voudrez, il est absolument indispensable d'apporter une retouche, des modifications à notre fonctionnement interne.
Je n'en dirai pas plus. Chacun a ses idées sur ce plan là, j'ai les miennes. Mais ce n'est pas cela qui importe et ce n'est pas de cela que doit vous parler maintenant le Premier secrétaire.
Sur ce point, une Commission "vie interne" a été créée par le Bureau exécutif. Je souhaite que le Comité directeur valide la création de cette Commission "vie interne". Elle fonctionnera, rendra compte Comité directeur après Comité directeur de l'état d'avancement de ses travaux, et je proposerai que quelque temps avant notre Congrès ordinaire, l'assemblée générale statutaire puisse prendre en compte les modifications de structures proposées par cette Commission.
Si aujourd'hui tout se passe comme nous le souhaitons, il est évident qu'on cherchera un accord commun. Cela me paraît très important. Mais nous tiendrons cette assemblée générale statutaire, ou un Congrès ordinaire ou statutaire d'une journée afin que ces dispositions soient applicables, cela doit être notre engagement, dès notre Congrès ordinaire de 1993. On ne va pas se donner le ridicule de vouloir des réformes et de dire qu'elles ne sont applicables qu'après 1996. Par conséquent, 1993; et dans les conditions que je viens de préciser.
Je ne veux pas détailler au-delà un dispositif qui vous sera soumis par écrit cet après-midi et sur lequel, mes camarades, je demande à titre exceptionnel le vote personnel de tous les membres du Comité directeur. La circonstance est suffisamment importante pour justifier une telle procédure, et je pense que les événements politiques qui ont marqué le Parti ces derniers mois, et qui le marquent encore, par les débats publics, par les prises de position, nécessitent que chacun, dans la clarté, réponde très simplement au contrat que nous voulons passer les uns et les autres.
Mes chers camarades, il est normal qu'un Comité directeur s'exprime sur le fonctionnement de la vie interne du Parti. Il est opportun que nous tracions dans le détail des règles du jeu qui vont nous régir pendant plus d'une année, jusqu'au prochain Congrès ordinaire, et il est déjà significatif que nous puissions trouver un accord réel sur des bases claires. Je pense que cela, c'est déjà acquis, mais c'est à vous, membres du Comité directeur, de le confirmer et de donner l'ampleur de cet accord. Est-ce qu'il concerne tous les membres du Comité directeur ? Est-ce qu'il concerne une majorité du Comité directeur ? Telle est la question.

Fondation Jean Jaurès

Mais j'insiste cependant, et pour conclure, sur l'esprit qui doit désormais nous animer. Nous ne sommes plus au lendemain de Rennes à la recherche d'une synthèse permettant d'équilibrer des tensions au sein de notre Parti. On s'est rendu compte, et c'était prévisible, des limites d'un tel équilibre. Tout le sens de ce Comité directeur est naturellement de dépasser ce simple équilibre. Notre projet mérite autre chose qu'un simple compromis entre des courants.
Quant à l'action du Président de la République, quant au soutien au gouvernement, ils exigent de notre part l'élan du dynamisme retrouvé. Cet élan, ce dynamisme nouveau, il faut le trouver en nous-mêmes, à partir de nos valeurs et de ce qui a toujours été notre identité.
Les échéances seront difficiles, mais elles n'ont jamais été faciles pour nous. Ce qui importe, c'est d'apporter un soutien sans faille à Edith Cresson et à son gouvernement. Ce qui importe, c'est d'apporter au Président de la République, François Mitterrand, notre confiance, notre fidélité et notre solidarité. Ce qui importe, c'est d'apporter à notre Parti le renouvellement des idées - on a besoin d'idées, on est un peu à court d'idées - la foi la cohésion et surtout l'unité des Socialistes sans laquelle, mes chers camarades, rien n'est vraiment possible.
C'est ce contrat qui doit nous lier, contrat politique, contrat moral. Si vous l'honorez, ce sera déjà beaucoup, et les succès seront en plus. Que dis-je, la victoire sera en plus ! La victoire sur nous-mêmes, elle est peut-être la plus décisive; la victoire avec toute la Gauche regroupée, elle est indispensable; la victoire sur nos adversaires clairement identifiés, avec tous ceux qui voudront se rassembler avec nous. La victoire pour les Français et les Françaises.
Mais nous n'y sommes pas. D'abord un contrat, d'abord notre unité, d'abord notre cohésion, ensuite une mobilisation, et surtout le combat !
Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy.
Je vais ouvrir tout de suite le débat général en donnant la parole à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Mes chers camarades, si j'avais une métaphore sportive à choisir pour définir la situation du Parti Socialiste, je dirais que, d'une certaine manière, notre Parti est KO debout. Nous avons toutes les apparences de la station debout, mais les centres nerveux ne répondent plus et nous avons perdu l'essentiel de notre énergie.
Cette situation difficile ne s'explique pas seulement par une conjoncture difficile et des conditions internes de vie difficiles qui ont été rappelées tout à l'heure par Pierre Mauroy. Depuis que l'idée Socialiste existe dans notre pays, jamais notre Parti n'a subi autant de chocs dans un laps de temps aussi court et je dis court car dix ans sont peu de choses au regard du siècle et demi qui nous sépare des premiers pas du Socialisme en France.

Fondation Jean Jaurès

Choc économique avec le tournant des années 82/83.
Choc social avec la persistance d'un chômage.
Choc idéologique avec l'effondrement du Communisme et des grandes idéologies messianiques.
Choc culturel avec pour la première fois l'exercice du pouvoir dans la durée.
Choc laïque avec l'échec de la synthèse courageusement tentée par Alain Savary.
Choc éthique également en dépit des réformes courageuses sur le financement des partis et des campagnes qui créent les conditions d'une vraie moralisation de notre vie publique et je pourrais ainsi continuer la liste.
Notre débat sur le projet n'est donc pas un luxe et il est urgent que nous remettions nos idées au net. Les valeurs du Socialisme, bien sûr, n'ont pas changé, mais les conditions de notre combat sont bouleversées et nous devons redéfinir, voire refondre notre identité.
Mais si nous devons voir loin et tracer des perspectives pour le troisième millénaire, nous ne devons pas donner le sentiment que c'est une manière d'échapper à un certain nombre de problèmes qui font le quotidien des Français.
Notre projet ne doit pas, certes, être un programme. Pour autant, je crois qu'il nous faudra répondre à notre prochain Congrès à des questions qui sont au cœur des débats aujourd'hui et je voudrais brièvement prendre deux exemples à travers le problème de l'immigration et celui de l'apprentissage.
Concernant l'immigration, je crois qu'il faut tout faire pour mettre les populations d'origine étrangère à l'abri des polémiques partisanes, éviter de les utiliser à chaque consultation électorale, bref d'en faire les otages de nos polémiques de politique intérieure.
A chaque campagne électorale, il y a risque de régression formidable et on peut détruire en quelques semaines ce qui a été patiemment tissé en plusieurs années.
En conséquence, je crois qu'il faut cesser de parler du droit de vote tant que nous ne sommes pas en mesure de le mettre en place et, à l'évidence, ce moment n'est pas venu.
Par contre, il faut en tirer les conséquences pour l'acquisition de la nationalité française et poursuivre l'effort de réduction des délais administratifs. La nation française ne se fonde pas sur des divisions ethniques. La nation est un vouloir vivre ensemble, autrement dit un modèle politique qui repose sur des principes d'égalité entre les personnes, le respect des droits individuels, la reconnaissance de la laïcité de l'Etat et de la laïcité dans la société.
La nation est donc ouverte à des composantes différentes pour peu qu'elle en accepte les règles et reconnaisse des valeurs communes de comportement. L'histoire de la diaspora arménienne montre avec éclat qu'une interrogation réussie est compatible avec la fidélité aux racines culturelles.
Notre politique d'intégration relève d'une logique d'égalité et non d'une logique de minorité qui conduit à l'exaspération des différends, par conséquent, aux conflits, par conséquent, aux ghettos.
Il importe d'affirmer nos valeurs et de les respecter. Il importe de fixer des règles du jeu claires, faites de droits, mais aussi de devoirs et de s'y tenir, même

s’il est plus ingrat de conduire des actions patientes sur le terrain que de monter des coups médiatiques.
En ce qui concerne un deuxième problème qui a été récemment abordé, celui de l’apprentissage, je crois que, trop souvent, sur cette question, le débat s’est réduit à l’affrontement de deux a priori, voire même de deux suspicions. Pour les uns, l’Education nationale, par nature coupée de la réalité des entreprises, était inapte à préparer des jeunes à la vie active. Pour les autres, au contraire, l’apprenti était considéré avant tout comme une main d’œuvre à bon marché et son utilisation, voire son exploitation jugée peu compatible avec une formation digne de ce nom.
Ce débat s’est également polarisé de manière beaucoup trop schématique entre deux modèles extrêmes de formation professionnelle initiale, modèle allemande présenté sous la forme du "tout entreprise" ou modèle français assimilé au "tout Education nationale", chacun, bien entendu, ayant ses farouches exclusifs partisans qui s’appuyaient davantage sur des présupposés idéologiques que sur une approche pédagogique.
Depuis quelques mois, les choses ont heureusement évolué et notamment du côté de l’Education nationale, et même les chefs d’entreprises aujourd’hui le reconnaissent.
Autant il peut être utile de s’inspirer du système allemand, autant il serait absurde de vouloir le décalquer mécaniquement sur une réalité sociale économique française qui n’entretient pas avec la formation et l’entreprise les mêmes relations culturelles.
Il n’y a donc pas, je crois, là, matière de solution miracle qu’il suffirait d’importer et nous avons un devoir d’imagination. Nous avons notamment un gros effort à fournir en matière de tutorat dans les entreprises et il me semble que les Socialistes pourraient être à l’initiative, notamment dans les Conseils régionaux, de propositions permettant une meilleure articulation entre l’école et l’entreprise pour faire réussir ce que j’appellerai, plutôt que d’utiliser le mot "apprentissage", une alternance à la française qui implique fortement notre système éducatif public.
S’agissant des élections, l’essentiel des conflits politiques et idéologiques qui nous ont été proposés dans le passé, ont été tranchés par les faits et les oppositions que l’on rencontre aujourd’hui sont d’une autre nature et tiennent à des conceptions différentes du changement.
Pour ce faire, certains d’entre nous, tout se passe comme s’ils considéraient qu’après dix ans passés au pouvoir, les Socialistes ont épuisé leur vitalité créatrice. Leur imagination serait tarie et tous les ressorts de leur énergie seraient distendus. C’est pourquoi à les entendre, il n’y aurait rien de plus urgent que de retourner dans l’opposition pour se refaire une santé.
Même si cette analyse n’est pas toujours explicitement formulée, elle sous-tend beaucoup de comportements. Si être de gauche, c’est vouloir transformer la société en profondeur, l’exercice du pouvoir sur une longue période est une condition nécessaire de ce changement même si elle n’est pas suffisante car dans les sociétés complexes comme la nôtre, aux rouages sophistiqués donc fragiles,

aux économies très dépendantes, de contraintes extérieures, il n'existe pas de possibilités de changement durable en dehors d'une action patiente et continue, et précisément parce que les marges de manœuvre sont étroites, leur exploitation n'est féconde que dans la durée.
Ce préambule pour dire que ce qui va se jouer dans les prochaines élections ne concerne pas seulement nos intérêts de pouvoirs immédiats, mais les conditions de l'approfondissement de notre action transformatrice engagée depuis dix ans.
Pour faire face à ces échéances, faut-il le rappeler, notre Parti doit apporter un soutien résolu au gouvernement. Ce gouvernement, comme les trois gouvernements Socialistes qui l'ont précédé, est le nôtre; Son échec serait le nôtre et sa réussite conditionne notre succès.
Sous l'autorité permanente de François Mitterrand, l'œuvre accomplie par les trois gouvernements de gauche depuis 1981, celle entamée par le gouvernement actuel, forment un tout. Nous en assumons collectivement l'héritage et c'est sur ces bases que nous allons nous adresser au pays lors des prochains scrutins.
L'échéance des législatives sera décisive mais les scrutins de mars 1992, notamment les élections régionales, constitueront une étape très importante. C'est pourquoi nous devons mettre toutes les chances de notre côté en commençant par réussir la première phase : celle de la désignation de nos candidats.
Je crois que le Bureau exécutif a agi avec beaucoup de sagesse lorsqu'il a demandé aux fédérations de procéder aux désignations au mois de juin. C'est un exercice toujours difficile et la pause des vacances avait l'avantage d'effacer certaines tensions et de nous permettre de redémarrer le mois de septembre en bon ordre de marche.
Le calendrier que nous avons choisi de façon unanime permettait également de faire face aux nouvelles exigences de la loi sur le financement des campagnes électorales et c'est pour toutes ces raisons que la grande majorité des fédérations a accepté les contraintes et les inconvénients de calendrier très resserrés.
La logique de tout ce processus était bien d'enregistrer le plus possible de listes dès ce Comité directeur. C'est pourquoi, je dois le dire, je regrette que les atermoiements de ces derniers jours, aient créé une situation de blocage qui n'a pas permis au Secrétaire national aux élections, de vous présenter le rapport inscrit à l'ordre du jour et qu'il ait été finalement contraint de suspendre, comme cela a été expliqué tout à l'heure par notre ami Le Gall, jusqu'en septembre les travaux de la Commission électorale.
J'ai déjà exprimé mes craintes au Premier secrétaire lors de notre dernier Comité de coordination mais je voudrais les rappeler ici.
Soyons attentifs au risque de voir se cumuler plusieurs difficultés à la rentrée de septembre. Non seulement il faudra arbitrer les contentieux internes mais régler le problème de nos alliances et de l'ouverture de nos listes. On peut craindre même que des situations actuellement clarifiées se complètent à l'automne et conduisent à paralyser certaines fédérations. Compte tenu du choix qui a été fait et que nous assumons, il faut néanmoins réfléchir aux moyens d'éviter que le Parti subisse tous les inconvénients d'une procédure établie sur plusieurs mois

Fondation Jean Jaurès

sans tirer aucun bénéfice des efforts fournis au cours de ces dernières semaines.
Nous devons donc tout faire pour éviter que le débat sur le projet soit à la rentrée perturbé par des tensions internes regrettables au moment où nous engageons un processus de rassemblement, ce qui m'amène à parler très brièvement pour terminer de la vie du Parti.
Il faut bien reconnaître, et tout a été dit là-dessus, que nos courants ont pris une place disproportionnée qui est - Pierre Mauroy a bien fait de le souligner - de plus en plus mal supportée par les militants et qui aujourd'hui produit beaucoup plus d'effets pervers que d'effets positifs. Il faut donc que nous soyons capables de donner des signes à l'extérieur de cette assemblée qui montrent notre volonté de dépasser cette situation.
Ces signes concernent la loyauté vis-à-vis du Parti, une vraie solidarité de direction et la restauration d'un climat de confiance dans les fédérations.
Bref, priorité aux initiatives du Parti sur celles des courants.
Actuellement, un colloque ou une université du Parti rassemble moins de participants qu'un seul courant et ceci n'est pas acceptable. A notre dernière Convention, Jean-Marc Ayrault avait suggéré que les courants suppriment leur rencontre d'été et se rassemblent tous à l'université du Parti ; ce qui n'a pas été possible pour cette année, eh bien, je propose que nous le fassions l'année prochaine à travers une université unique qui pourrait se terminer par un week-end de rassemblement de plusieurs milliers de Socialistes et qui marquerait le lancement de notre campagne pour les législatives.
D'autres initiatives sont possibles et aisées à réussir si nous avons bien entendu la volonté politique de passer d'une synthèse de neutralisation et de cohabitation à une synthèse de collaboration et de re-dynamisation. Nos camarades attendent de tels signes de changement pour sortir de leur scepticisme et de leur attentisme. Mais, n'attendons pas, faisons-le dès aujourd'hui. Sinon, notre débat sur le projet, parfaitement initié par Michel Charzat, risque de sombrer dans l'indifférence.
Le Congrès.
Le Congrès, nous le réussirons si nous sommes capables de délivrer deux messages : l'un aux Français à travers le projet, l'autre aux militants à travers la remise en ordre et la remise en marche du Parti.
Mes camarades, je voudrais attirer votre attention sur le fait que ces deux conditions sont liées. Quelle crédibilité pourrait avoir notre projet s'il était présenté par un parti paralysé qui s'avérerait incapable de le porter et de le faire partager ?
Et, à l'inverse, s'il n'était pas capable de remettre ses idées au clair et de redéfinir ses objectifs, notre Parti, même mieux structuré et mieux rassemblé, ne serait pas en état de convaincre et de re-mobiliser.
C'est pourquoi ce Comité directeur est très important car il va créer le climat psychologique et le cadre politique à l'intérieur duquel va se dérouler notre débat préparatoire au prochain Congrès.
Nous réussirons notre Congrès si nous savons éviter deux écueils : nous disons non à un Congrès d'affrontement qui nous renverrait dans les impasses de

Rennes, mais nous disons également non à un Congrès "édredon" qui, en ignorant les difficultés de notre vie interne, prolongerait notre paralysie de deux années.
Ce Congrès doit donc être celui de la mobilisation mais aussi de la clarification. Nous devons sortir des ambiguïtés de la synthèse de Rennes. On ne peut pas avoir un pied dedans et un pied dehors. Et nous sommes là aujourd'hui pour vérifier que chacun est décidé à mettre ses deux pieds du même côté : du côté du Premier secrétaire pour constituer une équipe de direction cohérente, du côté des actions du Parti plutôt que des activités de courants qui aboutissent aujourd'hui à la stérilisation de notre énergie collective.
Enfin, parler du Congrès, c'est parler du climat, de sa préparation, de son contenu, mais également de son fonctionnement. Je crois que nous devons être très attentifs à ce point. Nous ne pouvons rééditer la tragi-comédie de Rennes où plusieurs milliers de délégués venus de toute la France ont passé trois jours et deux nuits à errer dans les couloirs, spectateurs impuissants d'une pièce qui se jouait dans les coulisses.
Je crois que nous devons repenser le fonctionnement de notre Congrès pour donner une véritable responsabilité politique aux délégués et je crois que beaucoup de décisions pourraient être renvoyées à de grandes Commissions thématiques qui soumettraient leurs travaux à la ratification du Congrès. Il n'est pas nécessaire, sans doute, que tout passe à l'étamine d'une Commission des résolutions qui pourrait concentrer ses travaux sur les grandes questions concernant l'orientation politique générale.
Je conclus.
Le texte que nous allons voter sera autre chose qu'une résolution finale ordinaire. Elle doit préciser le calendrier jusqu'en 1993, les enjeux du Congrès, les grandes lignes de modifications statutaires et les conditions d'une plus grande efficacité de la direction du Parti.
Bref, elle doit constituer le contrat qui lie tous ceux qui seront associés à la direction du Parti pour les deux ans à venir.
Je souhaite que ce contrat soit suffisamment explicite pour qu'il nous engage sans ambiguïté et constitue la base de redressement du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Avant de suspendre la séance, je donne encore la parole à Véronique Neiertz. Je vous rappelle qu'ensuite vous êtes tous conviés à déjeuner à l'Hôtel Matignon.
Véronique Neiertz.

Véronique Neiertz

Chers camarades, rassurez-vous, je serai brève.
Nous allons enfin pouvoir discuter de nos idées, de nos valeurs, de notre projet de société. Je me félicite évidemment avec vous de ce sursaut des Socialistes qui permet de débattre dans la sérénité, alors que le gouvernement d'Edith Cresson

est face à des difficultés considérables : le chômage, le déficit de la sécurité sociale, l'immigration, la vie dans les banlieues. Croyez bien que l'élue de la Seine Saint-Denis que je suis mesure tous les jours et la gravité et la difficulté qu'a l'Etat de remédier à ce genre de problèmes de façon rapide et efficace.
Mais je suis hélas obligée aujourd'hui d'évoquer devant vous une autre difficulté, et croyez bien que je m'en serais passé parce que je croyais qu'elle appartenait à une époque révolue : mes chers camarades, nous sommes confrontés, vous êtes confrontés à une campagne qui rassemble la CFDT, le planning, Force Ouvrière sur le thème : "Le gouvernement remet en cause l'accès des femmes à la contraception".
Je trouve paradoxal, je dirais même surréaliste, qu'après 10 ans de pouvoir Socialiste nos électeurs, nos électrices attaquent le gouvernement Socialiste sur ce plan. Et tous les jours, pratiquement, depuis quelques temps, vous, moi, nous sommes arrêtés dans la rue par des femmes qui nous disent : mais que se passe-t-il chez vous ? Comment se fait-il que la pilule ne soit plus remboursée ?
Cela s'ajoute à un climat idéologique un peu lourd, chers camarades, dont on ne parle pas souvent dans nos instances et que je voudrais évoquer en quelques mots. Il y a des commandos anti-IVG dans les hôpitaux ; il y a aussi les déclarations du Pape qui ont tout de même atteint un seuil particulièrement élevé récemment puisqu'il comparait l'avortement au génocide des juifs. Il y a aussi, c'est vrai dans un certain nombre de pays, un climat de remise en cause des acquis des femmes, ne serait-ce qu'aux Etats-Unis avec les décisions à la Cour Suprême. Tout cela crée un climat.
Alors, naturellement, le gouvernement va prendre les mesures qui relèvent de sa compétence pour arrêter cette spirale, ce cercle vicieux qui permet aux laboratoires de ne pas présenter leurs produits au remboursement à la sécurité sociale, mais qui permet aussi de faire "dé-rembourser" ceux qui l'étaient déjà. Nous nous en occupons avec le Premier Ministre, cela va être fait dans les toutes prochaines semaines.
Mais cela ne suffit pas. Mes chers camarades, à l'heure de la décentralisation, vous, les élus Socialistes, vous êtes tous responsables de ce qui se passe dans vos départements, dans vos communes.
Il est étonnant, mais vrai et surréaliste, que, 17 ans après le vote de la loi sur le remboursement par la sécurité sociale de la contraception et sur l'IVG, on en soit encore à dire cela aujourd'hui.
Regardez avec attention ce qui se passe dans les hôpitaux dont vous présidez la Commission de surveillance et demandez-leur comment ils organisent leurs centres d'orthogénie et de planification. Regardez un peu ce qui se passe dans votre propre ville. Où est l'information pour les jeunes ? Existe-t-elle ? Ont-ils accès à cette information ? Comment fonctionnent les centres quand il en existe ? Les établissements qui sont chargés de cela, les aidez-vous ?
Beaucoup des moyens de ces établissements, de ces centres, relèvent aussi des finances de la décentralisation, des finances régionales, des finances départementales. Préoccupez-vous en, mes camarades. Et sur place, localement, sur le terrain, je demande aussi aux responsables Socialistes de regarder de près

le projet Socialiste dont nous allons débattre sur ces différents points pour que soient réaffirmées ces valeurs qui ont fait l'objet de nos combats pendant les années 70 ; dur combat dont j'aurais pu penser, dont nous aurions pu penser que c'étaient des acquis.
Et si vous ne le faites pas pour les valeurs que cela représente, mes chers camarades, faites-le donc pour votre intérêt électoral bien compris. Car, si vous regardez de près votre sociologie électorale, vous verrez que depuis 1988 ce sont les femmes qui vous élisent et que nous risquons, si nous ne redressons pas la situation, qu'elles basculent de plus en plus vers l'abstention, comme c'est déjà le cas dans les élections locales partielles, ou vers les écologistes. Pas un élu Socialiste, ici et ailleurs, n'est élu sans la participation des femmes puisque, depuis 1988, elles sont plus nombreuses que les hommes à voter pour nous. Est-ce que nous voulons laisser ce capital tomber en déshérence ?
Voilà un terrain quotidien de combat qui doit, je vous le demande, animer nos débats, notre réflexion, nos déclarations et nos actes.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Véronique Neiertz pour cet appel pressant qui sera certainement entendu de vous tous.
Rendez-vous à l'Hôtel Matignon. Mais je vous demande d'être revenus à 15 heures si nous voulons tenir les délais que nous nous sommes fixés, c'est-à-dire de pouvoir voter autour de 17 heures 30. Car il y a encore un certain nombre d'orateurs inscrits.
Merci.
(La séance est interrompue à 13 heures)

Parti Socialiste
Comité directeur
6 et 7 juillet 1991

Séance du samedi 6 juillet (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
Je donne la parole à Yannick Bodin pour les contentieux fédéraux. Nous avons beaucoup de retard, je vous demande de vous taire et de vous asseoir.

Yannick Bodin
Mes chers camarades, je vous invite à venir digérer quelques instants avec moi !
Comme d'habitude et dans le respect de nos statuts nationaux, je vous ferai un

Coll. Fondation Jean-Jaurès

certain nombre de propositions de ratifications, concernant d'une part les statuts du Parti et d'autre part des demandes de réintégration.
En ce qui concerne les statuts du Parti, vous savez que lors de notre dernière Convention, nous avions examiné des statuts fédéraux d'une trentaine de fédérations, et vous vous étiez prononcés en Convention sur la conformité...

Le président - Voulez-vous faire silence, s'il vous plaît !

Yannick Bodin - Vous savez, mes camarades, c'est passionnant, les statuts fédéraux...

Alain Richard - C'est passionnel !

Yannick Bodin - Cela peut devenir passionnel, Alain Richard, tu en sais quelque chose, mais je vous signale que certains de nos camarades sont particulièrement attachés au bon fonctionnement de leurs fédérations et ont passé parfois des heures et des nuits pour rédiger leurs statuts fédéraux.
Ils nous demandent de vérifier qu'ils sont conformes aux statuts nationaux. Je pense donc que, par respect pour les fédérations, et j'en ai pour deux minutes trente, vous pourriez écouter ce que j'ai à vous dire.
(Applaudissements)
Trois fédérations, l'Orne, le Loir-et-Cher et la Gironde, nous ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de rédiger de statuts fédéraux, puisqu'ils considéraient que les statuts nationaux étaient suffisants pour la vie de leurs fédérations
Nous n'allons pas les contredire. Ceci dit, nous pensons qu'il est utile qu'ils rédigent un règlement intérieur, car il y a un certain nombre de points qui doivent être précisés et s'ils ne l'étaient pas, il y aurait des difficultés dans la vie fédérale...
En ce qui concerne les statuts fédéraux qui nous sont présentés, il s'agit des fédérations de l'Ain, des Alpes de Haute Provence, de la Creuse, avec cette réserve que le document qui nous a été envoyé est incomplet, sans doute manque-t-il la dernière page, le Loiret, la Mayenne, le Puy de Dôme, le Vaucluse, la Seine Saint-Denis que je voudrais féliciter car elle remporte le ruban bleu, elle est la fédération qui a le plus grand nombre d'articles, 130… (applaudissements)… la Guyane, et les Français de l'étranger.
La Commission qui s'est réunie considère que ces statuts fédéraux sont conformes aux statuts nationaux, sous réserve de quelques petites modifications qui peuvent être enregistrés très rapidement, y compris lors de conversations téléphoniques.
En ce qui concerne la fédération de la Côte d'Or, l'avis était demandé à la Convention nationale et au Comité directeur, avant que la CEF soit choisie.
Je vous propose que l'avis de notre Comité directeur soit favorable sur les réintégrations. Cela concerne une seule fédération, celle des Bouches-du-Rhône, où après consultation de la section concernée, qui a donné un avis favorable très

Fondation Jean Jaurès

largement, de la Commission exécutive fédérale de cette fédération qui s'était exprimée très largement également, je vous demande de réintégrer dans le Parti Socialiste les camarades suivants, ex ou futurs camarades : Albert Hini, Simone Gallix, Adrien Akroun, Guy Massias, et André Espy.
Voilà, Monsieur le président.

Le président - Merci, Yannick Bodin.
Vous avez deux propositions : l'une concernant l'approbation de certains statuts fédéraux, l'autre l'approbation des réintégrations.
Que ceux qui sont d'accord avec ces propositions veuillent bien lever la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Les propositions de Yannick Bodin sont adoptées.
Nous reprenons le débat général. La parole est à Jean-Paul Planchou, ensuite Louis Mermaz, puis Laurent Fabius.

Jean-Paul Planchou - Merci, Claude.
Chers camarades, vous savez qui je suis, et dans les circonstances au nom de quelle sensibilité je puis être devant vous le porte-parole.
Vous savez le débat qui a animé et divisé Socialisme et République. Ce débat, comme tout débat qui sépare des Socialistes, amis de longue date, partageant par ailleurs une cause intimement commune depuis de longues années, ce débat est forcément un moment difficile pour ne pas dire douloureux, mais ce n'est pas un débat médiocre.
Ce débat est un vrai débat qui interroge, par ailleurs, tous les Socialistes, dans une période de profonds bouleversements, qui nous oblige à renouveler notre mode de pensée et nos analyses. D'une certaine manière ce débat du Parti, ce débat du projet porte sur les conséquences stratégiques que l'on tire du conflit du Golfe, sur l'analyse de l'ordre du monde, plutôt de son désordre, sur le devenir des rapports de forces internationaux, sur le rôle et la place de la France dans cette Europe et dans ce monde, et parallèlement aussi, sur l'idée que l'on se fait des réalités sociales, sur l'Etat et la marche de notre société qui est soumise à cette vague libérale, par voie de conséquence sur la stratégie politique qui doit désormais en découler.
Pour les Socialistes, ces lourdes questions, chers camarades, appellent, je crois, un grand effort sur nous-mêmes, un effort qui intervient au surplus dans une phase où sont contestées nos plus sures convictions, où nous sommes sur la défensive idéologique et politique, et après dix années de pouvoir.
Certes, je crois que nous gardons la conviction que seules des solutions de progrès démocratique sont à même de résoudre les questions posées par les déséquilibres, les injustices, les inégalités mais aussi les contradictions, les pesanteurs, les corporatismes qui bloquent notre société. Nous pensons que devant les bouleversements qui se précipitent, la seule réponse cohérente est, et restera, une politique de réformes, et nous gardons la volonté de faire une politique d'évolution en profondeur, de transformation des structures de notre

Fondation Jean-Jaurès

société, sinon chers camarades, comment nous légitimerions, comment nous fonderions notre volonté, notre ambition de gagner en 1993 ?
La situation aujourd'hui, on la connaît, inutile d'épiloguer, cette situation ne s'améliorera pas à court terme, et les éclaircies économiques prévues pour 1992 ne modifieront pas substantiellement ce contexte notamment au plan de l'emploi.
Pourtant, à quoi servirait-il de broyer du noir ? Beaucoup dépendra quand même de la reprise, même si elle est quelque peu fragile, dans la mesure où notre marge de manœuvre en devrait être quelque peu élargie, et il y a des marges qui font des victoires, et des marges qui font des défaites.
Cette reprise peut-on, doit-on l'anticiper ? Je dirai qu'on doit veiller et pas veiller en demi-sommeil, les yeux pleinement ouvertes, à la veille d'un certain nombre de débats et de choix qui sont devant nous, on doit veiller à ce que malgré les contraintes qui pèsent sur nos comptes, et nous sommes capables de les réaliser, les finances publiques n'aient pas d'influence récessive et que l'investissement public, porteur d'avenir, qu'il soit immatériel ou matériel, que l'investissement public soit fermement soutenu.
Je fais en effet partie de ceux qui pensent que dans notre pays l'investissement public est essentiel à la compétitivité économique, sans parler de la cohésion sociale, qu'il est nécessaire de renforcer, et pour laquelle il s'avère indispensable.
Plus fondamentalement, comment, camarades, peut-on élargir notre base sociale pour réussir en 1993 ?
Trois courtes remarques : la première, les orientations que le gouvernement met en avant sont bonnes, développement de la base industrielle et de l'emploi dans les PMI, formation en alternance, on a annoncé que des plans seraient présentés à la rentrée, de grâce que des mesures fortes et concrètes soient prises d'ici à la fin de l'année !
Deuxième remarque : les priorités retenues depuis trois ans doivent être fermement maintenues. Rien ne serait plus préjudiciable que la perception par l'opinion d'une remise en question même relative de l'effort entrepris et je pense en particulier à l'éducation sans faire de rapprochement supplémentaire en terme de date, ce qui ajouterait à la situation difficile.
Troisième remarque : il faut être capable de montrer, par une pédagogie du débat, les vrais enjeux de société, entre des choix progressistes, et ce que j'appellerai des options conservatrices ou régressistes et ce, au-delà de tout consensus artificiel ou de toute dissension sectaire.
Il est en effet nécessaire, comme le rappelait Gérard Le Gall ce matin, de donner à l'action politique un sens et une réelle portée sociale que nos concitoyens, quelle que soit leur sensibilité, perçoivent de plus en plus mal, et à ce titre considérant le débat sur l'intégration - je dis bien sur l'intégration - parce qu'au fond des choses c'est bien ce débat là et non pas celui de l'immigration qui nous est posé, pour ceux et ils sont nombreux dans cette salle, comme moi, qui dans leur terre d'élection, sont confrontés très directement à ce problème, et qui savent que nous avons de ce point de vue un défi à relever, qui est le défi de la

Fondation Jean Jaurès

société française, et qui n'est pas simplement un enjeu électoral, ce défi à relever il est contraint par le libéralisme, et les conséquences de ce libéralisme sur les politiques publiques, car vous le savez bien qu'il ne s'agit pas simplement que de culture, ou de convivialité et que les mesures concrètes dans les quartiers auxquelles on pense, ou dans les immeubles auxquelles on pense, sont de la toute première importance et de ce point de vue je trouve que la réponse d'Edith Cresson à la lettre de Charles Pasqua est opportune.

De même serait-il particulièrement négatif que des initiatives soient considérées dans le pays comme des artifices dès lors qu'elles seraient mal présentées, mal expliquées, ou mal préparées. Je pense en particulier, comme l'évoquait notre Premier secrétaire ce matin, à la modification du mode de scrutin qui pourrait nuire à la nécessaire clarté de la vie politique.

En revanche, il serait certainement très judicieux de mettre en œuvre des mesures de démocratisation de la vie publique, qu'il s'agisse de cohérence, de transparence, de mandat, de statut des élus, éventuellement d'une révision des cumuls. En tout cas, il importerait d'annoncer des étapes, des échéances de l'action gouvernementale, de fixer des rendez-vous avec les Français pour faire le point des dossiers les plus sensibles. Je pense en particulier à la sécurité sociale et à coup sûr, on peut le penser, on peut déjà sensibiliser et mobiliser à nouveau les catégories sociales qui participent pleinement à la vie de cette société en pleine mutation. A cette action gouvernementale déterminée doit correspondre une stratégie de rassemblement du Parti Socialiste.

Dans la situation où nous sommes, notre Parti doit s'inscrire à la fois dans la courte période et dans le long terme.

Dans la courte période, afin de relayer, de prolonger l'action du gouvernement, mais aussi parfois de l'annoncer, de la préparer.

Dans la longue période, car les difficultés que nous éprouvons ressortent des bouleversements internationaux qui influent considérablement sur la vie et la structure de nos sociétés : guerre économique mondiale, accentuation des déséquilibres internationaux, affaissement de l'Union soviétique, unification de l'Allemagne, cette période nouvelle qui s'annonce depuis le début des années 80 apparaît comme instable et plutôt dangereuse, et aussi contradictoirement encourageante.

Elle appelle des résolutions fermes et courageuses d'une part sur la construction de l'Europe, et d'autre part sur la cohésion de la société. Les Socialistes sont donc dans l'obligation de réviser leurs éléments doctrinaux pour comprendre leur temps et comprendre l'avenir. Ainsi, l'élaboration d'un projet ordonné autour d'une conception renouvelée de la démocratie et de la citoyenneté doit devenir la priorité de notre Parti. C'est un objectif ambitieux et cet objectif ne peut être atteint qu'à condition d'être l'œuvre du Parti rassemblé.

Les réalisations du projet doivent être l'occasion d'un débat ouvert, sans tabous, dissocié de tous enjeux de pouvoirs internes. Si le PS, dans la perspective de la préparation d'un Congrès extraordinaire comme le demande notre Premier secrétaire, est capable de remiser ses débats de pouvoirs internes, de dépasser le repli organique des courants sur eux-mêmes, et ainsi de montrer à l'opinion qu'il

est en mesure d'aborder de vrais problèmes, de renouveler ses idées, ses propositions, de montrer sa capacité d'unité sur un accord de fond et sur un contrat de fond qui préparerait autour de lui un rassemblement de la Gauche et des autres forces qui s'adjoindraient sur cette base à ce rassemblement, alors je le crois, chers camarades, le rôle, le poids, l'influence du PS pourraient en être sensiblement améliorés, et sa capacité également, et susciter une nouvelle mobilisation politique dans la période.
En tout cas, en ce qui nous concerne, fidèles à nos convictions, dans la continuité de la motion n°7 du Congrès de Rennes, nous faisons le choix de la synthèse à reconstruire au sein du PS. Nous entendons participer à cet indispensable nouveau départ et nous souhaitons contribuer ainsi au rassemblement des Socialistes autour d'un projet capable de mobiliser la société afin d'aider la majorité présidentielle à gagner en 1993.
(Applaudissements)

Le président - Merci de t'être tenu au temps donné. Louis Mermaz et, ensuite, Laurent Fabius.

Louis Mermaz

Chers camarades, une situation politique nouvelle : l'état actuel de l'opinion, les difficultés économiques et sociales que l'on sait sont soudain venus modifier assez sensiblement les données du problème que nous nous posions lors de la convention toute récente de Cachan.
Congrès anticipé ou pas ? Congrès s'entend avec enjeu de pouvoir.
La nécessité de faire front prime soudain toutes les autres. La plupart d'entre nous probablement d'ailleurs l'entendent ainsi. Cependant, le report du Congrès, du vrai Congrès, du Congrès dit ordinaire, de celui qui, statutairement, à la fois fixe les orientations et procède à l'élection de la nouvelle direction, ce Congrès reporté peut être la meilleure ou la pire des choses. Evitons tout à la fois l'enlisement et la fuite en avant. Oui, la pire des choses, ce serait, selon la formule de Bertolt Brecht "si le Comité central n'était pas d'accord avec les peuples, de dissoudre le peuple". On expédierait alors cahin-caha les affaires courantes dans le souvenir du Congrès de Rennes, cela jusqu'en 1993. Et l'on ferait bien sûr, tant bien que mal, face aux échéances électorales.
L'accord qui se dessine entre nous exclut bien évidemment ce type de scénario. Après avoir failli nous opposer entre partisans d'un Congrès avant ou après les régionales du printemps 1992, nous nous apprêtons à convenir que la meilleure date, ce sera celle qui ne fera pas problème entre nous. C'est en soi une sage décision. Mais alors, comment occuper tout le temps qui nous restera avant l'été 1993 ? Sauf imprévu, ce n'est pas l'ouvrage qui va nous manquer : élaborer le projet pour l'an 2000 avant la fin de l'année... Un gros travail a déjà été accompli par Michel Charzat et par toute une équipe autour de lui. N'est-il pas souhaitable que le débat soit jusqu'au bout le plus ouvert possible afin de ne pas retrouver dans la discussion, dans l'élaboration des textes, des clivages

Fondation Jean-Jaurès

traditionnels récents ?
Laisser aux militants la plus grande liberté d'appréciation jusqu'au moment où l'accord le plus large et le plus clair sortira de nos travaux serait sûrement, à mon sens, une bonne formule. Se profile, paraît-il, chez certains, l'idée d'un projet bis. Alors, n'est-ce pas une raison supplémentaire pour que le débat autour du projet soit le plus ouvert possible et l'élaboration, comme cela a commencé, vraiment collective ?
Les questions suivantes se posent à nous. Quel objectif fixons-nous aux Socialistes ? De quel Socialisme parlons-nous ? Comment dégager les valeurs communes, humanistes, alors que nous sommes confrontés à la brutalité de l'économie de marché ? Quelle réforme de structures, par exemple la maîtrise du foncier à bâtir ? Je pourrais citer d'autres exemples au plan national et au plan international. Songeons, sur le plan international, à la nécessaire évolution de la charte des Nations Unies dont nous avons pris conscience et dont la France a été l'instigatrice au sortir de la guerre du Golfe, évolution qui devra prendre en compte un jour le droit à l'avis des minorités.
Que voulons-nous faire en matière nationale et internationale pour faire avancer le Socialisme ?
Deuxième préoccupation : l'évolution des institutions, le rôle du Parlement, les moyens du Parlement, s'est posé le problème du fonctionnement de la démocratie.
Troisième préoccupation : la réforme des structures de l'Etat, y compris bien sûr des structures gouvernementales avec l'emprise croissante du ministère de l'Economie et des finances qui, chaque jour, aidé ces temps-ci par les difficultés de l'exercice budgétaire, l'accroît sur la vie et le fonctionnement des autres ministères et administrations. N'y a-t-il pas là, si nous n'y prenons pas garde, un risque grave de paralysie qui contrasterait avec les libertés dont disposent désormais les institutions locales grâce à la décentralisation ?
(Applaudissements)
Quatrième préoccupation : les relations entre l'Etat et les collectivités locales et territoriales. L'heure n'est-elle pas venue de restaurer l'autorité et le rôle de l'Etat dans le respect bien sûr de la décentralisation ?
Cinquième préoccupation : le partage à tous les niveaux des responsabilités et des richesses produites, la démocratie politique et la démocratie économique.
Sixième préoccupation : la France et la construction européenne, avec cette dialectique qui s'instaure entre l'avenir de la Communauté et l'avenir des Etats et des nations. Disons oui à des délégations réciproques de souveraineté et non à des abandons de souveraineté. La France doit en effet garder un rôle mondial.
Septième préoccupation : construisons une Europe européenne, mais gardons-nous d'une Europe américaine. Les négociations qui vont reprendre au niveau du GATT montrent que la volonté d'hégémonie des Etats-Unis est plus forte que jamais en matière commerciale. Et se pose là le problème de la cohésion des douze. L'acte unique, la défense européenne, la politique étrangère qui devrait devenir cohérente : voilà les soucis qui sont devant nous.
Enoncer cela, c'est aussi poser le problème de la démocratisation des institutions

européennes et le problème de l'élargissement de l'Europe.
Huitième préoccupation : faisons-nous entendre du monde du travail, que ce soit en France ou à travers l'Europe. Exprimons les aspirations du monde du travail. Nous avons une fois de plus à nous préoccuper du problème de l'emploi. Nous avons créé 800 000 emplois au cours des trois dernières années. Dans la même période, nous n'en créerons demain que 400 000 : formation, spécialisation, création d'emplois de proximité, il faudra reprendre la discussion sur la réduction du temps de travail, chantier que nous n'avons pas pu faire avancer depuis 1981.
Bref, il faut se préoccuper pour combattre le chômage, travailler autrement.
Voilà quelques lignes de force du projet que nous allons élaborer ensemble, mais il y a les perspectives immédiates.
J'ai écouté, comme vous, attentivement l'intervention de Gérard Lindeperg lorsqu'il nous parlait de construire un projet pour le troisième millénaire. Je me disais que Christophe Colomb n'avait pas dû se préoccuper, il y a cinq cents ans de la fin du 20ème siècle ! Si nous faisons un projet pour les trente années qui viennent, ne ce sera pas si mal, mais en attendant, il y a des préoccupations toutes immédiates, des perspectives immédiates à définir.
Les Socialistes ont découvert, dit-on, l'entreprise. Tant mieux pour eux, tant mieux pour les entreprises, mais qu'ils n'oublient pas le monde du travail et le monde des salariés.
Il y a la question de l'immigration, mais il y a aussi l'exaltante perspective de l'intégration, les droits de l'Homme, le rayonnement de la France dans le monde, nos valeurs.
Ne nous excusons pas, traitons les problèmes, mais surtout ne soyons pas défensifs.
Et puis, plus prosaïque, ce budget de 1992, le dernier qui sera vraiment appliqué avant les élections législatives, l'esprit de responsabilité nous n'en manquons pas, ne doit pas exclure des initiatives et le financement de politiques claires et significatives.
(Applaudissements)
L'Education nationale, la formation, l'emploi, les villes, j'ajouterai le monde rural...

Dans la salle - Ah !

Louis Mermaz - ... Véronique Neiertz parlait des femmes, savez-vous que le chercheur Bertrand Hervieu, aujourd'hui conseiller du Premier Ministre, a fait une étude tout à fait remarquable sur le vote des agricultrices qui votent plus à gauche que leur mari..
(Rires)

Dans la salle - Il n'y a pas de mal !

Louis Mermaz - ... la population active agricole 7% de la population agricole

Coll. Fondation Jean-Jaurès

française, l'influence de cette population active en termes électoraux, 17% du corps électoral, la représentation de la Gauche, ce n'est qu'une moyenne, 25% signification qui sera claire pour les politologues que vous êtes 50 sièges sont en jeu à l'Assemblée Nationale, ceux de beaucoup de parlementaires de régions nombreuses élus entre 50 et 52%.
Nous devons répondre à trois nécessités.
Le projet pour les perspectives à moyen terme, l'action politique quotidienne et la présence des Socialistes sur le terrains.
Mais pas de projet sans stratégie, faisons en sorte (Pierre Mauroy l'a dit, nous sommes d'accord avec lui) que la Gauche, toute la Gauche, se retrouve quel que soit le contentieux des dernières années qui d'ailleurs n'est pas effacé.
Il y a là des réalités sociologiques et politiques qui continuent de s'imposer à nous, mais le Parti Socialiste doit aussi se retrouver dans la majorité présidentielle dont il est de loin la composante fondamentale avec des individualités ou des groupes par exemple France unie, avec des écologistes sachant que l'écologie comporte trois versants.

- Ceux qui penchent vers la Droite.
- Ceux qui hésitent.
- Ceux qui penchent vers nous.

Mais il me semble, Pierre Mauroy, tu l'as esquissé dans ton intervention, qu'une concertation permanente est aujourd'hui nécessaire entre les hommes ou les groupes qui sont avec nous dans la majorité présidentielle, si l'on veut demain engager une véritable dynamique, éviter toutes sortes d'ambiguïtés aux franges de la majorité et de l'opposition.
De ce point de vue, le scrutin majoritaire doit permettre les rassemblements de second tour, mais le scrutin majoritaire sera déjà, dès le premier tour, un élément de clarification pour ceux qui voudraient pêcher dans ces eaux mêlées entre majorité et opposition.
Oui, le Parti Socialiste doit se ressaisir pour se soutenir, voire dans certaines circonstances, infléchir l'action du gouvernement, pour se consacrer à la reconquête de l'opinion. Nous pouvons parfaitement gagner en 1993, si nous sommes pleinement nous-mêmes, si nous redevenons le Parti de mouvement, le Parti de changement, si du côté du gouvernement et de la majorité des actes économiques, sociaux, culturels, authentiques traduisent notre pensée et notre perspective mais faisons attention, la préparation du projet pour être utile, politiquement, devra peser sur la vie quotidienne du Parti et sur l'action du gouvernement. C'est d'ailleurs bien la difficulté de l'exercice.
Il faut nous y préparer. Ce sera la seule façon de nous faire comprendre des Français et de l'opinion de gauche.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Laurent Fabius. Ensuite Jean-Yves Autexier.

Collection Jean Jaurès

Laurent Fabius

Chers camarades, je voudrais aborder dans un propos qui ne sera pas trop long, trois ou quatre points et commencer par un thème qui n'est pas à proprement parler à notre ordre du jour mais comme j'ai eu l'occasion de le faire dans le passé sur l'immigration, l'extrême droite, le Japon, et d'autres sujets, je crois que notre Comité directeur doit aussi servir à discerner quelques thèmes qui peuvent être dans le futur particulièrement importants, et c'est là-dessus que je commencerai ma première série d'observations.

Cette première série d'observations porte sur l'Europe. Nous sommes engagés dans une série de discussions pour préparer les conférences intergouvernementales qui vont intervenir. 1993, l'échéance est très importante, importante en elle-même et très importante aussi puisque le Président de la République, d'une certaine façon, a les ambitions du gouvernement d'Edith Cresson et la préparation de cette échéance.

Or, je dois dire que plus les choses se déroulent, plus je suis inquiet de ce que je crois être une contradiction possible entre l'approfondissement de la construction européenne, qui est indispensable, et l'élargissement de la Communauté européenne, qui personnellement, me paraît représenter une considérable menace et je voudrais, sur ce point-là, sans être long, m'expliquer parce qu'il y a, pour nous, comme Socialistes, et comme français, me semble-t-il, un vrai risque.

Nous avons fait le pari de l'Europe. La Communauté européenne, ne peut pas être simplement ce qu'elle est aujourd'hui. C'est-à-dire essentiellement une communauté financière. Il faut donc, et c'est l'objet des conférences inter-gouvernementales, que nous arrivions à la compléter, sur le plan social, sur le plan de l'environnement, sur le plan de la réalité humaine, que nous arrivions à la démocratiser, enfin bref, qu'elle ressemble davantage à ce qu'un Socialiste peut espérer, de la Communauté européenne.

Sur ce plan-là, l'effort de nos responsables gouvernementaux, parlementaires, est très important. Nous rencontrons des difficultés et je ne sais pas plus que vous quel sera le résultat.

Dans le même temps, j'observe une pression de plus en plus forte pour que non seulement ce qui est un problème en soi, des états développés, je pense à la Suède, je pense à l'Autriche, je pense à d'autres encore rejoignent, la Communauté européenne, mais qu'en plus des pays autrefois dits de l'est, rentrent dans la communauté et je suis d'autant plus inquiet qu'il se passe autour de cette question de l'élargissement une espèce de conjonction entre ce que personnellement j'appelle les Europistes, pressés, qui sont sans doute très européens, mais qui ont une vision idyllique de l'Europe, et les anti-européens de toujours, qui se mettent tout d'un coup à être partisans de cet élargissement.

Ce que je crains, c'est que du même coup, un mouvement de croisement s'opère, où nous n'arriverons pas suffisamment vite et suffisamment profondément à faire progresser l'Europe, telle que nous la souhaitons, alors que dans le même temps, la pression pour l'élargissement se ferait de plus en plus puissante, ce qui aboutirait, mes camarades, s'il en était ainsi, à ce que ce que nous avons voulu

faire depuis maintenant des décennies, soit complètement remis en cause parce que l'Europe, élargie, qui se profilerait, ne correspondrait plus à ce que nous avons souhaité.
Ma crainte n'est peut-être pas fondée, mais il y a tant de signes qui vont en ce sens que je crois qu'il faudra, sans trop tarder, que notre Parti Socialiste prenne position, sachant que malheureusement notre position ne sera peut-être pas la même que celle de tous les partis Socialistes et socio-démocrates d'Europe, mais sachant qu'en tout cas, pour ma part, je ne pense pas que nous puissions accepter un élargissement s'il n'y avait pas préalablement un approfondissement car cela en serait fini de la construction européenne.
Je dis cela en introduction de mon propos car dans toute une série de grandes perspectives, de grands risques qui s'offrent à nous dans les mois et dans les années qui viennent, celle-ci me paraît une des plus importantes.
Une deuxième série de remarques, directement en phase avec notre réunion du Comité directeur, c'est l'analyse mais vraiment à très grands traits, parce que ce qui a été dit sur ce point, est tout à fait excellent de la réalité économico-sociale.
Nous savons tous ce qu'est le bon triangle pour la Gauche, le triangle idéal : une conjoncture économique et sociale positive, une droite affaiblie, et un Parti Socialiste rassemblé et mobilisé.
Je crois que le sentiment général, c'est qu'aujourd'hui la situation malheureusement est assez différente : la conjoncture économique est médiocre parce que nous sommes dans une période de récession mondiale. Les chiffres l'indiquent. Parce que chez nous, la croissance s'est ralentie, parce que du même coup, le chômage augmente, et nous dit-on, augmentera encore, et parce que - Louis Mermaz y faisait allusion - nous sommes dans une situation de ciseaux budgétaires qui est malheureusement archi connue. Les recettes fiscales diminuent, les dépenses restent stables, et il faudrait même les augmenter à certains égards si on voulait engager les programmes indispensables.
Bref, la difficulté économique, c'est qu'au moment du nouvel élan, il est difficile d'éviter le sentiment d'un certain tournevis.
Ajoutons à cela une difficulté particulière à la France ou en tout cas accentuée en France : les dépenses de santé augmentent plus que la croissance de la richesse nationale pour les financer, sans pour autant trop charger les salaires, et sans freiner l'emploi.
On pourrait allonger la liste. Mais je dirai qu'en peu de mots, voilà économiquement où nous en sommes, si on veut éviter d'utiliser la langue de bois.
La situation sociale, c'est l'autre face de la médaille, est, elle aussi, difficile. Dans les années qui viennent de s'écouler, nous avons bénéficié d'une conjoncture qui était favorable. Nous avons pu, les chiffres l'indiquent, distribuer du pouvoir d'achat, et paradoxalement les Français n'en sont pas conscients.
En revanche, il y a de vrais mécontentements catégoriels. Je pense à la fonction publique où à des mécontentements locaux, en particulier dans ce qu'on appelle - le mot n'est pas très joli - 300 ou 400 points noirs de nos cités. A quoi s'ajoute

Fondation Jean Jaurès

un phénomène très préoccupant, les difficultés constantes du syndicalisme qui font que même les organisations conscientes qu'il vaut mieux pour les travailleurs un interlocuteur de Gauche au gouvernement, même ces organisations là sont prises dans une contradiction entre cette conscience et des revendications très fortes pour ne pas s'occuper de leurs masses.
Voilà donc, en regard de l'idéal du triangle, la conjoncture économique et sociale.
S'agissant de la Droite, il me semble, même si cela a un côté formel, que la Droite traditionnelle, à l'approche des élections, est en passe de se réunir, après des années de division. A quoi s'ajoute le fait qu'après plus de dix années d'existence électorale déjà forte, le Front National s'est auprès d'une large partie de l'opinion malheureusement normalisé. La Droite traditionnelle peut désormais lui emprunter son langage sans paraître à beaucoup aussi choquante qu'il y a de cela cinq ou six ans. Et du même coup, la Droite négligeant tout scrupule suit de plus en plus souvent la loi démagogique tracée par les forces d'extrême droite.
Je note, d'ailleurs, que là où dans le passé, chez beaucoup d'entre eux il y avait la description de problèmes compliqués à traiter qui s'appellent l'émigration, le chômage, l'assurance maladie, l'école, de plus en plus, pas chez tous heureusement, mais chez beaucoup, il y a la proposition de solutions simples, de "y a qu'à" bien connus repeints aux couleurs du Lepénisme.
Quant au Parti, troisième élément du triangle, la situation est connue, avec ses difficultés. Il n'y a pas besoin d'une démonstration longue.
Voilà donc le tableau qui, soyons honnêtes, n'est pas resplendissant, et la question est : comment faire pour l'améliorer ?
Sur la question économique et sociale qui sera déterminante, personne ne peut dire le contraire, sauf sur les échéances, le gouvernement a déjà pris des décisions difficiles. Il est clair que nous devons le soutenir. Mais il faudra pour le gouvernement, à mon avis, aller plus loin et choisir des points de mobilisation, très peu nombreux, sinon ce ne sera pas lisible, se fixer des objectifs qui soient à la fois en ligne avec nos choix profonds et qui soient accessibles à l'horizon 1993.
Ce n'est pas facile, mais c'est toute la définition d'une stratégie politique.
La victoire du gouvernement, si elle est remportée, sera peut-être la nôtre, mais son échec, s'il existe, sera certainement notre échec.
Il ne faut donc pas rester sur le bord du chemin en regardant le Premier Ministre agir tout en lui distillant au passage des commentaires divers. Nous devons nous engager.
Quant à la Droite, il est temps à son égard d'affronter, unis, ce qu'elle peut représenter. Elle a un but assez clair, et même s'il y a ici ou là tel ou tel élément disparate, son discours est en général convergent. Il faut donc de plus en plus précisément l'analyser et le contrer, selon l'argumentaire dont nous parlions tout à l'heure, mais encore faudrait-il qu'il soit établi et que nous pensions déjà à ce que nous dirons les uns et les autres dans six mois, huit mois, dix mois pour telle élection, dans deux ans pour telle autre.

Encore faut-il que nous démontrions que non seulement il n'améliorerait pas la situation, mais qu'il l'aggraverait, qu'il accroîtrait les inégalités, qu'il diviserait les Français, qu'il menacerait un certain nombre de grands principes qui font l'âme même de notre République, bref il y a aussi un travail de définition stratégique, d'argumentation politique qui doit être fait très rapidement.
Quant au Parti, avec beaucoup d'autres j'ai plaidé, je plaiderai - les choses semblent en bonne voie - pour le rassemblement. C'est pourquoi, et je veux m'expliquer clairement, nous ne voulions pas d'un Congrès de Rennes bis qui aurait été, tout le monde en convient, suicidaire.
Quel était en effet le risque que nous courions si avaient été suivies certaines propositions initiales ? Le risque, c'était, dans le contexte où cela a été fait, l'affrontement plutôt que le rassemblement et, tout le monde le reconnaît désormais, la pollution du projet par des questions de pouvoir, avec pour conséquence de désorienter un peu plus l'opinion qui aurait trouvé cela absurde, de décourager les électeurs de Gauche et finalement de saper l'action du gouvernement.
Je suis donc heureux que dans le débat beaucoup, peut-être même tous, l'aient compris, il y ait eu des modifications par rapport à des positions initiales pour que, c'est tout au moins mon espérance, nous parvenions désormais à un point d'équilibre.
Tel est en effet aujourd'hui le résultat vers lequel nous pouvons aller, et à mon sens nous devons aller, et qui serait alors notre mot d'ordre, priorité à l'unité des Socialistes, priorité aux idées des Socialistes.
Priorité à l'unité des Socialistes, cela veut dire que les questions de pouvoir qui sont légitimes n'ont pas leur place aujourd'hui et que le Congrès ordinaire du Parti sera donc repoussé après les élections législatives.
Priorité aux idées, cela signifie que le Congrès extraordinaire à la fin de cette année sera consacré exclusivement à définir le projet Socialiste pour l'avenir.
Sur ce projet, sans entrer dans le contenu, je voudrais tout de même répondre, ou essayer de le faire, par avance à une objection qui sera faite de l'extérieur assurément, mais aussi peut-être dans nos rangs.
Pourquoi, alors que tant de difficultés immédiates nous sollicitent, pourquoi se lancer dans une aventure qui va porter non pas sur un millénaire, je l'espère, mais en tous cas sur quelques années ?
Eh bien j'inverserai la proposition et je dirai qu'il paraît urgent, précisément à cause des difficultés et des confusions, de travailler à notre projet comme autour de Michel Charzat on a commencé de le faire.
En août 1988, dans les colonnes du Monde, j'avais évoqué, parlant des Socialistes, et cela avait suscité pas mal de commentaires, l'idée d'un grand dessein. J'étais et je reste convaincu que les citoyens de notre pays, en particulier ceux que nous représentons, ont besoin d'un objectif mobilisateur qui éclaire le chemin et qui donne son sens aux efforts et parfois même aux sacrifices qui leur sont demandés.
Je suis comme vous tout à fait d'accord avec la politique du quotidien, à condition qu'elle s'inscrive dans une perspective à long terme et qu'elle offre

Fondation Jean Jaurès

une espérance. Nous ne voulons pas, cela a été dit et redit souvent avec justesse, être des marchands d'illusions, mais nous devons être des bâtisseurs d'avenir, et même de rêve. Ceux qui vivent dans les cités qu'on a décrites ces dernières semaines, ceux qui craignent pour leur emploi, ou même qui l'ont perdu, ceux qui gagnent de tout petits salaires, ceux qui souffrent de l'insécurité, ceux là et beaucoup d'autres ont à la fois besoin de mesures immédiates et concrètes, qui sont essentielles pour eux, mais aussi d'une perspective, d'une espérance et même de rêve.

Ce n'est pas pour rien que notre symbole, on dirait aujourd'hui, paraît-il, le logo du Socialisme, c'est le poing et la rose.

Je pense que si nous voulons que nos électeurs, notre base sociale, comprennent et soutiennent vraiment ce que nous faisons, il est temps non seulement que nous puissions prendre toutes les mesures concrètes nécessaires, mais qu'on popularise nos analyses, nos propositions et nos espérances.

Je veux ajouter, et là je suis encore plus en droite ligne avec le projet, qu'une des causes majeures de la crise du militantisme, comme de la crise de la citoyenneté, ou de la participation politique, c'est, me semble-t-il, la perte de compréhension, de sens du monde dans lequel nous agissons.

Je crois qu'une des conditions de l'engagement politique, et même de l'intérêt pour la politique au sens large, c'est la conviction qu'on a que le monde dans lequel on vit peut être connu, compris et transformé. Si les citoyens n'en sont pas convaincus, alors ils préfèrent se tourner vers tout autre chose.

Or la difficulté, c'est que nous avons vécu tout au long des années 80 la conjonction de deux phénomènes qui a beaucoup contribué à brouiller les cartes. D'abord, et cela c'est une réalité, nous avons subi un ensemble de changements qui ont rendu notre société non seulement complexe, le mot a été utilisé, mais très difficile à comprendre, et même énigmatique. Révolution technologique, mondialisation de tout, différenciation des classes sociales traditionnelles, apparition de nouveaux acteurs sociaux, classes d'âge, etc. Bref, toute une série de repères que nous avions ont disparu et d'autres sont apparus, qui ne sont pas aussi clairs.

Cela, c'est la réalité objective, et dans l'ordre de l'interprétation, nous avons vu l'effondrement des grandes idéologies dans lesquelles une bonne partie du peuple de Gauche se représentait la société, l'histoire et son rôle propre, en particulier la crise du Communisme devenue l'agonie de ce même Communisme.

Je pense que la perte de compréhension du monde dans lequel nous agissons, et au-delà la perte de compréhension parfois du sens même de notre action, a provoqué un désarroi parmi les citoyens, et même parmi les militants et affecté à la source l'énergie civique.

C'est à partir de cela que je crois que si nous nous lançons, alors que tant de difficultés et de problèmes urgents nous assaillent, dans la remise à jour de notre projet, ce n'est pas par nombrilisme ou par amour des joutes doctrinales, ou par intellectualisme, c'est pour essayer, et cela va être difficile, de redonner une certaine intelligibilité à notre société, d'éclairer ses enjeux, ses acteurs, ses

Fondation Jean Jaurès

avenirs possibles, son avenir souhaitable. Pour redonner au peuple de Gauche une carte, une boussole pour surmonter le sentiment d'impuissance des militants et des citoyens, en proposant à court, moyen et long terme une certaine perspective qui redonne sens à l'engagement politique. Bref, pour retrouver ce qui est depuis le 19ème siècle, même si les choses ont changé, une constante de la Gauche, une certaine incarnation du futur.
Je pense que c'est aussi cela la fonction d'un parti, singulièrement du nôtre, fonction idéologique, fonction intellectuelle au bon sens du mot, que nul ne peut assumer à notre place et qui est une condition du développement de la démocratie.
Chers camarades, je veux terminer mon propos volontairement court. Ce que nous décidons aujourd'hui, ce n'est donc pas au sein du Comité directeur le succès de ceci ou le succès de cela, c'est, me semble-t-il, sous réserve de l'examen du texte que nous allons devoir voter, une victoire sur la division et une victoire que j'aimerais pouvoir être revendiquée par tous les Socialistes.
Comment gagner auprès des Français et par eux ? Nous avons les uns et les autres essayé d'indiquer quelques pistes. Cela ne dépend pas seulement du Parti, mais assurément cela dépend aussi du Parti.
Il faut donc que, dans les mois qui viennent, nous veillions à travailler ensemble, dans le respect des sensibilités, mais au rassemblement de tous les Socialistes, de la Gauche, et de la nation, sur des objectifs de réforme sociale et de modernisation démocratique.
Nous le savons bien, c'est notre vocation depuis Epinay, mais aujourd'hui, il me semble que, dans le contexte nouveau et, à certains égards plus difficile qui est le nôtre, cette vocation doit être maintenue renouvelée et même renforcée.
Je suis convaincu comme vous que c'est l'intérêt général. Cela vaut, me semble-t-il, un certain nombre de sacrifices, dès lors que les sacrifices sont faits par tous et on le comprend bien, qu'ils vont dans le sens de l'intérêt de la collectivité.
J'ai entendu avec plaisir l'intervention de Pierre Mauroy comme d'autres orateurs, j'ai le sentiment que chacun veut désormais s'y atteler avec énergie. Personnellement, ce sera aussi la ligne que je suivrai dans les mois qui viennent et dans l'unité, en souhaitant que cet appel, très concret, de ma part, soit entendu, partagé et respecté par tous.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole et à Jean-Yves Autexier. Ensuite, Michel Debout.

Jean-Yves Autexier

Chers camarades, notre Premier secrétaire, ce matin, a présenté un certain nombre de propositions pour faire en sorte que le Parti dans l'état où il est, puisse trouver lui aussi le nouvel élan dont il a besoin pour reconquérir avec la base qui nous fait confiance, la confiance nécessaire, éviter tout à la fois la reprise de Rennes et la mise en sommeil du Parti, c'est bien l'objectif. Essayer

d'éviter à la fois cet écueil et l'autre, et effectivement entre la zizanie et l'ankylose, il y a le débat.
C'est un principe qui doit valoir pour le projet. Oui, la proposition d'un Congrès extraordinaire consacré à notre projet est bienvenue. Un débat au fond des choses sur l'analyse que nous faisons à la fois des dix ans d'exercice du pouvoir, des grands défis et des grands changements qui s'imposent à la société française, à l'Europe, aux relations internationales, est nécessaire, un débat qui soit clairement dégagé des enjeux de pouvoir, un débat sur des textes, un débat sur des options, un débat sur des amendements, sur des contre-textes, à partir du travail qui a été engagé, car c'est l'un des mérites, et non des moindres, du travail engagé pour la préparation du projet que de fournir des matériaux pour une analyse critique de la société et pour des propositions. Ces matériaux serviront à tout le monde ils serviront à nous, notamment, nous contribuerons pour ce qui nous concerne à ce débat constructif sur l'avenir, car il y a beaucoup de choses à trancher entre nous. Après l'ère des questions, doit venir l'ère des réponses. Beaucoup ont été évoquées : le nouvel ordre mondial au service de quelle justice, la construction européenne, quel rapport entre la CEE et la grande Europe, quelle ouverture vers le sud, la citoyenneté, les institutions, quelle politique économique, au service de la justice sociale ?
Oui, nous aurons à répondre à toutes ces questions et il faut bien, y compris pour tout gouvernement, s'appuyer sur un parti qui soit non seulement, comme l'a dit André Billardon, rassemblé et apaisé, mais un parti rassemblé parce qu'il a débattu, non pas parce qu'une unité factice s'abattrait sur lui depuis le sommet, mais parce que les militants auraient constaté un accord profond sur ce qu'ils veulent, redonner ses lettres de noblesse à la culture de projets. C'est une belle ambition et c'est celle héritée d'une longue histoire qui veut et qui croit que la raison et l'intelligence des hommes peut rendre compte du monde, que ce monde est intelligent malgré sa complexité, et que la raison des hommes a prise sur lui, qu'il peut être transformé.
Ce bon combat, nous le continuerons et nous illustrerons au mieux ce que doivent être les rapports entre le Parti et le gouvernement, en fournissant des propositions et un éclairage sur l'avenir, c'est le meilleur soutien que nous puissions donner.
Je crois que ce principe du débat qui vaut pour le projet et au nom duquel nous approuvons l'idée d'un Congrès extraordinaire consacré au seul projet, doit valoir aussi pour la vie du Parti.
Voilà pourquoi nous souhaitons que le Congrès ordinaire se tienne à sa date normale. L'avancer, je crois que cela est tranché, pour beaucoup ce ne serait pas sage, compte tenu des risques de recommencer Rennes et ses errements. Le repousser à l'après 93 comporte à nos yeux un double risque.
Le premier risque serait celui d'affronter des élections législatives avec un parti en situation difficile. Est-ce que l'assemblage de Rennes nécessaire, nous y avons participé, a une telle valeur qu'il faut prolonger jusqu'en 93 si longtemps encore ? Pensons-nous que cet équilibre obtenu dans la difficulté pourra sérieusement fournir l'élan nécessaire à résister aux épreuves, et il y en aura,

épreuve politique, épreuve sociale, épreuve électorale ? Croyons-nous que nous avons là la capacité avec cette sorte de blocage institutionnel de neutralisation, disait-on ce matin ? Est-ce qu'on a la possibilité d'engager la bataille décisive de 1993 ?

J'ajoute que dans l'action gouvernementale elle-même, ne prend-on pas le risque de donner un poids excessif à ce qu'on appelle la techno-structure, les arbitrages et les choix posés par un ensemble de grands corps qui ont un rôle actif dans la vie du peuple, vous le savez bien,

Est-ce que le rôle du Parti ne sera pas très nécessaire ? Il se passe des choses graves dans le Pays. Il y a une radicalisation à droite, il y a une montée du thème de l'immigration qui fait qu'à la fin, on examine l'ensemble de la réalité politique et sociale sous cet angle. Il y a des réalités sociales, il y a des crises et le Parti ne doit-il pas remplir justement ce rôle d'être lui à l'écoute du social, à l'écoute des réalités, à l'écoute du pays ? Prenant le risque de repousser à si tard le Congrès, ne prenons-nous pas le risque d'éteindre, en quelque sorte, cette fonction du Parti Socialiste qui est de transmettre vite et bien ce qu'il entend à l'écoute des réalités sociales, ce qu'il entend à l'écoute du pays et ces réalités, nous le savons bien, au cours de l'année 92 seront à la fois difficiles et exigeantes.

Je crois que le risque de mettre le Parti, d'une certaine manière en sommeil, parce que les grands enjeux seraient évacués à plus tard, pourrait conduire à ce danger.

Le second risque, c'est évidemment faisant un Congrès après les législatives de 93, d'en faire un Congrès tout entier obnubilé par la question des présidentielles.

Ceci fait qu'entre le Congrès de Rennes, qui a été ce que chacun connaît, et un futur Congrès de 93 tout entier tourné vers la future présidentielle, le Parti Socialiste et son activité auraient été mis comme entre parenthèses. Je crois que ce risque est grave et que le maintien du Congrès à sa date normale, au contraire, nous permettrait peut-être après des difficultés, une épreuve, de nous mettre en ordre de marche, de faire réfléchir nos militants sur les raisons pour lesquelles nous rencontrons des difficultés, les faire ressaisir, retrouver la dynamique et nous mettre en ordre de marche pour la législative de 93 qui sera très difficile, et encore une fois, aborder dès 93 la législative avec un parti dont l'assemblage actuel serait maintenu, n'est peut-être pas la meilleure manière d'engager la dynamique dont nous avons besoin...

J'ajoute que le respect des statuts a son importance, sans tomber dans le juridisme, et que les dates des Congrès sont prévues par les statuts; on peut les modifier ; c'est la compétence exclusive du Congrès ordinaire mais je crois qu'il est sage de s'en tenir aux règles statutaires car les statuts sont plus qu'une règle juridique, c'est le lieu où s'accordent les volontés pour vivre ensemble et les règles communément admises par tous, pour vivre ensemble. Je crois qu'on ne peut pas les écarter trop facilement.

Maintenir le Congrès à sa date normale pour mobiliser les Socialistes à l'échéance, et puis, dans la foulée, à la fin de 92, tenir les états généraux de la Gauche, les tenir dans la foulée pour après avoir réuni et dynamisé les

Socialistes, réunir et dynamiser l'ensemble de la Gauche, avec des garanties sur le rassemblement électoral nécessaire pour gagner 93, mais voilà un programme qui me paraît beaucoup plus sage.
On a présenté quelquefois le texte d'une résolution finale de ce Comité directeur comme un texte très important, mais ce n'est tout de même pas une motion de Congrès. Faudrait-il accepter une sorte de remodelage à terme du Parti Socialiste fondée sur une date de Congrès ? L'unité n'est pas en cause, chers camarades. L'unité n'est pas en cause. On nous propose une déclaration du Comité directeur qui affirme la volonté de donner à la politique de la France un nouvel élan. Eh bien, nous l'approuvons, qui insiste sur le soutien nécessaire au Premier Ministre, nous l'approuvons sans réserve. Une politique d'industrialisation, de changement du travail, de renforcement de la formation, sur tous ces points, notre accord est total. Notre accord est complet également sur le point de tenir un Congrès extraordinaire consacré au projet, mais sur le calendrier du Congrès ordinaire, notre désaccord est exact, il est là, il est présent. Alors, faut-il en faire la grande ligne ou un remodelage du Parti ?
Nous avons connu jadis le discours des deux cultures. Faut-il aujourd'hui tenir le discours des deux dates ? Convenons que l'enjeu n'est pas le même.
Alors, la sagesse, selon Epictète, était de distinguer ce qui dépend de nous et ce qui ne dépend pas de nous. Il y a des choses, vous le savez mieux que moi, qui ne dépendent pas de nous. Ce qui dépend de nous, c'est d'affirmer nos propositions, avec le plus de clarté possible. J'ai essayé de m'y employer. Elles sont ainsi résumées en un seul feuillet :
Congrès extraordinaire en 91, sur le projet, Congrès ordinaire selon la date statutaire en 92, états généraux de la Gauche en 92.
Voilà la proposition que nous faisons, que nous avons résumé en un feuillet, est-il besoin de le faire, nous préférerions que ce projet, que ces propositions que je viens de rappeler soient adoptées par le Comité directeur. C'est la raison pour laquelle je le dépose sur le bureau du président plutôt qu'un projet de résolution qui, sur le fond politique, ne pose pas de question majeure, j'ai dit notre accord avec l'essentiel de ce qu'il y a, mais qui, sur le calendrier et sur le choix d'un Congrès reporté à 1993, nous paraît comporter beaucoup de risques et ne pas assurer la mobilisation nécessaire du Parti pour l'élection législative.
(Applaudissements)

Le président - Michel Debout. Ensuite, je donnerai la parole à Gilles Martinet, pour son rapport sur le Communisme international.

Michel Debout

Chers camarades, Pierre Mauroy ce matin a longuement évoqué le contrat et permettez-moi de me réjouir que cette idée de contrat ne progresse pas seulement chez nos camarades espagnols qui viennent de proposer à leur pays un contrat pour le progrès social.
Oui, nous sommes plutôt de cette idée-là, celle du contrat, et même avec l'image

que je formule, je veux dire que pour la direction du Parti, pour les problèmes qui nous sont posés, il vaut mieux un bon contrat qu'une mauvaise synthèse. Mais pour qu'il y ait bon contrat, pour que ce contrat soit compris par les militants, qu'il n'apparaisse pas comme artificiel, qu'on n'ait pas le sentiment que simplement on a mis les couteaux au vestiaire en attendant de les ressortir...
(Quelques applaudissements)
... bref, que l'on ne se soit pas contenté de mettre au frigo nos difficultés, alors il faut être exigeant avec le contenu du contrat.
(Applaudissements)
D'abord, par rapport à la situation politique générale, et il est vrai que l'on ne peut pas discuter de l'état de notre Parti, faire des propositions pour son fonctionnement interne si d'abord on ne se préoccupe pas de la situation politique générale. Pierre Mauroy, Laurent Fabius, d'autres camarades se sont exprimés là-dessus. Je voudrais être un peu plus inquiet. Je crois que ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est effectivement à une montée des idées du Front National, c'est à une certaine forme de rejet qui n'est pas seulement politique mais qui est, et c'est plus grave, psychologique de la part de nos concitoyens du fait que les Socialistes soient aujourd'hui aux affaires.
Je voudrais dire que je suis tout à fait d'accord avec les préoccupations d'Henri Emmanuelli -je lui ai dit et je le redis à cette tribune - sur les risques de fascisation du discours dans notre pays, et pas seulement dans notre pays. Je peux porter témoignage de ce que j'ai entendu au Conseil régional Rhône-Alpes pas plus tard qu'hier. J'ai compris qu'en région parisienne c'était la même offensive. Il ne s'agit pas de forcer le trait, il ne s'agit pas de crier au loup ; mais il s'agit de bien sentir un certain décrochage entre nos valeurs et ce que ressent aujourd'hui l'opinion française.
Véronique Neiertz, ce matin, a dit des choses très justes sur la bataille idéologique qu'il nous s'agit de mener. Et c'est vrai, Véronique, contrairement à ce que l'on pouvait croire, rien n'est jamais acquis pour l'homme, comme le disait le poète, et surtout lorsqu'il s'agit du droit des femmes.
(Applaudissements)
Mais, mes camarades, il y a 20 ans, c'est nous qui menions la bataille, c'est nous qui étions dans les hôpitaux pour réclamer l'application de la loi sur l'IVG. Or, aujourd'hui, qui est dans les hôpitaux ? Ce sont les autres. Voilà la réalité, voilà ce qui explique aussi la difficulté idéologique dans laquelle nous nous trouvons.
Est-ce que nous avons encore dans nos rangs la foi dans les valeurs que nous défendons avec la même vigueur qui était la nôtre ?

Dans la salle - Oui !

Michel Debout - Je vous donne rendez-vous mes camarades.
(Rires)
J'étais de ces combats, j'en suis toujours. Mais votre approbation me paraît la première manifestation dans cette réunion du Comité directeur d'un peu d'enthousiasme pour quelque chose.

(Applaudissements)
Nous ne sommes plus capables entre nous, lorsque nous sommes ensemble, d'exprimer quoi que ce soit qui corresponde à un peu de chaleur dont nous avons besoin.

Dans la salle - Si !

Michel Debout - Si nous voulons mener les batailles qui nous attendent, il ne s'agit pas simplement de dire que nous allons nous rassembler. Bien sûr que nous en sommes. Il faut aussi montrer un peu de chaleur pour ce rassemblement. Sinon, nous ne serons pas compris, nous ne serons pas crus. Et, effectivement, je le dis avec une certaine gravité.
Alors, il faut être exigeant pour que ce contrat entre nous puisse être un contrat crédible.
D'abord, l'objet du contrat. Car, tout contrat a un objet. Et d'abord, pour qu'il y ait contrat, il faut qu'il y ait des parties contractantes.
(Rires)
Les juristes savent très bien cela. Or, les parties contractantes, ce sont nos courants, mes camarades. Et vous le savez bien. Donc, c'est la question qui leur est posée. Cela veut dire que l'on est d'accord pour qu'ils continuent à s'exprimer dès lors que cette expression est conforme avec la logique du contrat qu'ils vont passer.
L'objet du contrat, si j'ai bien compris, c'est la préparation du projet, Michel Charzat s'est exprimé là-dessus.
On a entendu dire qu'il y aurait d'un côté projet, de l'autre côté contre-projet. Contre-projet venant de qui ?

Un intervenant dans la salle - De nous !

Dans la salle - Oh !

Michel Debout - J'ai lu comme vous que Jean-Pierre Chevènement, avec Julien Dray...

Dans la salle - Oh !

Michel Debout - Mélenchon, Marie-Noëlle Lienemann, préparerait un contre-projet...

Dans la salle - Oh !

Michel Debout - Imaginez ce qu'ils pourraient écrire ensemble...
(Brouhaha et applaudissements)
... sur certaines questions aussi badines que l'Europe, que la citoyenneté, que la place de la France dans le monde ! Imaginons tout cela et ficelons effectivement

Cob Fondation Jean-Jaurès

un contre-projet.
Mais il est évident en même temps qu'aujourd'hui tout ce qui pourrait apparaître, étant donné les difficultés du Parti, étant donné les difficultés du gouvernement, comme le rassemblement des mécontents, il est vrai, mes camarades, aurait beaucoup de succès dans le Parti, et vous le savez bien.
Eh bien, nous n'irons pas dans cette direction !

Dans la salle - Ah !

Michel Debout - En tout cas pas nous ; eux peut-être.
(Rires)

Le président - S'il vous plaît !

Michel Debout - Cela réchauffe, encore que dans cet été...!
Donc, un projet ouvert, un projet qui prenne en compte les options parce que le Parti est tel qu'il est, parce qu'aussi les problèmes - et Michel Charzat a employé ce terme - sont complexes et que par rapport à la complexité du monde qui vient il n'y a pas de recette toute faite.
Il n'y a pas de projet ficelé clés en mains ; il y a des interrogations. Eh bien il est important que l'on sache, que tous les Socialistes sachent où nous en sommes collectivement. Donc, effectivement, un travail collectif qui permettra aux militants, là où ils se trouvent, de voter sur un certain nombre d'orientations qui seront ce qu'elles seront, qui dépasseront certainement les frontières des courants ; mais c'est à cela que l'on appelle l'ensemble du Parti. Cela me paraît être là la voie nécessaire.
S'agissant du calendrier, nous sommes d'accord avec celui qui nous est proposé. Nous le voterons donc, dès lors qu'il paraît correspondre à la situation politique d'aujourd'hui.
Sur les régionales, mes camarades, on a un rendez-vous de toutes façons car, même si on l'a reporté par facilité, peut-être par opportunité, il est devant nous, dans quelques mois, même pas, dans trois mois maximum, dans deux mois. Et là, ce sera un rendez-vous sur la crédibilité de ce nouveau contrat. Imaginez qu'après ce rassemblement d'aujourd'hui, avec cette chaleur que vous avez manifestée, imaginez qu'en septembre, vu la difficulté de la tâche, nous donnions l'image d'une grande division !
C'est de notre responsabilité. Et je regrette effectivement que l'on n'ait pas été en capacité de mener plus loin notre obligation de fixer des listes aux élections régionales dès ce Comité directeur. Mais enfin, on en est là. Alors, faisons en sorte que l'on progresse dans le bon sens.
Et puisque j'en suis aux régionales, j'ai entendu tout à l'heure notamment Véronique Neiertz parler de la place des femmes dans ces listes. Permettez au Secrétaire national aux entreprises que je suis de parler aussi de la place des militants d'entreprise dans ces listes. J'entends beaucoup de discours lorsque les militants d'entreprise sont rassemblés, beaucoup de discours pour leur dire : oui,

Fondation Jean-Jaurès

c’est vous qui représentez l’authenticité du Parti, de la Gauche, des travailleurs.
Mais, lorsqu’il s’agit de traduire cela sur des listes régionales, c’est un peu plus compliqué. Eh bien, je souhaite que cet élément soit pris en compte.
Enfin, dernière question : celle des modifications statutaires.
J’ai entendu Pierre Mauroy proposer que nous nous mettions d’accord sur des modifications statutaires. Je dois dire de ce point de vue que nous sommes satisfaits. Nous avons posé la question au courant B depuis plusieurs semaines, plusieurs mois. Et je considère que, globalement, cela va dans le bon sens.
J’ai entendu le Premier secrétaire dire qu’il fallait préserver la proportionnelle entre nous, c’est-à-dire la proportionnelle des idées. Nous approuvons complètement cette vision-là.
Alors, il nous est proposé une Commission, une Commission vie interne. Nous y prendrons toute notre part et nous l’avons déjà prise d’une certaine manière. Il faudra aller au-devant avec cette idée qu’il faut rendre la parole aux militants. Les militants ont besoin de cette parole-là.
J’ai dit tout à l’heure pour le projet - mais je voudrais le dire aussi pour la composition des listes - aux Commissions exécutives fédérales et au Comité directeur : oui, laissez les militants en capacité de décider qui les représente aux instances de notre Parti.
Voilà une proposition forte. Et puisque tout le monde veut rendre la parole aux militants, alors je suis persuadé que vous serez d’accord avec cette proposition.
De la même manière, lorsqu’on nous propose un Parlement du Parti, pourquoi pas ! Mais si ce Parlement du Parti est une façon intelligente, subtile, de remettre en cause la réalité idéologique politique, donc proportionnelle de notre Parti, alors là nous ne sommes pas d’accord. Mais nous le disons et nous le redirons.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire au nom de notre courant.
On a beaucoup parlé de rassemblement. Vous avez compris, j’espère, dans mes propos, que nous y sommes prêts dès lors que ce n’est pas un rassemblement factice, dès lors que chacun y prend sa responsabilité par rapport aux problèmes difficiles - je n’en dis pas plus - qui sont devant nous, dès lors que chacun prend toute sa part - nous l’avons dit - et le Secrétaire national que je suis l’a prise.
Nous avons fait des choses au-delà des courants pour que le Parti fonctionne, notamment dans le secteur difficile des entreprises.
J’ai fait un certain nombre de propositions concernant les problèmes de société.
Mes camarades, il faut le rassemblement, mais il faut aussi l’offensive des Socialistes. Nous sommes face à un débat politique très fort, très dur. A nous de savoir le mener.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je donne maintenant la parole à Gilles Martinet pour son rapport sur l’évolution du Communisme international.

Gilles Martinet

Camarades, compte tenu de la nécessité de se prononcer pas trop tard dans

l'après-midi sur un vote, compte tenu aussi de ce que je suppose être l'impatience très légitime de camarades qui sont inscrits et qui n'ont pas encore pu prendre la parole, je ne développerai pas tout mon rapport mais j'irai à quelques points que je considère comme essentiels.
Ma première observation est la suivante : le déclin du Parti Communiste français, ne date pas des échecs de la Perestroïka, ni de la chute du mur de Berlin, il est antérieur. Il date du début des années 1980. De 1958 à 1978, en gros, le Parti Communiste s'est maintenu à 20% des suffrages, il avait encore 20,7% en 1978, 20,6% aux élections européennes de 1979. C'est après qu'il chute. En 1980, 15% et sur dix ans le Parti Communiste français a perdu les deux tiers de son électorat, puisqu'on le situe aujourd'hui entre 7 et 8%, donc un déclin antérieur aux événements dont je vais parler et un déclin donc qui a de multiples causes, mais qui est un facteur essentiel aujourd'hui de la vie politique française.
Ceci dit, les événements de l'est n'ont pas seulement aggravé le déclin, ce qui est évident, mais ils lui ont donné une autre nature, disons qu'ils lui ont donné un caractère d'irréversibilité parce qu'après la chute du Parti Communiste au début des années 80 eh bien, certains militants, certains dirigeants Communistes pouvaient espérer à une remontée pourquoi pas, ou à une stabilisation, mais avec les événements de l'est, la situation a tout à fait changé, et a changé du même coup, nous le verrons dans un instant, la nature de nos rapports avec le Parti Communiste, et cela ne concerne pas seulement le Parti Communiste, parce que nous ne pouvons tout de même pas ignorer que le mouvement Communiste n'est pas sans rapport avec nous, et voyez-vous, quand je vois à la télévision les foules enthousiastes brûler à Budapest, à Berlin, ou ailleurs, le drapeau rouge, je sais bien que le drapeau qui brûle, c'est le drapeau de l'oppression, mais je n'oublie pas que ce drapeau là a été aussi, et pour beaucoup d'entre nous demeure encore, le drapeau de nos espoirs.
(Applaudissements)
Donc, venons-en à la signification des événements qui se sont déroulés à l'est et plus particulièrement pendant l'hiver 1989-1990. De ces événements, je tire trois grandes observations.
Premièrement, l'idéologie Communiste s'est effondrée.
Deuxièmement, la crise des systèmes économiques de type soviétique ne cesse de s'aggraver, mais, troisièmement, les structures sociales sécrétées par ces systèmes ne sont que partiellement entamées, ce qui ne signifie pas qu'il y a une possibilité de véritable restauration du système Communiste, tel qu'il fonctionnait, mais cela peut donner naissance à d'autres formes d'autoritarisme.
Alors ce sont évidemment les deux premiers points, l'effondrement de l'idéologie Communiste et la crise des systèmes économiques de type soviétique, qui ont une incidence directe sur le déclin du Communisme français. Et bien davantage que les défaites subies en Allemagne de l'est, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, n'oublions pas qu'ailleurs les Communistes se maintiennent, sous une forme ou sous une autre, au pouvoir, qui fait problème.
Ce sont les discours, que les dirigeants Communistes, qui sont demeurés au

pouvoir, que les Gorbatchev ou les Eltsine tiennent aujourd'hui, qui est l'élément majeur de démoralisation pour les Communistes, car ce qu'ils nous disent, ces dirigeants Communistes... ils n'évoquent plus la mission historique d'une classe ouvrière dont ils seraient les seuls représentants, ils ne défendent plus le principe du Parti hégémonique, sinon unique, ils ne croient plus dans les mérites de la planification centralisée et de la gestion administrative d'économie, ils acceptent la privatisation et le marché, ils évoquent le monde comme un ensemble solidaire, et non plus comme le théâtre de l'affrontement entre deux camps, autrement dit là où la réalité Communiste subsiste, il n'existe plus de projet politique Communiste.

Or, en dépit des textes de Congrès, sur les voies françaises vers le Socialisme, puis sur le Socialisme à la Française, les militants Communistes ont eu longtemps ce projet dans leur tête, il représentait leur espoir, il leur faisait accepter bien des tournants tactiques, la classe ouvrière française possédait son parti et ce parti avait des structures et un mode de fonctionnement directement inspiré du modèle soviétique, le fameux centralisme démocratique. Le Parti Communiste agissait dans le cadre de notre démocratie qui est une démocratie pluraliste, mais le pluralisme ne pouvait pas exister dans ses propres rangs, c'était là son identité profonde, celle qui marquait son appartenance idéologique et politique au mouvement Communiste mondial. Ce lien n'a plus de sens, le Parti Communiste a perdu sa boussole.

Alors comment a-t-il réagi ? Dans les débuts de la Perestroïka, il a cru pouvoir tirer avantage de ce qui se passait, c'est tout juste si Marchais ne laissait pas entendre que c'est sur ses conseils que Gorbatchev agissait. Lors du 26ème Congrès, qui s'est tenu en janvier 1988, Georges Marchais a déclaré avec optimisme : "le Socialisme se révolutionne pour être mieux encore le Socialisme". Deux ans plus tard, après le mur de Berlin, après la révolution de velours en Tchécoslovaquie, après la chute du régime de Ceausescu, le langage a changé. Lors du 27ème Congrès, le dernier mois de décembre, décembre 1990, Georges Marchais a déploré que les dirigeants Communistes de l'Europe centrale et orientale n'aient pas su répondre aux défis nouveaux qui leur étaient lancés. Il dit textuellement : "cet échec des dirigeants a entraîné la population dans une analyse erronée de la situation, elle a pensé que ce blocage était inhérent au Socialisme et s'est alors tournée vers le capitalisme".

Le mode de raisonnement est typiquement un mode de raisonnement stalinien. L'échec des dirigeants, les erreurs des dirigeants, pendant des années et des années on nous a toujours expliqué la crise, que les crises qui se développaient ou qui apparaissaient en Union soviétique et dans le monde Communiste, comme l'effet d'une série d'erreurs. Or un phénomène aussi fantastique que les bouleversements qui sont intervenus à l'est, est interprété seulement comme un échec de dirigeants, qui n'ont pas su affronter les défis nouveaux. Alors depuis la position des Communistes et la défense des Communistes français et la défense des courants conservateurs, en Union soviétique, en Chine, à Cuba, au Vietnam, qui sont présentés comme les défenseurs du Socialisme, alors qu'ils sont en vérité les défenseurs de l'Etat bureaucratique, et tout le reste est

incontestablement condamné.
Vous trouverez, je crois, dans vos dossiers, une enquête qui a été effectuée par la SOFRES, auprès de 1019 cadres du Parti Communiste français, participant au 27ème Congrès en 1990, vous verrez que pour ces camarades Communistes les deux pays qui viennent de loin en tête pour la sympathie sont Cuba, 90%, et le Vietnam 79%, et seulement un tiers déclare comprendre et approuver l'attitude de Gorbatchev, autrement dit réagissant à cette crise formidable du mouvement Communiste mondiale, le Parti Communiste adopte une position que pourrait sans doute prendre un mouvement d'extrême gauche, mais qu'un parti qui serait soucieux de se réinsérer dans le jeu démocratique français peu difficilement soutenir, et c'est pourquoi les événements de l'est doivent faire l'objet d'un débat entre nous et les Communistes.
Encore faut-il et ce sera ma deuxième observation, avoir nous-mêmes une vision très claire des processus en cours à l'est, et de la politique que la France doit mener à l'égard des pays qui ont déjà abordé la période post-Communiste, c'est-à-dire essentiellement l'Europe centrale, mais aussi de ceux qui pendant encore longtemps connaîtront des situations incertaines, et ambiguës.
Eh bien, il nous faut tout d'abord éviter de placer le problème du marché au centre du débat, non pas parce que ce problème est d'importance secondaire, il est, nous le savons, capital, mais pour deux raisons essentielles ; première raison, le passage de l'économie administrée à l'économie de marché sera très lent, l'Allemagne de l'est réussira sans doute la première cette transition grâce au gigantesque effort financier qu'assure l'Allemagne de l'ouest, mais non sans avoir eu à payer une facture sociale considérable.
Or aucun autre pays de l'Europe centrale et orientale ne dispose d'un pareil grand frère, qui lui permettrait d'accélérer les rythmes de la transition. Donc les pays que l'on peut appeler post-communistes et ceux qui demeurent dirigés par des Communistes réformateurs vont connaître pendant de longues années des formes d'économie mixte, où le poids du secteur public demeurera considérable.
La transformation des méthodes de gestion, et d'organisation des entreprises appartenant à ce secteur public, est donc aussi importante que la nécessaire extension du secteur privé, et que le développement des investissements étrangers. Dans tous les cas, l'aide à la formation constitue une priorité non seulement technique et économique mais sociale et politique.
Il s'agit de favoriser sur une période plus ou moins longue l'émergence de nouveaux cadres, aptes à gérer la politique complexe du changement et non pas simplement à reproduire les schémas occidentaux.
De ce point de vue l'expérience de notre secteur public et de notre économie sociale est loin d'être négligeable et constitue un atout pour la politique française. Et c'est notamment sur ce point qu'il faut interpeller les Communistes : veulent-ils continuer à considérer que la défense du Socialisme c'est le maintien de l'étatisme soviétique, ou admettent-ils que les sociétés à construire à l'est comme à l'ouest sont des sociétés où l'intervention de l'Etat doit demeurer décisive, mais où les entreprises du secteur public agissent dans le cadre d'une économie de marché ?

La deuxième raison pour laquelle il ne faut pas mettre au centre de ce débat le marché est la suivante : on a tendance à considérer qu'évolution vers la démocratie et instauration d'une économie de marché vont de pair, mes camarades, vues de l'est les choses ne sont pas aussi évidentes.
Certes, on n'imagine pas des structures démocratiques qui prendraient appui sur une économie entièrement étatisée, soumise comme dans le passé à une gestion administrative et centralisée, la preuve en était faite que ces deux réalités sont incompatibles.
Certains en revanche pensent que l'établissement des mécanismes du marché et l'extension de la propriété privée peuvent intervenir sur la conduite d'un pouvoir autoritaire et de citer le cas de la Corée du sud ou de Taiwan dans les débuts de leur croissance, ou encore celui des zones spéciales que développe la Chine Communiste avant d'englober la capitaliste Hong Kong dans son système général.
C'est un point très important parce que, pour nous, la question essentielle à l'est, n'est seulement d'aider ces pays à se transformer, à les aider, de les aider dans un premier temps à éviter le chaos, à éviter les guerres civiles comme celle qui a éclaté en Yougoslavie, d'aller aux aides les plus urgentes et les plus élémentaires, notre devoir est d'aider les jeunes et fragiles démocraties issues des bouleversements de 1989-1990, à résister à l'assaut des mouvements populistes nationalistes et autoritaires, qui font leur apparition.
C'est à partir de là qu'il fait discuter de la perspective de la grande Europe. Je suis en gros d'accord avec ce qui a été dit par Laurent Fabius sur le rapport entre la construction communautaire, et le projet d'élargissement de l'Europe, de grande Europe. Je crois qu'il faut apporter quelques compléments.
Ce qui est vrai aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas le choix entre ce qu'on a appelé l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, d'une part, et, d'autre part, la poursuite de l'intégration européenne dans le cadre de l'Europe des 12.
Nous avons le choix entre la continuation, l'effet du mouvement vers l'intégration en faisant de la Communauté européenne le socle qui servira à intégrer plus tard - ce n'est pas possible aujourd'hui pour les pays de l'est - mais aussi entre ce que Becker appelle : "l'Europe de Vancouver à Vladivostok."
Une Europe qui a une réalité à travers la CSCE, à travers la banque, à travers les peuples.
Les américains affirment leur volonté de ne pas laisser se constituer des liens nouveaux entre l'Europe de l'est et l'Europe de l'ouest dans laquelle ils ne seraient pas partie prenante.
Il y a une contradiction entre cette orientation qui est la nôtre, de l'Europe européenne, et puis l'élargissement, parce que l'élargissement aujourd'hui, nous l'avons vu avec le demi-échec de l'initiative de François Mitterrand à Prague : les assises européennes de Prague.
Nous avons vu que nous n'avons pas réussi à faire une assemblée Européenne sans les américains, et nous avons vu que notre Parti fait contrepoids à l'énorme influence qu'ont les américains, surtout depuis la guerre du Golfe, ce qui fait contrepoids à cette influence... c'est l'attraction énorme de la Communauté

Fondation Jean Jaurès

européenne.
Donc c'est à partir de ce socle, qu'est la Communauté européenne, qu'il faut renforcer, développer, et que nous pouvons, par des actions de coopération vis-à-vis des pays de l'est, créer les conditions nécessaires à la future grande Europe mais tous les projets - et j'étais tout à fait d'accord avec le projet de Confédération, idée lancée par Mitterrand - tous ces projets vont se heurter pas seulement du point de vue américain, mais chez nous partenaires de l'est, et chez un certain nombre de nos partenaires de la Communauté, comme les anglais ou comme les hollandais à un barrage terrible.
Donc construisons, voyons cet élargissement à partir du renforcement de la Communauté et ne parlons pas d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural parce qu'aujourd'hui sa seule réalité possible c'est l'Europe de Vancouver à Vladivostok.
(Applaudissements)
Alors de cela aussi il faut que nous discutions avec les Communistes, pas seulement avec les Communistes, bien entendu, avec tous nos alliés. Il faut conduire les Communistes y compris les opposants Communistes, les refondateurs, et autres, à discuter non pas de rénovation en général, mais de ces problèmes concrets, et notamment de ces perspectives européennes.
Alors ce débat, que nous devons avoir avec les Communistes, et ce sera ma dernière observation, revêt un contenu différent des débats du passé.
Depuis le Congrès d'Epinay, nos discussions avec les Communistes ont porté essentiellement sur des projets concrets, sur des programmes susceptibles d'aboutir à des accords électoraux ou à des accords de gouvernement.
C'était le seul moyen de réaliser ce rassemblement de la Gauche, qui était et qui demeure notre objectif. Les positions idéologiques étaient alors trop éloignées pour chercher l'entente sur d'autres terrains, la division du Congrès de Tours n'était pas effacée, mais nous ne voulions pas, pour notre part, faire preuve de complaisance à l'égard d'un système que nos partenaires jugeaient alors globalement positifs.
Or voici qu'avec l'effondrement de ce système, surgit une situation entièrement nouvelle : de nombreux Partis Communistes, en Italie, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Yougoslavie, ont abandonné le mot même de Communisme.
D'autres en Espagne, en Grèce, au Portugal, cherchent à enrayer leur déclin en suscitant des regroupements de la Gauche de la Gauche.
En France, le Parti hésite entre l'enfermement gauchiste et ses intérêts électoraux. Les militants qu'il lui reste ne veulent pas voir s'effacer ce qui a représenté incontestablement l'une des grandes traditions historiques du mouvement ouvrier français : la difficulté pour eux vient de ce que l'identité idéologique à laquelle cette tradition avait donné naissance, ne se retrouve désormais que dans un discours de plus en plus contredit par la réalité.
Nous comprenons très bien les réactions des militants Communistes et si nous-mêmes, nous nous réjouissons profondément du triomphe de la démocratie dans un certain nombre de pays de l'est, nous ne sommes pas heureux de voir que les

premières élections profitent le plus souvent aux forces de droite.
Il y a là probablement une phase inévitable et une certaine manière comparable à ce qui s'est produit en France au lendemain de la libération. A cette époque-là, le vote massif à gauche portait avant tout condamnation d'une droite qui avait collaboré avec l'occupant. Eh bien le phénomène a joué en sens inverse en Allemagne de l'est, en Tchécoslovaquie, et Hongrie : la défaite écrasante du Parti Communiste a exprimé un rejet absolu de la domination soviétique et une forte volonté d'indépendance nationale.
Ceci dit, il y a un grand avenir dans ces pays pour des forces authentiquement démocratiques, qui se reconnaissent une identité européenne et qui très probablement, dans un avenir relativement proche, oseront dresser le drapeau de la social-démocratie.
Certains nous demandent pourquoi nous voulons encore discuter avec un Parti Communiste qui s'est tellement affaibli, qui, dans un grand nombre de départements n'existe pratiquement plus. La raison en est très claire. Les forces même réduites du Communisme français appartiennent, que nous le voulions ou non, à cette gauche que nous entendons rassembler.
Certes, les Socialistes ont toujours pensé qu'il n'y aurait pas de changement politique en France, tant que le Parti Communiste serait prépondérant au sein de la Gauche. Et les faits nous ont donné raison. Les victoires de 1981 et de 1988, ne se seraient jamais produites si le PS n'était pas devenu le premier parti français, mais il n'a jamais été dans l'intention des Socialistes - et François Mitterrand s'est exprimé à plusieurs reprises très nettement à ce sujet - d'effacer les autres composantes de la Gauche, qu'il s'agisse des différents courants démocratiques qui se placent à notre droite ou qu'il s'agisse du courant Communiste.
Nous avons regretté que le Parti qui représente ce courant, ait rompu avec la coalition que nous avions formée.
Nous avons déploré les attaques systématiques qu'il n'a cessé de lancer contre les gouvernements de la Gauche, et nous comprenons mal la différence de la plupart des Partis Communistes ou ex-Communistes européens, il n'a pas encore tiré toutes les leçons des grands bouleversements survenus à l'est.
Ceci dit, nous sommes toujours prêts au dialogue. Un dialogue qui peut porter sur de multiples sujets dont la lutte contre la montée du national populisme de Le Pen, l'action contre le chômage et les prochaines échéances électorales, mais le dialogue ne peut cette fois faire l'impasse sur les problèmes de fond qui commandent l'avenir du Socialisme démocratique.
C'est le sens du rapport que je viens de vous présenter.
(Applaudissements)

Le président - Merci beaucoup à Gilles Martinet pour cet important travail qui, je crois, est un éclairage capital pour le travail que nous avons à mener dans les prochains mois.
Avant que nous ne passions au vote, j'ai encore trois orateurs. Je leur demande d'être bref.

Collection Fondation Jean Jaurès

Je donne la parole à Henri Emmanuelli et puis ensuite ce sera au tour d'Yvette Roudy.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, je n'ai pas choisi de passer après Gilles Martinet. J'avoue que reprendre le fil de notre discussion après les conclusions qu'il vient de nous faire partager, n'est pas facile.

Mais comme nous y a invité ce matin le Premier secrétaire, et le président du Comité directeur, je serai bref. Je considère qu'à cette heure ci de la discussion, il nous faut essentiellement répondre avant, avec un vote, à une question qui nous a été posée par le Premier secrétaire, ce matin.

Cette question est simple : il s'agit de savoir si nous approuvons, dans quelques instants, les propositions qu'il nous a faites, quant à la tenue d'un Congrès extraordinaire à l'automne autour de notre projet. Et quant au report du Congrès ordinaire après les élections législatives de 1993, je ne surprendrai personne ici en disant que bien entendu, je suis favorable à ces propositions... et je surprendrai d'autant moins que j'ai constaté au fil de la discussion, que s'était créé un large accord sur cette position.

Depuis notre Convention de Cachan, les choses ont bougé. Elles ont bougé dans le bon sens. Les concessions réciproques ont été faites ici ou là, et ceux qui déjà étaient favorables à la tenue de ce Congrès, ne peuvent que s'en féliciter même si ceux-là avaient posé comme condition, non-préalable, mais comme condition souhaitable, le fait qu'il fallait qu'il y ait un accord général pour éviter tous ces dérapages.

J'ai bien entendu tout à l'heure notre camarade Autexier dire que s'il était pour ce qui le concerne, lui et je suppose ses amis, favorable à la tenue de ce Congrès extraordinaire, il faisait des réserves en revanche sur le report du Congrès ordinaire.

Je ne pense pas qu'il soit sujet de discussion, en tout cas, à mes yeux, mais je voudrais lui faire observer que la tenue d'un Congrès ordinaire au mois de juin 1992, quelle que soit la bonne volonté des uns et des autres, ne me paraîtrait pas remplir les conditions pour être dégagés des hypothèques sur lesquelles pesaient les échéances futures. Il parlait d'un Congrès dominé par l'élection présidentielle.

Pour ma part, je craindrai, si telle était l'hypothèse, en juin 1992, que malgré le fait que les législatives soient devant et encore, qu'en savons-nous, il y aurait évidemment une très forte pression de cette échéance sur le Congrès.

Très franchement, je regretterai, pour ma part, que ce type de question puisse donner lieu à des clivages entre nous. Je crois que la proposition du Premier secrétaire est bonne, même s'il a précisé ce matin que le calendrier n'était pas déterminant. Il n'en reste pas moins, je viens d'y faire allusion, que ce calendrier existe.

Le calendrier, en toute hypothèse, ne pouvait avoir lieu à la date prévue. Il fallait l'avancer ou le reculer. Pierre Mauroy s'en est expliqué à Cachan. Il s'est

ensuite longuement exprimé par la suite sur les raisons qui lui paraissaient faire en sorte qu'il ne soit pas souhaitable de tenir le Congrès au mois de juin... et encore une fois, je crois que ces raisons ont été acceptées parce qu'elles sont tout simplement de bon sens, et parce que l'acceptation de ce bon sens témoigne aussi de notre volonté à tous de faire face dans des circonstances qui sont difficiles.

Mes chers camarades, la situation est difficile. Un certain nombre d'orateurs tout au long de la journée ont expliqué pourquoi, je ne le ferai pas à mon tour à cette heure, mais croyons bien que pour le gouvernement, pour le Parti et pour le Président, la conjoncture n'est pas des plus favorables.

Alors, pour cette raison-là aussi, il est tout à fait bon que le Comité directeur prenne une décision qui témoigne de sa volonté de faire mouvement et je dirai de faire mouvement dans l'ordre.

Cette décision est bonne aussi parce que la matière s'y prête.

Chers camarades, un Congrès extraordinaire autour de notre projet, dégagé de tout enjeu de pouvoir, est la matière idéale pour un débat d'idée. Et comme nous avons tous plus ou moins, et pour des raisons plus ou moins partagées, le souci d'effacer le souvenir du Congrès de Rennes, je crois que le choix est tout à fait judicieux.

Ce Congrès de Rennes, quoi que nous puissions en penser, n'est pas un bon souvenir, soit que l'on soit allé trop loin pour certains, soit que l'on ne soit pas allé assez loin pour d'autres. Mais en tout cas, les conclusions de ce Congrès n'étaient pas faites pour dynamiser le Parti Socialiste et donner confiance aux Socialistes.

Alors, pour toutes ces raisons, nous allons, quasiment à l'unanimité, peut-être même à l'unanimité, accepter ces propositions. Et je voudrais dire que si sur la chronologie, si sur les modalités nous sommes d'accord, il faudra veiller à prendre certaines précautions quant à la méthodologie de discussion du projet parce que, si nous n'y prenions pas garde, il serait relativement aisé de voir s'opérer des dérapages et je ne souhaiterais pas pour ma part, je crois que le sentiment est largement partagé aussi, que nous allions à un Congrès avec un projet, un contre-projet... Je pense que ce serait risqué et je pense que ce ne serait pas souhaitable pour la richesse de la discussion.

Il faut que nous puissions réellement associer les militants et, pour ma part, je pense que nous aurions intérêt à avoir un système d'option, un système d'amendement largement déployé de manière à ce que les militants et les militantes de notre Parti aient le sentiment non pas de se trouver devant des textes qui auraient été pré-appliqués - je ne veux pas employer l'expression pré-bouclés - mais que leur point de vue est pris en considération et leur réflexion intégrée dans l'élaboration du projet.

En ce qui concerne ce projet, je voudrais dire à Michel Charzat que je m'interroge sur l'opportunité de l'appeler projet de l'an 2000. Je pense qu'effectivement l'appeler projet de l'an 2000 ne permet pas, comme il l'a souhaité, d'opérer une synergie entre le quotidien et le moyen terme.

Nous sommes au pouvoir depuis dix ans. Nous serons au pouvoir au mois de

Fondation Jean Jaurès

décembre 1991, et nous serons au pouvoir au lendemain de décembre 1991. Donc, donner le sentiment que nous aurions les yeux fixés sur une échéance assez proche, mais relativement lointaine, qui serait celle de l'an 2000, pourrait nous valoir, nous semble-t-il, quelques critiques.
Un projet Socialiste, quelle que soit la terminologie, d'accord. Mais évitons de donner le sentiment que nous essayons de sauter par dessus les contingences du quotidien.
Ce projet, comme Michel Charzat l'a exprimé ce matin, sera difficile parce qu'il se heurte à des contraintes - il les a expliquées, je ne les reprendrai pas, nous les connaissons tous. J'espère simplement qu'à toutes ces contraintes, malgré toutes ces contraintes, nous arriverons à retrouver un certain nombre de repères car, à toutes les difficultés que nous connaissons, qu'elles soient celles de la conjoncture économique, politique, des aspirations sociales latentes ne sont pas toujours satisfaites, s'ajoute une autre qui est celle de la crise d'identité Socialiste et Gilles Martinet vient de parler du Parti Communiste ; mais il est évident que tout cela n'est pas non plus sans conséquence et sans relation avec l'identité des Socialistes qui devront d'ailleurs, au passage, prendre garde, comme l'a rappelé ce matin Pierre Mauroy, que le Communisme, tout mort qu'il est, tout défunt qu'il est, a représenté historiquement une immense espérance pour des millions de femmes et d'hommes. Et si la recette est morte, si l'hérésie est résorbée - car c'est comme cela pour ma part que j'ai toujours vécu le Communisme, comme une hérésie du mouvement ouvrier - il n'en reste pas moins que les raisons qui ont fait espérer ces femmes et ces hommes demeurent et que nous en serons désormais les seuls porteurs devant l'histoire et surtout devant eux.
Voilà, mes chers camarades, très rapidement ce que je souhaitais dire. J'en arrive déjà à la conclusion. Vous voyez que j'aurai été bref.
Nous allons nous mettre en ordre de marche, en mouvement, et nous allons serrer les rangs autour du gouvernement. C'est souhaitable et c'est nécessaire, et c'est responsable.
Je voudrais non pas reprendre les raisons pour lesquelles c'est souhaitable, elles ont été aussi explicitées longuement, mais je voudrais simplement, en conclusion, écarter la tentation de l'erreur que nous pourrions commettre, et je le ferai très rapidement.
La première de ces erreurs serait de laisser se creuser l'écart entre le discours et l'action. Nous savons aujourd'hui, pour des raisons qu'il est un peu tard pour développer, que les marges de manœuvre au plan économique sont relativement réduites. Quelle que soit par ailleurs notre volonté politique de procéder à des arbitrages et devant cette étroitesse des marges de manœuvre, nous pourrions avoir la tentation, les uns et les autres, au gouvernement comme au Parti, d'essayer de compenser par un discours la faiblesse de nos moyens d'action.
Je crois que ce serait une erreur grave, et il ne faut pas aller dans ce sens-là.
Il ne faut pas non plus - ce serait une deuxième erreur, et notre Premier secrétaire y a fait allusion ce matin, c'est une préoccupation que je partage avec lui, comme beaucoup d'entre vous sans doute - céder à la pression du moment

qui s'exerce sur nous, pression considérable aujourd'hui, d'autant plus considérable que nous sommes affaiblis. C'est vrai par rapport à un thème aussi délicat que celui de l'immigration. Chers camarades, le sujet est difficile, le sujet est extrêmement sensible, mais rien ne serait pire que de vouloir donner des gages à l'idéologie sécuritaire ou bien tout simplement à la pression des citoyens mal informés.
Même chose sur le plan, par exemple, du marché du travail. Ces extraordinaires pressions qui s'exercent aujourd'hui sur nous pour mettre en place un SMIC jeune ou pour remettre en cause la solution même du SMIC, et bien d'autres choses que vous connaissez, que je n'ai pas besoin d'expliciter, sont graves. Et résister à ces pressions est pour nous une nécessité vitale. Prendre le cap et le garder, je crois que c'est la recette que nous devons avoir en commun et serrer les rangs autour de notre gouvernement.
Voilà, mes chers camarades, ce que je tenais à dire rapidement, en cette fin d'après-midi, où j'aurai eu la satisfaction de voir le Comité directeur faire mouvement vers une période qui va peut-être être pour nous une sorte de période de rééducation.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Yvette Roudy.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, comme un grand nombre d'entre vous, je serai tentée de dire à Gilles Martinet : viens nous voir plus souvent, parle-nous davantage.
Nous avons effectivement besoin de retrouver ce sens du débat et ces idées que nous avons tellement discutées à une certaine époque. Mais je vais aussi, pendant quelques très brèves minutes, revenir à des considérations plus terre-à-terre.
Ainsi, donc, dans ce Comité directeur, nous n'aurons pas eu la possibilité de discuter des listes régionales, bien que la plupart d'entre nous aient passé l'essentiel de leurs dernières semaines à discuter là-dessus et que nous aurions souhaité aussi peut-être éclaircir un certain nombre de situations.
Un grand nombre de ces listes font toujours problème. Certains sortent, d'autres rentrent ; les choses ne se passent pas dans de très bonnes conditions. Moi, je suis arrivée à un certain moment à me demander, après avoir fait partie de ceux qui défendaient ardemment la proportionnelle, si j'en étais toujours aussi fortement partisane.
C'est une question que je commence à me poser quand je vois les résultats que cela peut donner, la façon dont les décisions se prennent parmi nous.
Nous n'avons peut-être pas encore trouvé les règles qui nous permettraient effectivement de gérer correctement ce mode de scrutin. Est-ce que nous sommes décidés à nous doter de ces règles et à définir quels seront et quels doivent être les vrais arbitrages ?
Je crois qu'il faut y réfléchir et que même si la règle est une des plus savantes, il

Fondation Jean Jaurès

faut se demander si vraiment elle doit s'appliquer à nous.
Ce matin Véronique Neiertz a évoqué la question des femmes dans notre Parti, bien entendu dans la société du même coup, puisqu'un grand nombre de Socialistes sont au gouvernement.
Je dois vous dire qu'à cet instant, les listes des régionales ne donnent absolument pas satisfaction à cet égard. Nous sommes loin, très loin des 30%, nous ne sommes pas même autour de 15 à 16% et il y a même plus de 18 départements où il n'y a aucune femme, je dis bien aucune femme en position éligible. J'ai ici la liste, je ne vais pas vous la donner...

Dans la salle - Si, si.

Yvette Roudy - Mais je crois qu'il faut donner une chance de rattrapage à ceux qui peuvent encore régulariser leur situation et je dis régulariser leur situation, mais la liste finale, quand tout sera bouclé, sera donnée, sera publiée, sera connue, l'opinion devra juger et cela je m'en porte garant, c'est une chose que je vais faire.
Je crois, mon cher Pierre Mauroy, qu'en tant que Premier secrétaire du Parti, il faudra un jour décider de te donner des pouvoirs suffisants pour intervenir avec autorité en certaines circonstances pour rétablir un peu plus de légitimité, un peu plus de démocratie sur ces façons de régler les places sur les listes et de donner le pouvoir d'intervenir sur les listes même de ces tendances qui font la loi pour indiquer exactement le visage que nous voulons donner.
Il faudra un jour en arriver là, sans cela, ce sera encore un peu ce que certains appellent, je crois, le tir au pigeon.
Pour le deuxième point que je voulais aborder et qui a été en grande partie débattu ce matin et abordé par Véronique Neiertz, très brièvement, je dirai que c'est vrai, il y a encore un certain nombre de choses qui ne vont pas du tout du côté des femmes, même si sur le plan législatif les textes sont à notre disposition.
Nous sommes dans une position tout à fait privilégiée, l'histoire nous jugera, nous n'aurons aucune excuse, nous avons encore plusieurs moyens d'intervention sur un certain nombre d'éléments.
Il y a, c'est vrai, ce qui dépend des élus et les élus peuvent intervenir notamment dans les hôpitaux, puisque certains maires président les conseils d'administration, il y a les élus qui sont aussi au Parlement qui peuvent intervenir avec parfois certains amendements, et puis, il y a ce qui dépend du Parti et ce qui dépend du Parti, c'est de le mobiliser pour le rappeler sur certaines campagnes à des interventions qu'il peut faire. Et puis, il y a ce qui dépend du gouvernement et là aussi le gouvernement peut intervenir.
L'alliance de ces trois pôles de pouvoir pourrait effectivement sérieusement améliorer les choses si nous voulons retrouver cet électorat que représentent les femmes que nous avons eues et que le Président de la République a eues pour lui quand il a été élu, mais que nous avons commencé de perdre en effet des les dernières législatives et qu'à cet instant nous avons complètement perdues.

Fondation Jean Jaurès

Donc si nous voulons les retrouver, il faudra des signes. Il faudra que les signes partent du gouvernement, il faudra que les signes partent du Parti. Il faudra des éléments concrets, il faudra régler très vite cette question qui chemine, sur laquelle j'ai de très nombreux courriers, de ces pilules contraceptives qui ne sont plus remboursées parce que les fabricants sont arrivés à mettre au point des produits tellement sophistiqués qu'on les a fait sortir du champ des remboursements.
Alors peut-être que le ministre de la Santé, qui n'est pas là aujourd'hui, mais auquel peut-être on pourrait s'adresser, pourrait donner des indications et des directives pour faire en sorte que ces pilules là soient remboursées.
(Applaudissements)
Il y a une chose que nous pouvons faire, nous tous qui sommes membres du Comité directeur, et qui sommes complètement libres de ce que nous pouvons faire ici ou là, ce serait d'écrire ensemble au ministre de la Santé pour lui dire qu'on attend de lui qu'il donne des directives pour que cette question soit enfin réglée. Je pense que ce serait une manière aussi de donner un coup de pouce à ce problème.
Et puis il y a l'application de la loi sur l'IVG, je n'y reviendrai pas.
Il y a aussi la manière de faire respecter tout ce qui est sorti sur l'égalité professionnelle, et je souhaiterais, en ce qui me concerne, que le gouvernement organise une grande campagne d'information sur la contraception qui pourrait accompagner ce mouvement.
Cela veut dire simplement qu'il faut un peu d'argent, cela veut dire simplement qu'il faut une décision. Il faut demander au Premier Ministre de prendre enfin cette décision. Et si de son côté le Parti décide de faire un effort sérieux sur les listes des régionales, avec ces trois signes là, mes camarades, nous pourrons peut-être retrouver ces voix de femmes aux prochaines élections dont nous avons tant besoin. Ce n'est pas impossible.
Dernier point sur lequel je voulais intervenir très brièvement, la question du projet.
Je suis certaine que nous aurons un très bon texte, parce que nous avons avec nous des hommes très intelligents, très qualifiés, très compétents, qui savent faire de superbes textes...
(Applaudissements)

Dans la salle - Et des femmes !

Yvette Roudy - Ce sont les hommes qui décident, les femmes sont les petites mains, vous le savez bien !
(Protestations)
Ce n'est pas ma faute, c'est comme cela...
Alors je dirai simplement, plutôt que d'avoir une formidable ambition pour un projet pour le siècle futur, je ne sais pas, ayons quelques ambitions pour tout de suite, ayons quelques ambitions dans ce projet pour les cinq ou six ans à venir. Prenons cinq ou six points concrets, précis et disons fermement ce que nous

Coll. Fondation Jean Jaurès

voulons faire en sachant que nous le pouvons. Et à ce moment là, eh bien, demandons aux représentants du Parti, à l'occasion des déjeuners et des dîners où ils discutent de choses avec le gouvernement, de s'engager à nous suivre et à nous soutenir dans les propositions que nous pourrions élaborer.
Je ne fais pas de catalogue. Moi j'ai quatre ou cinq idées, je ne vous en dis que deux ou trois.
Il me semble, par exemple, que sur la formation, je sais, nous donnons des dizaines de milliards par an à des associations loi de 1901 qui prétendent former, et qui forment simplement leur propre personnel pour se reproduire éternellement pour leur propre bénéfice et leur propre confort !
(Applaudissements)
Exigeons de la part de ces associations une obligation de résultat. Essayons de leur dire avec fermeté : oui, on vous donne cette aide et ce financement, mais vous devrez d'ici deux, trois ans, au moment de renouveler le contrat avec nous, nous présenter des résultats qui seront la justification du renouvellement de l'aide que nous vous donnons aujourd'hui. Sans quoi, eh bien on ferme les robinets !
A ce moment là, on redistribue entre celles des associations qui font de la vraie formation.
Est-ce qu'on aura le courage de dire et de faire cela ?

Dans la salle - C'est fait, on a voté une loi...

Yvette Roudy - Je peux te dire qu'à Lisieux ils ne l'ont pas encore entendu, tu vois ! Mes associations à moi ne sont pas au courant, mais je vais me renseigner et je vais leur faire connaître exactement les directives.
On pourrait peut-être le dire aussi au délégué à la formation régionale qui n'est probablement pas non plus au courant, parce qu'il reproduit complètement !
Sur un second point qui me semble très simple, la décentralisation, certains sont très heureux de la façon dont les choses se passent. Moi je dis que si on continue ainsi, on va continuer à avoir des régions toujours plus riches et des régions toujours plus pauvres, et un pays complètement déséquilibré !
On avait parlé à un certain moment d'une péréquation entre les régions. Est-ce qu'on est décidé à l'obtenir ? A le faire ? Peut-être l'avons-nous voté finalement, mais si par hasard on l'a voté, eh bien il faut l'appliquer, parce que si on commence aussi à se satisfaire en votant des lois sans les faire appliquer, là on commence à se poser des questions, on n'est pas du tout sûr du résultat !
Je n'en dis pas plus.
Naturellement l'Europe, naturellement l'environnement, naturellement l'intégration, naturellement ce qu'on appelle pudiquement les quartiers, mais qui porte sur la pauvreté, et naturellement les économies de la sécurité sociale.
Moi j'ai comme cela une petite idée, une obsession, disent certains. Je ne comprends toujours pas pourquoi on continue à verser des allocations familiales à des gens qui n'en ont rien à faire, alors que dans certaines familles on attend cela pour régler la note du supermarché. Est-ce qu'on va se décider à être plus

Fondation Jean Jaurès

juste ? Je ne sais pas si c'est cela l'égalité, mais je sais que ce n'est pas la justice, en tous les cas.
(Applaudissements)
Le dernier point portera sur notre propre fonctionnement. Je ne vais pas m'étendre, mais peut-être qu'un jour j'en dirai plus là dessus, sur la façon dont nous fonctionnons au Parti Socialiste, et la façon dont les décisions sont prises.
Je souhaiterais là dessus qu'on revienne à un fonctionnement qui fasse davantage participer les camarades, qui tienne davantage compte de ce qui se passe sur le terrain, dans les sections, là où on circule à pied, ou quelquefois en stop, ou par d'autres moyens de transport public, vous voyez ce que je veux dire ? Il y a là une expérience que l'on perd peut-être à ne plus côtoyer cette population sur un mode très simple et très proche, et qui permettrait de faire remonter un certain nombre de choses.
L'écart s'accroît, je crois pouvoir l'affirmer, entre les gouvernants et les gouvernés, pour reprendre une expression un petit peu ironique de certains. Je ne dirai pas, Pierre, comme tu l'as dit à une certaine époque, qu'il y a la noblesse et le tiers état, mais méfions-nous de ne pas arriver à cette situation qui creuserait un gouffre dangereux entre nous-mêmes.
Voilà deux ou trois choses que je voulais simplement dire rapidement, parce qu'il faut se dépêcher. Les vacances vont arriver, et je crois que nous pouvons les uns et les autres en profiter pour réfléchir un petit peu.
Je souhaite de tout cœur, Pierre, que ton souhait soit entendu et que nous puissions réussir effectivement à la rentrée à prendre un vrai nouveau départ, mais que ce soit un vrai nouveau départ, et vous voyez ce que je veux dire...
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Yvette Roudy.
Pour que toutes les sensibilités se soient exprimées, avant le vote, je donne la parole à Julien Dray qui m'a demandé à intervenir cinq minutes.

Julien Dray

Camarades, je crois qu'au moment où il s'agit de voter la résolution du Premier secrétaire, il est normal que dans le Comité directeur du Parti, ceux qui ont exprimé un certain nombre d'idées à un moment donné et un certain nombre de désaccords les présentent devant vous.
Il y a d'abord une remarque préliminaire que je voudrais faire sur le désaccord possible entre nous sur l'appréciation du "traumatisme de Rennes".
Le traumatisme de Rennes, ce n'est pas que les Socialistes se soient divisés. Les militants qui en ont voulu aux responsables du Parti, les électeurs Socialistes qui en ont voulu au spectacle que nous avons donné à Rennes, ne nous reprochaient pas de nous être divisés, ils nous reprochaient de nous être divisés sur des questions subalternes et non pas sur des questions de fond. Ils nous reprochaient de ne pas avoir été capables, eux militants sur le terrain, de comprendre quelle

Fondation Jean Jaurès

était la réalité des oppositions qui existaient à l'intérieur du Parti Socialiste.
Camarades, nous savons tous que la force de ce Parti, notamment dans la période des années 70 et de sa construction, a été sa diversité, et les oppositions qu'elle a suscitées en son sein et qui étaient force d'attraction et de mouvement vers lui de tous les militants de la Gauche entière.
Je crois donc qu'il faut que les choses soient claires entre nous. Ce Parti a besoin de débat, a besoin de clarification, il a besoin d'opposition, il s'en portera mieux, il aura plus de militants s'il y a un véritable débat de fond entre nous.
Alors je suis sensible aussi, c'est la deuxième remarque, à l'appel au rassemblement que lance le Premier secrétaire.
Je sais que lorsque le Congrès est annoncé, toute l'intelligence réside maintenant dans l'art de la synthèse. Mais cette synthèse, elle doit reposer sur le fond des questions qui sont aujourd'hui en gestation pour les trois ans à venir, car nous savons qu'entre 1992 et 1995 en France se joueront des questions essentielles, une seule question même : y aura-t-il une alternative sociale et économique à la poussée libérale qui s'est fait jour et qui est partie des Etats-Unis, qui a remporté déjà des points très importants dans un certain nombre de pays d'Europe Occidentale, et qui voudrait jouer son va-tout dans la France Socialiste.
C'est la question qui est posée, et là dessus il va falloir débattre, non pas du projet pour l'an 2000 qui permettra d'aborder les cantonales de 2001, mais il faudra débattre tout de suite du nouvel élan économique, des marges de manœuvre que nous sommes capables de dégager, pour pouvoir peser sur la situation telle qu'elle est en train d'être imposée de l'extérieur à notre propre volonté.
Il y a donc effectivement trois types de débat qu'il faudra mener sur le fond et qu'on ne peut pas renvoyer.
Premier débat sur lequel vous comprendrez que je ne me résoudrai pas à tourner la page, celui de l'ordre mondial et de la construction européenne. Il y a effectivement une différence essentielle entre ceux qui se sont impliqués dans une certaine logique et ceux qui l'ont refusée. Les choses n'étaient pas forcément très claires au moment où elles se sont posées dans le cadre du conflit du Golfe. Les choses commencent à se clarifier, notamment au travers du débat sur la Confédération européenne et sur la manière et à quel rythme elle doit s'élargir.
Je ne suis pas convaincu que l'on pourra aborder la question de la Confédération européenne en renvoyant à plus tard l'intégration des pays de l'est dans le cadre de l'Europe des douze. Je dirai même que d'un certain point de vue la logique des peuples peut être parfois plus forte que la logique des états, et nous l'avons vu déjà dans la réunification allemande.
Voilà pourquoi ce débat doit être posé sur la manière dont nous pouvons construire une Confédération européenne indépendante de l'hégémonie américaine qui est en train de se mettre en mouvement, comme l'a montré le discours de James Baker le 18 juin.
Deuxième question, celle de la politique économique : depuis 1983 nous n'avons pas débattu sérieusement des marges de manœuvre économique que

nous sommes capables de dégager pour essayer de donner une volonté sociale marquée à notre action, et là il va falloir qu'on rediscute sérieusement du déficit budgétaire, de la maîtrise de l'inflation, de la capacité que nous avons à partir de là à peser ou à ne pas peser. Il va falloir que nous discutions de la logique du franc fort et de ce qu'elle implique comme concessions que nous sommes obligés de maintenir.

Il va falloir que nous discutions aussi de la politique industrielle, parce qu'on ne peut pas simplement avoir une volonté industrielle, encore faut-il avoir de l'argent pour pouvoir réaliser cette volonté industrielle, encore faut-il qu'on discute de la manière dont on va dégager des marges de manœuvre financières pour lancer des plans d'action industrielle sur le long terme, les dix ans à venir, là où vont se jouer effectivement des compétitions essentielles, notamment dans le domaine des nouvelles technologies. Et là, pour l'instant, il n'y a pas de réponse. Il y a un discours velléitaire affiché sur lequel nous sommes tous d'accord. Mais personne ne nous dit quels vont être les moyens que nous allons dégager, avec quel argent nous allons pouvoir peser.

Voilà pourquoi nous avons fait, nous, depuis plusieurs mois, et les camarades peuvent au moins nous en donner acte, des propositions qui, nous le pensons, doivent être discutées. Nous pensons notamment que le deuil des nationalisations est aujourd'hui un obstacle à la possibilité de mettre en place une véritable politique industrielle combinée sur une action du secteur public et un partenariat avec le secteur privé.

Cela, c'est une discussion qu'il faudra voir, comme il faudra l'avoir sur le taux d'inflation qu'on peut accepter dans le cadre d'une période dépressive, sur la manière dont cette inflation peut être effectivement un atout nécessaire sur l'avenir.

Cela, ce sont des discussions sérieuses qui nous opposent aujourd'hui, et vous comprendrez que nous voulons en discuter, parce que nous pensons que si elles ne sont pas abordées, on peut toujours discuter de la logique de l'économie de marché avec les Communistes aujourd'hui en situation de déclin, mais si nous ne sommes pas capables de donner, nous, concrètement, dans notre action, une autre logique, alors effectivement tous les peuples qui s'éveillent se tourneront vers ceux qui apparaissent comme seuls capables d'apporter une réponse, c'est-à-dire l'hégémonie américaine.

Je finirai là-dessus. La troisième divergence, vous la comprenez. Elle est sur la stratégie d'alliance. On ne peut pas en rester simplement à un discours là aussi volontariste sur le rassemblement de la Gauche. La Gauche s'est modifiée depuis 81. Certes, par la crise du Parti Communiste, mais aussi par l'apparition d'un double phénomène, l'abstention massive des électeurs populaires et l'apparition d'un courant contestataire qui s'appelle le vote écologiste, divers, pluraliste certes, mais devenu une réalité du paysage et qui ne disparaîtra pas simplement par un nouveau dynamisme des Socialistes. Il passera aussi par un dialogue, par une confrontation, par des propositions, et là, nous avons un bon exemple, ce qui se passe en Allemagne fédérale. La discussion qui a lieu entre la Social-démocratie allemande et les Verts, qui amène un repositionnement à

Collection Jean Jaurès

l'intérieur même du mouvement Vert, une décantation est en cours. Voilà pourquoi nous pensons que, par rapport aux échéances à venir, toutes les échéances électorales, on ne pourra pas esquiver le problème des alliances, et notamment de l'alliance avec les écologistes, dans une dynamique de transformation de la société, nous avons cette capacité aujourd'hui, au Parti Socialiste. Je crois qu'il est le seul capable de donner une cohérence mais il ne faut pas que ce soit par rapport à cette mouvance là. Donc, la question du mode de scrutin, on n'esquivera pas la représentation de 15 ou 20% du corps électoral français en maintenant simplement un mode de scrutin majoritaire, parce que si nous voulons discuter, eh bien, nous devrons accepter la représentation de ces forces là, parce que nous serons capables, si nous croyons à nos idées, de les convaincre et de les faire évoluer.
Voilà pourquoi ces divergences là, vous comprendrez, nous amènent à souhaiter le débat dans toutes ses formes multiples et diversifiées, mais voilà pourquoi nous ne voulions pas que, dans le cadre de la résolution présentée, on tranche déjà ces questions là au travers de formules abruptes.
(Applaudissements)

Le président - Bien.
Nous arrivons maintenant au texte que va vous présenter Pierre Mauroy sur lequel nous allons voter.
Auparavant, le Comité directeur a une décision à prendre. Il s'agit du remplacement de notre ami, Pierre Guidoni qui a démissionné pour les raisons que vous savez du Bureau exécutif. Nos camarades de "Socialisme et République" proposent pour le remplacer au Bureau exécutif Jean-Pierre Chevènement. Le Comité directeur en est d'accord ?
Il en est ainsi décidé.
La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, plusieurs choses.
D'abord, en ce qui concerne le débat, je n'y reviens pas. Je remercie encore Gilles Martinet pour son remarquable exposé, pour le rapport qu'il nous a fait sur le Communisme international, et qui sera naturellement publié. Il comporte une suite, puisque nous en avons décidé ainsi.
En ce qui concerne les femmes, vous avez entendu Yvette Roudy. Je dirai simplement, je ne veux pas anticiper sur la décision qui sera celle de la Convention nationale, puisque c'est elle qui a autorité pour accepter ou ne pas accepter les listes qui viennent des fédérations, mais ce que je veux dire au Comité directeur, c'est qu'après tout ce que nous avons souligné, dit, répété en ce qui concerne l'implication des femmes, il serait particulièrement malvenu, alors que nous avons une désignation à la proportionnelle qui ne dépend donc pas du Parti, qui dépend des fédérations, d'avoir des listes où on ne respecte pas le quota. S'il y a des fédérations qui ont vraiment l'insolence alors de ne pas le

Fondation Jean Jaurès

respecter, mais dans des conditions qui nous ramènent, je ne sais pas, à une période que nous n'avons jamais connue... (sourires)... alors, là, je me permets simplement de dire qu'à la Convention nationale, moi, j'appellerai la Convention nationale à ne pas accepter des listes de provocation sur ce plan. Voilà.
(Applaudissements)
Je demande vraiment aux fédérations de faire un effort, mais c'est notre prochain débat et notre débat de rentrée.
J'ai une déclaration à vous lire. C'est sur le texte de cette déclaration que se fera, par conséquent, votre vote, votre engagement.
C'est une déclaration, un contrat, peu importe comme on l'appelle, mais c'est sur une déclaration que le vote se fera. Je ne prends pas de précautions pour expliquer, je me suis exprimé, le débat a eu lieu tout à l'heure, vous êtes parfaitement informés. Voici le texte.
"Le président de la Réplique, le Premier Ministre et le gouvernement ont affirmé leur volonté de donner à la politique de la France un nouvel élan.
Ils l'ont fait en affirmant la nécessité, à la veille de l'ouverture du marché unique européen de renforcer encore la compétitivité économique de notre pays et en affichant la conviction que c'est par une politique de réforme, faisant notamment de l'industrialisation, du changement du travail et du renforcement de la formation le projet social central des années 90 que l'on pourra y parvenir.
Certes, la période est rendue difficile par les répercussions sur l'économie française du ralentissement de l'économie mondiale qui ont conduit Edith Cresson à prendre, dès sa nomination comme chef du gouvernement, des décisions courageuses.
Mais, était-il beaucoup moins périlleux hier pour le Président de la République et le gouvernement de Michel Rocard, d'assumer les décisions qu'imposait la crise du Golfe ?
De la même manière que le Président de la République et le gouvernement ont pu, alors, compter sur la parfaite solidarité du Parti Socialiste, le Président de la République et son Premier Ministre peuvent être assurés aujourd'hui de notre total soutien."
C'est le premier élément de la déclaration, soutien total au Président de la République et à son Premier Ministre pour hier, pour aujourd'hui et pour demain.
"Ce soutien est d'autant plus nécessaire à l'heure où les déclarations de nombreux responsables de la Droite manifestent la tentation de remettre en cause les valeurs mêmes de liberté et de respect des droits de l'Homme sur lesquelles repose la République française. Au-delà même des enjeux politiques, nous devons démontrer aux Français qu'il y a là un choix de société."
C'est le deuxième élément : engagement dans le cadre de la déclaration.
Troisième élément.
"Le Parti Socialiste entend créer les conditions qui permettront de reprendre l'offensive autour d'une nouvelle dynamique.
Ces conditions sont d'abord celles de sa cohésion et de son unité.

Fondation Jean Jaurès

Sur proposition du Premier secrétaire, Pierre Mauroy, les membres du Comité directeur approuvent la présente déclaration et décident d'appeler ensemble au rassemblement du Parti autour des objectifs suivants.

- Préparer les prochaines élections cantonales, régionales et législatives qui permettront de poursuivre la transformation de la société française engagée depuis 1981. Par l'affirmation de notre stratégie de rassemblement de la Gauche, mais aussi par notre volonté d'organiser la majorité présidentielle, nous avons le base stratégique de notre unité. Cette stratégie suppose, pour les législatives, le maintien d'un mode de scrutin qui permette des rassemblements au second tour. A gauche, le rassemblement doit se faire autour des idées qui seront celles du projet Socialiste. C'est pourquoi les Socialistes sont favorables au maintien d'un scrutin majoritaire.
- Fixer ensemble le calendrier qui permettra au Parti d'aborder la préparation de ces échéances dans les meilleures conditions."

C'est le troisième élément de la déclaration.

"Le débat de notre projet est prioritaire : il est la condition nécessaire d'une dynamique nouvelle du Parti.

Le Comité directeur décide qu'un Congrès extraordinaire du Parti Socialiste, consacré à l'adoption du projet des Socialistes, se tiendra les 13, 14 et 15 décembre 1991.

Il fixe le Congrès ordinaire du Parti après les élections législatives de 1991. C'est à ce Congrès ordinaire que seront renouvelées les instances nationales et fédérales du Parti."

Dernier élément.

"Le Comité directeur donne, par ailleurs, mandat à la Commission "vie interne" du Parti d'élaborer des propositions de réforme statutaire qui permettront un meilleur fonctionnement de nos instances.

Ces réformes porteront notamment sur la fixation à trois ans de l'intervalle séparant deux Congrès, sur une meilleure organisation de nos Congrès, et sur les mesures permettant d'améliorer le fonctionnement démocratique de notre Parti.

Ces mesures seront soumises au vote dès l'ouverture du Congrès ordinaire de 1993 pour application dès ce Congrès.

Conscients de la nécessité de rassembler et de mobiliser les énergies de tous les Socialistes, les membres du Comité directeur apportent leur soutien à cette déclaration, et s'engagent à en appliquer les modalités."

Voilà, mes chers camarades, la déclaration qui doit être soumise à votre vote nominal.

(Applaudissements)

J'ajoute, pour des raisons qui sont des raisons d'horaire, la presse attendant les informations qu'il faut lui donner, à l'instant, le président Claude Estier vient de dire : en remplacement de Guidoni, c'est Jean-Pierre Chevènement qui sera membre du Bureau exécutif. C'est tout à fait normal et vous l'avez approuvé.

En ce qui concerne le Secrétariat, je voudrais que vous puissiez prendre pour les approuver, des propositions que je vais faire maintenant et qui sont, vous le

Fondation Jean Jaurès

savez, du ressort du Premier secrétaire.
Bureau exécutif : trois membres du Bureau exécutif sont devenus ministres lors du dernier remaniement ministériel : Marcel Debarge, Frédérique Bredin, Michel Sapin. Ils ont respectivement été remplacés par Bernard Dulac, Josette Durieu, Claude Evin.
En remplacement de Pierre Guidoni, Jean-Pierre Chevènement, rentre au Bureau exécutif. Tout est donc parfaitement clair.
Secrétariat national maintenant : confirmation des décisions prises après le remaniement ministériel. J'ai été obligé de faire des propositions au Bureau exécutif qui les a acceptées, mais vous devez les approuver.
André Billardon est nommé Secrétaire national à la coordination, en remplacement de Marcel Debarge.
François Bernardini est nommé Secrétaire national adjoint chargé de l'audiovisuel, en remplacement de Frédérique Bredin.
Décisions à prendre compte tenu du départ de Pierre Guidoni.
Voici les proposition que je vous fais.
Gérard Fuchs est nommé Secrétaire national chargé des relations internationales.
Michel Charzat qui était Secrétaire national adjoint, devient Secrétaire national au projet des Socialistes.
Marie-Arlette Carlotti est nommée Secrétaire nationale adjointe, son secteur d'attributions sera précisé ultérieurement.
Chers camarades, compte tenu de ces mouvements, un ajustement des responsabilités au sein du Secrétariat national sera proposé lors du prochain Bureau exécutif. Je le présenterai. Il est soumis pour approbation lors de la Convention nationale des 28 et 29 septembre prochain, afin de tenir compte des équilibres politiques et des spécialités des Secrétaires nationaux, et en particulier, un rééquilibrage devra se faire en faveur des courants 1 et 5. En ce qui concerne les attributions des Secrétaires nationaux et des Secrétaires nationaux adjoints, vous connaissez les attributions de la presque totalité des Secrétaires nationaux, mais il y aura pour les nouveaux et les nouvelles des dispositions à prendre, nous les prendrons donc mercredi.
Je pense que vous serez d'accord avec ces propositions. J'aurais du peut-être les faire après le vote de l'approbation de la déclaration. Mais, si je le fais maintenant, c'est pour que nous puissions les diffuser. Alors voilà pourquoi le vote de la déclaration vaudra sans doute approbation de ces propositions du Premier secrétaire. Il n'est pas interdit, à ceux qui ne votent pas la déclaration, d'approuver également les propositions du Premier secrétaire. D'avance, je les en remercie.
(Applaudissements)

Le président - Si tu n'y vois pas d'inconvénient, Pierre, je crois qu'il vaut mieux séparer les choses et que le Comité directeur prenne acte des propositions que tu viens de faire. Le Comité directeur avait à décider, en ce qui concerne la composition du Bureau exécutif. S'agissant du secrétariat, c'est du domaine de la compétence du Premier secrétaire. Le Comité directeur en prend acte.

Fondation Jean-Jaurès

Y a-t-il des observations ?... Oui.

Mohamed Mebtoul

Juste une question concernant le texte. Dans le deuxième paragraphe, il est dit : "... faisant notamment de l'industrialisation, du changement du travail et du renforcement de la formation le projet social central des années 90 que l'on pourra y parvenir."
Est-ce que dans le mot "projet social" je peux, en tant que membre de ce Comité directeur, comprendre qu'il y aura une priorité à la politique d'immigration et d'intégration dans ce pays, qui, pour moi, est une priorité nationale ?

Pierre Mauroy - Bien sûr, il y a même un paragraphe dans la déclaration.
(Brouhaha)

Le président - Bien, s'il vous plaît, pour que les choses soient claires, le Comité directeur a pris acte des propositions de changement du secrétariat telles que Pierre Mauroy vient de les présenter. Pas d'observations ?
...
D'accord.
Alors nous passons maintenant au vote sur la résolution.
Il y a le texte que vient de vous présenter Pierre Mauroy et qui est distribué, et il y a le texte que vous a présenté tout à l'heure Yves Autexier, qui est également en cours de distribution, la différence essentielle étant la différence de calendrier puisque nos camarades regroupés autour de Yves Autexier proposent un Congrès extraordinaire à l'automne 1991, un Congrès ordinaire au printemps 1992, et des états généraux de la Gauche en décembre 1992.

Pierre Mauroy - Il y a d'autres différences.

Le président - Oui, mais la différence essentielle est sur le calendrier.
(Brouhaha)
Je vous demande un peu de silence et d'attention. Vous avez été très assidus jusqu'à maintenant. Je vous demande encore un petit effort.
Pour que les choses soient claires, je vous propose que naturellement nous votions par appel nominal. Compte tenu de l'importance de ce vote, nous avons exceptionnellement accepté que les camarades qui ont dû partir avant le vote aient laissé des pouvoirs.
(Protestations et mouvements divers)
Si...! S'il vous plaît, mes camarades. Nous appelons à voter par rappel nominal à la fois les titulaires et les suppléants. Donc, les suppléants ne peuvent pas voter à la place des titulaires. Exceptionnellement, compte tenu que chacun souhaite s'engager personnellement, nous acceptons quelques pouvoirs qui ne sont pas très nombreux mais qui sont justifiés.
Puisqu'il y a deux textes, je vous propose que nous votions alternativement sur

Fondation Jean-Jaurès

les deux textes, c'est-à-dire que nous baptiserions, si vous en êtes d'accord, le texte présenté par Pierre Mauroy pour la commodité "Texte n°1" et le texte présenté par Jean-Yves Autexier "Texte n°2". Et à l'appel de votre nom ou du pouvoir qui est laissé, vous direz si vous êtes pour le Texte 1 ou pour le Texte 2.
Etes-vous d'accord sur ces bases ?...
(Approbation dans la salle)
Bien. Nous allons passer au vote et je vous demande de faire le silence de façon que Françoise Seligmann puisse faire l'appel.

Paul Quilès

On n'a pas l'habitude de voter souvent au Comité directeur. Je me permettrai donc de demander une élucidation sur la fin du 2ème paragraphe. Je ne vais pas relire le deuxième paragraphe mais je ne comprends pas très bien ce que signifie "le projet social central des années 90". Ou bien le texte est à prendre ou à laisser tel quel, ou bien ceux qui l'ont écrit donnent un minimum d'explications. Je trouve que ce n'est pas d'une clarté aveuglante.

Pierre Mauroy - Je réponds simplement : "... faisant notamment de l'industrialisation, du changement du travail et du renforcement de la formation le projet social central des années 90 que l'on pourra y parvenir." Tout simplement parce que c'est le programme essentiel sur lequel le Premier Ministre a mis l'accent, dans le gouvernement auquel tu appartiens.

Paul Quilès - Ton humour me va droit au cœur.
L'industrialisation, je crois savoir à peu près ce que c'est, y compris dans mes fonctions ministérielles. Mais je ne sache pas que ce soit un projet social. Que l'on dise qu'un projet économique pour les Socialistes n'a une valeur que par un projet social, d'accord, mais que l'on ne mélange pas tout. Je trouve qu'il y a là un mélange. Si ce texte est destiné, comme je le pense, à être largement diffusé et connu, autant que notre expression soit claire.

Pierre Mauroy

Notre expression est claire dans la mesure où mettre l'accent sur l'industrialisation, comme le Premier Ministre l'a fait, c'est évidemment une question que l'on peut ranger dans les problèmes économiques plutôt que dans les problèmes sociaux. Mais comme une de nos préoccupations centrales, qui sera même la préoccupation cardinale avant les élections, c'est manifestement le chômage, alors contre le chômage : l'industrialisation, le changement du travail et le renforcement de la formation.
Voilà les explications que je voulais simplement donner. Je crois qu'il est difficile, maintenant, de reprendre la formulation, même si vous donnez votre mandat, de pouvoir y apporter une petite modification pour des problèmes de style.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Le vote est ouvert. Je demande à Françoise Seligmann de faire l'appel nominal.

Françoise Seligmann - Je vous prie de m'excuser mais pour aller plus vite je ne donnerai que les noms de famille et pas les prénoms. Par ailleurs, je vous demande d'être très distinct dans votre réponse.
(Il est procédé au vote par appel nominal)

Le président - Est-ce que tout le monde a voté ? Gilly, tu n'a pas donné ton vote ?
Robert Gilly - Je m'étais inscrit ce matin pour participer au débat général, mon intervention a été squeezée par la direction.

Le président - Pas du tout, tu es inscrit.

Robert Gilly - On a clos le débat tout à l'heure.

Le président - Il y a encore 8 orateurs inscrits.

Robert Gilly - Je m'inscris pour le vote du texte 1 dans ce cas là !
(Rires)

Le président - Jean-François Merle.

Jean-François Merle

Je veux dire que la procédure qui vient d'être inaugurée, qui consiste à accepter des votes par procuration dans un Comité directeur, me paraît un précédent extrêmement dangereux...

Le président - Ce n'est pas un précédent !

Jean-François Merle - ... sur un texte qui dit que l'on veut faire des propositions de réforme statutaire qui permettront un meilleur fonctionnement des instances. Nous avons adopté unanimement au Congrès de Rennes le principe du vote personnel des militants dans les sections. Il y a un Comité directeur qui comprend de nombreux titulaires et de nombreux suppléants et je pense que la meilleure solution aurait été d'accepter les procédures qui se font dans toutes nos Commissions exécutives fédérales, que les titulaires votent, et que lorsqu'ils sont absents un suppléant de leur sensibilité les remplace.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy

Pas du tout, mes camarades, vous n'avez pas raison. Chacun a bien compris qu'il s'agissait d'un vote tout à fait particulier, hors série, qu'il n'était pas comparable aux autres votes dans les sections, au Comité directeur il s'agit d'un vote politique.
(Protestations)
Chacun a bien compris qu'il s'agissait d'un vote qui n'était pas ordinaire. Il y a lieu de savoir où les membres titulaires du Comité directeur et les membres suppléants se situent exactement, dans la mesure où même les indications qui avaient été données lors de la constitution du Comité directeur n'étaient pas respectées par tout le monde et vous vous en êtes aperçu. Il était par conséquent important que chacun puisse se situer, et je dirai même que pour ceux qui ne sont pas là cela impliquera que dans les semaines qui viennent, les jours qui viennent, ils se situent par rapport à ce vote, c'est évident. Dès lors que les courants se sont divisés eux-mêmes, il était particulièrement important de savoir qui vote 1, qui vote 2, et qui ne prend pas part au vote. Enfin !

Catherine Coutard

Puisque nous en étions aux remarques statutaires, je voudrais attirer l'attention du camarade, en lui apportant mon soutien, sur un aspect des statuts, que l'on vient de voter à l'immense majorité un texte qui est en contradiction avec nos statuts puisque la compétence en matière de modifications statutaires est exclusivement du Congrès ordinaire et qu'il n'est pas de la compétence du Comité directeur de changer cela.

Pierre Mauroy

Non mes camarades ! Je demande la parole parce que c'est tout de même trop grave. Il faut que l'on s'entende exactement. Je n'ai pas voulu vous lire la lettre que Charzat m'a adressée. Je pourrais la lire mais elle sera diffusée. Je vous ai informé qu'un des courants s'était divisé. Les uns vont d'un côté, les autres vont de l'autre, lesquels...? Je n'en sais rien, moi. Manifestement, des problèmes comparables ont pu être, ici ou là, constatés. Dans ces conditions, et compte tenu des événements exceptionnels que nous avons connus ces derniers mois, il était important que dans l'instance politique du Parti, et ceci visant autant les titulaires que les suppléants, chacun puisse se situer par rapport à une déclaration politique.
Nous ne sommes pas habitués à faire de telles déclarations politiques, nous ne sommes pas habitués à faire un vote nominal comme nous l'avons fait. Le Comité directeur devait nécessairement clarifier la situation, c'est ce qui a été fait. Cela ne pouvait se faire que par un vote personnel et par l'appel des titulaires et des suppléants. Je dirai même que, dans les jours qui viennent, ceux qui ont été absents devront se situer par rapport à cette déclaration. Il est bon de faire du juridisme, il ne faut tout de même pas en faire trop !

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vous donne maintenant les résultats du vote.
Pour le texte 1, 169 ; pour le texte 2, 15 ; refus de vote, 5.
Nous avons encore 4 ou 5 camarades inscrits. Je leur donne tout de suite la parole. Marie-Noëlle Lienemann...

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, notre Comité directeur ressemble un peu à une conférence préparatoire à un Yalta interne. Ce rassemblement est une bonne chose, il était nécessaire. Mais, à coup sûr, il est loin d'être suffisant car ce dont nous avons besoin, c'est d'un véritable électrochoc, un véritable sursaut de la Gauche pour reconquérir nos militants, nos sympathisants et notre électorat.
Je crains...
(Brouhaha)

Le président - S'il vous plaît, camarades, il y en a encore pour un tout petit moment, soyez gentils si vous voulez sortir, faites-le en silence.

Marie-Noëlle Lienemann - Je crains que derrière cette unité, cet appel au rassemblement cache un autre mot d'ordre : silence, on coule ! Car, chers camarades, il ne faut pas négliger les risques de déclin qui ne sont pas des risques de déclin conjoncturel de la Gauche dans ce pays. Il y a un discrédit idéologique des thèses que nous défendons. Qu'on le veuille ou non, la faillite des régimes Communistes et la faillite des régimes de l'est font peser un lourd handicap à l'image qu'a le Socialisme comme projet, comme conception du monde aux yeux de nos concitoyens.
Et je ne partage pas tout à fait l'avis de Gilles Martinet dont j'ai apprécié l'excellent rapport qui était d'une haute tenue. Et je crois que ce rapport méritait à lui seul un débat. Moi, je ne partage pas l'analyse de Gilles. Peut-être est-ce parce que nous ne sommes pas de la même génération... Ce n'est pas méchant mais, en termes d'âge, cela compte dans l'analyse des choses.
J'ai observé le déclin du Communisme dès 1968 car, dès cette époque, les thèses de la contestation de la société de consommation, les thèses qui faisaient émerger le qualitatif, les thèses du club de Rome que nous avons trop oubliées contestaient le modèle productiviste et contestaient déjà une analyse fondée sur la critique de la deuxième révolution industrielle et le Socialisme que nous avons vécu était fondé sur une pensée déterministe qui est une pensée révolue, nous n'avons pas pris la mesure de ce changement radical.
Je crains que tous les débats que nous avons aujourd'hui sur la Gauche, le travail idéologique avec la Gauche soit vain, que ce ne soit qu'un sursis devant une mort lente, une idéologie condamnée, celle du Communisme et son ersatz qui était une certaine forme du Socialisme, du Socialisme scientifique. Je ne le dis pas de gaîté de cœur, car pour nous c'est un défi qui sera singulièrement plus

Fondation Jean-Jaurès

difficile à relever que celui de la pratique gouvernementale. C'est un débat qui nous ramène à la question du fondement du Socialisme. Et le triomphe du Socialisme scientifique sur le Socialisme utopique a été pour nous, Français en particulier, une faiblesse majeure car il y avait dans le Socialisme utopique des intuitions justes, celles de l'émancipation de la personne humaine comme unité tout à fait incomparable dans la société et pas comme simple rouage social. Il y avait dans les thèses d'Eugène Varlin et Jules Vallès plus de pertinence par rapport à la réforme de l'ordre établi aujourd'hui que le marxisme ou l'ersatz de marxisme que l'on a essayé de prendre comme idéologie pendant des années. Ce n'est pas très agréable à entendre mais il faut prendre la mesure de ces changements-là.

C'est pourquoi la question qui va se poser pour la rénovation de la Gauche doit se poser certes en termes de projet, mais on ne doit pas s'enfermer dans le débat idéologique avec le PC même si je souhaite l'alliance avec le PC. La question centrale va être la question qu'ont posée la contestation alternative et la contestation écologique car celles-ci ouvrent une brèche fondamentale par rapport à notre pensée passée. Elles nous ramènent en plus à la seule forme qui existe aujourd'hui de contestation du système capitaliste de l'ordre établi. C'est pourquoi, lorsque nous discutons de la rénovation de la Gauche, c'est cette thématique-là qui doit primer dans notre réflexion par rapport à un remake de la Gauche nostalgique d'hier, comme s'il suffisait de revenir au bon vieux temps pour essayer de retrouver les sources nouvelles de notre inspiration.

Cette question est centrale ; elle est centrale pour notre projet, elle est centrale pour nos alliances, elle est centrale aussi pour notre pratique gouvernementale.

Je suis personnellement convaincue de la nécessité de réaliser dans ce Parti à nouveau un pôle de Gauche ou des pôles de Gauche car il ne pourrait être question de faire simplement un rassemblement des mécontents qui, au sein du Parti, se cristalliseraient pour dire : cela doit changer.

Oui, cela doit changer, mais ce qui est déterminant, c'est de savoir si une ligne stratégique de rénovation va être capable de s'exprimer, et moi je le dis clairement, c'est contre le système productiviste, c'est sur leur base de l'éco-Socialisme à la fois la rupture que remplit l'écologie, rupture sur la croissance, n'importe quelle croissance, n'importe comment. C'est aussi la rupture sur le Socialisme comme réflexion sur le lien social et c'est pourquoi je crois que le pôle de gauche ne peut se bâtir que sur une thématique éco-Socialiste. C'est là la voie de la révolution... non, je ne l'espère pas... mais de la rénovation.

Je crois donc que dans notre débat sur le projet, il faudra que cette réflexion aille au fond. Je crains un peu le genre littéraire type projet Socialiste. Car finalement, dans la contestation du déterminisme, c'est la notion même de projet qui est en cause. C'est la notion de société finie, réalisée. C'est l'idée qu'on a un objectif défini clairement vers le quel on tend. Il faudra revaloriser l'utopie dans ce qu'elle conditionne les méthodes, et la façon de transformer la société.

Quels sont les objectifs prioritaires ? est-ce que la redistribution du pouvoir n'est pas fondamentale par rapport à cela, comme la redistribution des richesses d'ailleurs ? Ce n'est pas un projet simplement qu'il nous faut, comme si on

Fondation Jean Jaurès

réécrivait le projet Socialiste. Je crois que le terme de dessein est assez juste... je prends le terme d'utopie parce que je crois qu'il faut retrouver des raisons qui donnent un sens commun à notre mobilisation et qui guide l'action de transformation sociale méthodologiquement.
Qui peut nous croire si nous allons devant les électeurs avec un bon texte sur les utopies nouvelles. Il faut ici engager des changements et des réformes. Je m'excuse, le texte qui nous a été proposé bien sûr, je suis pour l'industrialisation... bien sûr je suis pour qu'on fasse des efforts au niveau européens, encore que la formulation "préparer le marché unique et se préparer à la compétition pour affirmer le marché unique" me paraît quand même une vision européenne un peu étriquée. Passons sur les termes.
Ce que je crois fondamental, c'est de trouver les signes politiques compatibles avec l'exigence du temps, qui montre qu'il y a encore un sens à l'aspiration Socialiste.
Je ne veux pas être plus longue... mais la litanie des renoncements, cela suffit... cela suffit, car cela ressemble au Parti Communiste... au bout d'un moment, on fait comme eux. Tous les deux ans, tous les cinq ans, tous les dix ans, on se rend compte que ce qu'on disait avant, n'était plus valable... on abandonne des pôles entiers de revendications, d'espérances, au détour pour une soi-disant exigence d'Etat.
Je prendrai trois exemples.
Le premier, le mode de scrutin. Personnellement, je n'ai jamais été une acharnée de la proportionnelle. Sur le fond, j'ai toujours été dubitative...
Vous croyez que lorsque nos camarades militants vont découvrir demain matin, comme le PC a abandonné la dictature du prolétariat, en ouvrant leur télé qu'on n'est plus pour la proportionnelle, ils vont trouver cela normal ? Cela fait peut-être des années... je ne suis pas au courant pour l'avoir observé... nulle part... qu'on me montre le texte où nous avons pris position pour dire que nous avons été d'accord pour la proportionnelle... nulle part dans le texte du Parti. Je ne l'ai jamais vu... qu'on me cherche le texte, Henri... c'est passé inaperçu, et je crains que cela ne soit passé inaperçu à beaucoup d'autres. Si je me rappelle des quelques discussions qu'il y avait dans ma fédération, sur "fallait-il changer le mode de scrutin", il y a à peine 15 jours, je ne suis pas la seule à ne pas avoir observé au bon moment le virage qui avait été pris.
Cela deuxième thème... le deuxième thème que je voudrais développer, c'est le thème des ventes d'armes. Je suis proprement scandalisée. Nous avons eu, au Comité directeur, des résolutions. J'ai entendu, et je vous l'avais dit à ce moment-là, chacun la main sur le cœur, "non plus jamais cela"... "on doit tirer les leçons du passé scandaleux", etc. j'ai entendu les déclarations de Pierre Mauroy, les déclarations de Laurent Fabius, j'ai entendu les déclarations de tous nos leaders. Il n'empêche que sur les ventes d'armes, on constate aujourd'hui que le Premier Ministre vient au salon du Bourget, dire "allez-y, les petits gars, il faut vendre nos mirages 2000..." et puis le ministre de la Défense, lui, dit "nous devons développer nos efforts pour exporter les armes"... Nous avons accru de 70% nos exportations d'armes, et 60% d'augmentation dans le Moyen-

Orient. C'est pour des démocraties ? C'est pour défendre le nouvel ordre mondial ? Vous croyez que nous allons être durablement cru par nos concitoyens par les utopies nouvelles ?... personnellement, je ne le crois pas.
Certains disent qu'économiquement c'est fondamental pour l'industrialisation de la France ?
Moi je veux qu'on ait ce débat. Toutes les recherches d'armement, les technologies d'armement ont besoin d'un temps pour la compétition dans le marché des armes. Ce temps secret, c'est autant de latence technologique retardée pour la diffusion dans le secteur civil qui est le secteur où il y a des marchés et notamment des marchés solvables.
On a mis dix ans pour refaire la sidérurgie, pour la reconvertir. On serait incapable d'engager une reconversion de l'industrie d'armement, alors qu'on sait qu'il y a des technologies facilement transportables dans le domaine civil.
Troisième exemple : j'ai appris au détour d'une Convention "entreprises", que les 35 heures n'étaient plus à l'ordre du jour. J'avais lu, à peine 15 jours auparavant, que Mauroy disait "le temps est venu de reprendre la route de la réduction du temps de travail", je ne suis pas la seule à constater ce décalage.
En plus je pense que c'est une erreur stratégique. C'est du même ordre que de croire que l'épiphénomène de l'est ne nous ébranle pas dans notre fondement du Socialisme.
C'est la question du travail fondamental et il est vrai que le thème de travail est intéressant. Changer le travail sans poser la question du temps de travail, me paraît une erreur catastrophique. Car, qu'on le veuille ou non, on pourra avoir toute la croissance du monde, on pourra améliorer la formation, il y a un mouvement incontournable : la nature même de l'informatique, de la transmission de l'information simultanée, de la reproduction à des milliers d'exemplaires sans effort de travail supplémentaire, des biens de consommation des plus développés, cela rend inéluctable le fait que le temps de travail nécessaire à la production des richesses va baisser et, historiquement, rapidement. Et que la question de la réduction du temps de travail ne peut pas être isolée de la question centrale du changement de travail, et réciproquement.
Alors, je crois, chers camarades, qu'on pourra faire effectivement un bon projet. Je m'attacherai à apporter, dans le débat, les contributions des propositions des alternatives.
Si nous ne sommes pas capables dès aujourd'hui de retrouver les voies qui crédibilisent ce qui a été notre identité et dont tout n'est pas devenu obsolète, dont beaucoup restent valables, et si nous ne crédibilisons pas notre action aujourd'hui, je crains très honnêtement que le déclin de notre Parti et du Socialisme risque d'être irréductible comme celui du Communisme à l'est.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Alain Richard.

Fondation Jean Jaurès

Alain Richard

Nous sommes typiquement dans une situation où il faut conserver - ou pour quelques uns retrouver - la dimension du temps. Si nous écoutons les observateurs dont l'horizon d'analyse est le quotidien, ou l'hebdomadaire, la cause est pratiquement entendue : les Socialistes et leurs alliés sont désavoués par l'opinion, et ils seraient sanctionnés sévèrement à la prochaine échéance législative. Cela vaut la peine de réfléchir un peu là dessus et d'analyser les critiques que nous adresse la Droite pour en saisir la signification et organiser notre riposte.

D'abord sachons distinguer dans le revers que nous rencontrons deux éléments qui ont une échelle différente dans le temps. Il y a d'un côté la désaffection du politique, qui nous atteint plus que les autres parce que nous sommes la première force politique, parce que nous sommes au pouvoir et aussi parce que nous n'avons pas forcément su nous singulariser positivement dans les méthodes. Je ne poursuis pas ce débat aujourd'hui mais nous ne pouvons collectivement nous dispenser de comprendre pourquoi nous avons laissé se banaliser notre comportement en tant que force politique et pourquoi, malgré beaucoup de progrès réalisés en matière de libertés, de droits d'expression, de garanties du citoyen depuis la décentralisation jusqu'à la loi sur le financement des partis, nous prenons une part si forte dans la distance prise par les Français à l'égard de l'action politique.

En tous cas malgré ce facteur d'affaiblissement à l'œuvre depuis longtemps, il est bien clair que notre position dans l'opinion était maintenue et je souligne qu'après avoir eu aux municipales de 89 le meilleurs résultats de l'histoire du Parti, nous avons lors des partielles suivant les validations, confirmé ces bons résultats, dans des élections réelles, ayant un enjeu et marquées par une participation correcte, et ce jusqu'à la fin de l'année 90. Si nous avons subi un recul depuis, je pense qu'il ne peut s'expliquer que par un autre facteur, d'une ampleur différente dans le temps qui est le ralentissement de la croissance commencé il y a juste un an et qui atteint ses effets profonds maintenant. Je tiens à souligner ce point car dans notre analyse le creux économique, par nature temporaire, ne doit pas effacer tout ce que nous avons réalisé de positif et il ne doit pas non plus nous conduire à des dispositions hâtives fondées sur l'approche d'une défaite annoncée, qui n'existe que dans les espoirs de nos adversaires.

La Droite, justement, essaie de faire le contraire. Elle connaît fort bien ses faiblesses, sa division, le discrédit de ses dirigeants, la perception négative de sa politique sans générosité. Elle perçoit fort bien l'incrédulité qui entoure Alain Juppé lorsqu'il s'essaie à des variations sur l'augmentation des bas salaires ou sur le relâchement de la rigueur budgétaire, et elle entend fort bien l'inquiétude que suscite chez beaucoup de démocrates les divagations de Michel Poniatowski ou les interjections de Jacques Chirac.

Donc la Droite utilise ce qu'elle a, qui est le découragement et l'adversité qu'on peut éprouver quand les indices deviennent négatifs. Et que nous dit-elle, la Droite, pour exploiter ce passage à vide ? En gros quatre choses : nous n'aurions

pas réduit assez les impôts et le déficit, nous n'aurions pas amélioré assez l'emploi, nous n'aurions pas consolidé les comptes de la protection sociale, nous n'aurions pas traité en profondeur les problèmes de la ville. Je souhaite aller brièvement au fond de ses quatre griefs pour dire sobrement en gardant justement le sens du temps passé et à venir, que nous avons sur ces quatre sujets pendant les trois dernières années bien servi à la fois nos valeurs politiques et les intérêts à long terme du pays.

Prenons l'accusation de laxisme financier. La situation des finances publiques comme celle des contribuables s'est améliorée par nos décisions. Rappelons qu'en trois ans le déficit de l'Etat s'est réduit au tiers et aboutit aujourd'hui à un endettement presque stabilisé en proportion du produit national, ce qui nous assure dans les années à venir une croissance moins forte, puis quasi nulle de la charge des remboursements d'emprunts qui grignotent nos priorités. Nous avons fait cela sans recourir aux privatisations, que la Droite ne réclame plus que partielles d'ailleurs, ce qui consacre une victoire politique.

Quant aux impôts, les baisses accumulées depuis 88 représentent plus de 60 milliards, soit 5% d'allégement en trois ans, et se concentre pour l'essentiel sur deux domaines : la réduction de l'impôt sur les bénéfices réinvestis pour près de 20 milliards qui a coïncidé avec la remontée des investissements productifs au plus haut niveau, et qui a indiscutablement servi l'emploi. Et l'autre grande réduction d'impôt a porté sur la TVA pour 30 milliards environ, et a apporté une marge non négligeable de pouvoir d'achat à la masse des consommateurs tout en assurant notre préparation au grand marché européen. Je rappelle par exemple qu'un appareil audiovisuel valant 3000,00 F hors taxe est passé d'un prix de 4000,00 F à 3660,00 F entre juillet 88 et janvier 91.

Cette politique va aussi dans le sens de nos valeurs puisqu'elle réduit substantiellement la charge des impôts indirects vis à vis de celle des impôts directs. Je note qu'en effet pendant cette période l'impôt sur le revenu a vu son rendement s'accroître de 20% en trois ans, avec l'effet de la progressivité et l'élévation des revenus moyens et élevés. C'est donc un mécanisme de solidarité fiscale qui s'est développé calmement, sans controverse, et dans la confrontation avec la Droite il faut s'en souvenir.

N'oublions pas que les trois premières années de la législature ont été marquées par ailleurs par deux réformes fiscales de solidarité, l'impôt de solidarité sur la fortune tout au début, la taxe départementale sur le revenu tout récemment. Dans la durée, ces réformes j'en suis sûr s'enracineront et elles auront contribué à établir une justice concrète qui demande un peu plus à ceux qui peuvent payer, ce qui explique l'essentiel des récriminations qu'elles ont soulevées et qui en même temps justifie leur place dans notre combat politique.

Enfin la diatribe sur l'assainissement des finances de l'Etat nous donne l'occasion de contre attaquer sur le bien fondé sur la dépense publique. Non, nous n'avons pas à rougir d'avoir dépensé beaucoup plus pour l'éducation des jeunes, pour accueillir des centaines de milliers de lycéens supplémentaires, des dizaines de milliers d'étudiants supplémentaires, la plupart issus de milieux populaires. Non, nous n'avons pas à rougir d'avoir prévu les crédits suffisants

pour revaloriser, d'ailleurs modestement, des métiers du service public qui perdaient leur attrait et pour rétablir un réel dialogue social, par exemple avec l'accord sur la formation des fonctionnaires dont les résultats sont très positifs, et par là nous avons contribué à la rénovation et à l'adaptation permanente du service public. Oui, là aussi, en refusant la paupérisation de l'Etat nous avons servi nos valeurs et l'intérêt collectif. Que la Droite s'explique sous nos interpellations sur les conséquences de l'anti-étatisme sommaire sur les infrastructures de la Grande-Bretagne ou l'éducation des Etats-Unis et on verra si notre démarche est vraiment condamnée par l'opinion.

Ensuite nous n'aurions pas assez lutté contre le chômage. Notons qu'en trois ans, il s'est créé 850 000 emplois, et qu'après une phase incertaine la majorité de ces emplois se sont révélés durables. L'allégement de l'impôt sur les bénéfices réinvestis, le déplafonnement et l'allégement des cotisations sociales, les exonérations sélectives correspondant aux créations d'emplois et à l'embauche de jeunes et de chômeurs de longue durée, tout cela y a contribué, dans un équilibre favorisant le traitement économique du chômage.

Au moment où il faut redoubler d'effort pour contrer les effets du ralentissement, ce dispositif est bien adapté et c'est pourquoi il parait judicieux que Martine Aubry est choisie de le conserver en cherchant à l'exploiter avec le maximum de dynamisme.

De même le développement de la formation par alternance, la moralisation des stages, le lancement du crédit formation individualisé, tout cela a abouti à réduire d'un tiers en trois ans l'écart du taux de chômage des jeunes par rapport à la moyenne des salariés, et cela me parait avoir mieux contribué à leur entrée de travail que les indications égrenées par la Droite périodiquement sur une suppression du SMIC. Donc là aussi les résultats existent et là aussi l'alternative est claire. Si la bataille avec la Droite se place sur la déréglementation du travail comme le justifie, et leurs propos actuels, et leurs actes de 86/88, notre dossier ne sera, il me semble, pas trop difficile à plaider devant les Français.

Bien sûr il ne faut pas quitter ce sujet sans évoquer le récent rapport du CERC qui illustre le rééquilibrage des revenus qui est intervenu dans la période récente. Le salaire net moyen a repris environ 1% de gains de pouvoirs d'achat chaque année en 88, 89 et 90 et ceci correspond, pour la dernière année, à un partage modifié de la richesse au sein de l'entreprise. Mais soulignons que c'est après une période d'ajustement qui avait vu remonter considérablement la part de l'entreprise et que nous pouvons nous satisfaire d'avoir fait bénéficier les salariés, sans imprudence, d'une phase d'expansion économique tout en poursuivant la consolidation financière des entreprises. Et comme il ne faut jamais oublier dans la politique sociale ceux que la compétition tient éloigné de l'activité, je tiens à rappeler aussi qu'au cours de ces trois ans nous avons créé le RMI, impulsé une politique d'insertion qui progresse régulièrement, et que nous avons assuré le pouvoir d'achat des prestations sociales et qui peut être l'occasion de rappeler à la Droite quelques souvenirs, par exemple sur la revalorisation des allocations logements des familles populaires.

Troisième grief, nous n'aurions pas assuré la consolidation de la protection

sociale. D'abord il faut rappeler que les comptes ont été équilibrés en 88, en 89 et en 90. Ils l'ont été parce que les recettes suffisantes ont été prévues, et parce que des mesures difficiles et déterminées ont été prises pour contenir les dépenses de l'assurance maladie.
Là aussi il y a une différence bien visible avec la Droite. A l'opposé de sa gestion clientéliste la Gauche, elle, n'a pas hésité à prendre des mesures encadrant par des enveloppes globales les recettes des biologistes, des cliniques privées, des kinésithérapeutes comme elle l'avait déjà fait pour l'hôpital il y a quelques années. Là le combat est clair, et on voit bien ceux qui ne pensent qu'à réduire les droits des assurés et en face ceux qui acceptent la difficulté en plafonnant les revenus des activités médicales les plus rémunératrices.
Là aussi, je tiens à appuyer Jean Louis Bianco qui, avec sa propre méthode, reprend cette démarche de maîtrise des dépenses dans l'équité sociale là où elle a dû être interrompue, et j'indique seulement qu'au chapitre des recettes il était possible, vu nos bons résultats d'inflation, de prélever un peu plus sur le tabac et l'alcool en restant dans la norme européenne ce qui permettait de réduire le sacrifice demandé aux assurés.
Et puisqu'on parle de renforcer financièrement la sécurité sociale, et tout ce travail de réforme constitue un capital, une base de départ que nous allons continuer à développer, en restant dans la ligne de la lettre aux Français que nous avons je crois appliquée loyalement depuis la réélection de François Mitterrand. Ce travail a été fait selon une méthode de réforme progressive, concertée, souvent prudente sur les annonces et les procédures mais déterminée sur l'accomplissement des actes. Cette méthode n'a pas multiplié les ambiances de conflit mais elle a, je crois, exprimé leur conception exigeante du progrès social et de l'avancée politique dont le Parti a eu raison d'être solidaire. Non pour remettre à leur place les imprécations de M. Chirac sur l'immobilisme des Socialistes, en soulignant à tous les reculs et toutes les impasses auquel son propre bilan renvoie, nous n'avons au fond qu'à nous engager plus fermement encore dans le débat gauche/droite. Et derrière les aboiements des démagogues, derrière les pépiements des entourages, on peut déjà deviner le jugement que se forme le peuple sur notre action de ces trois dernières années.
Eh bien, si j'ai placé mon intervention sous le signe de la perception du temps qui se déroule, c'est parce que je crois que ce jugement populaire, qui s'établira graduellement et silencieusement, sans éditoriaux ni petites phrases, il a toutes chances de constituer une force pour les Socialistes et pour leur combat, lorsque le temps sera venu...

Le président - La parole est à Didier Motchane.

Didier Motchane

Merci de me donner la parole, je n'ai plus l'intention de la prendre, je voudrais simplement poser une question au Comité directeur.
Notre dernier Comité directeur, si je ne me trompe, s'est réuni au mois de

Collection Jean Poperen

février. Nous sommes en juillet. Un certain nombre de choses se sont passées depuis lors, dont me semble-t-il un changement de gouvernement.
Changer le gouvernement, c'est, nous le savons tous, la responsabilité du Président de la République. Je trouve tout de même étrange que le Parti Socialiste, son Comité directeur ait pu se réunir pour faire des choix fondamentaux sans que jamais personne n'ait posé une seule question sur cette circonstance.
Voilà la question que je voulais poser au Comité directeur.
Pourquoi ? Nous avons tous dit : il faut relever la politique. Pierre Mauroy avait dit : ce qui est grave, ce n'est pas qu'une politique soit en cause, c'est que la politique soit en cause. Alors, j'ai dit que je n'interviendrai pas, je ne vais pas...

Dans la salle - Qu'est-ce que ce serait ?

Didier Motchane - ... intervenir, je vous livrerai simplement que j'ai cherché à répondre à cette question et que j'ai bien trouvé, en ce qui me concerne, une réponse, mais qui ne me satisfait pas tout à fait, c'est la raison pour laquelle je vous laisse cette question.
Ma réponse est la suivante : à la fin du tractatus, philosophicus, politicus de Willenstein, le dernier verset dit : ce que l'on ne peut pas dire, il faut le taire.
C'est une pensée qui en réalité n'est pas une tautologie, mais qui est plus profonde qu'à première vue on le croirait.
Cela dit, comme je doute que cette question s'applique au même objet, si ce qu'a dit Willenstein ne vous parait pas une bonne réponse, je souhaiterais que le Comité directeur, et chacun de nous, mes camarades, se pose la question, parce que si ce genre de question n'est pas posée et s'il n'y est pas répondu, si nous n'essayons pas d'y répondre, je crois que beaucoup de ce que nous disons et de ce que nous avons dit sera certainement regrettablement dérisoire.
(Applaudissements)

Le président - Mohamed Mebtoul, ensuite Robert Gilly, dernier orateur.

Mohamed Mebtoul

Merci. Mon cher Claude, je sais que c'est très difficile pour toi de gérer la répartition du temps, mais je dois dire honnêtement que malgré tout, et je ne te fais aucun grief, lorsque mes camarades femmes se plaignent de leur représentation dans le Parti, je n'évoque même pas la question des militants Socialistes issus de l'immigration ou franco-maghrébins, ou appelez-les comme vous voudrez. Cela, c'est une réalité que je vis dans ce Parti depuis maintenant des années. Mais bon... c'est un constat, j'essaierai de faire avec.
A la limite, même si la salle est vide, il y a au moins la sténotypiste qui reste...
(Protestations dans la Salle)

Dans la salle - Nous sommes là !

Fondation Jean Jaurès

Mohamed Mebtoul - Je m'excuse pour ceux qui sont restés, mais c'était simplement pour reprendre la réflexion de Pierre Mauroy il y a quelques semaines, à l'un des Comités directeurs, où il disait que les gens se bagarrent pendant les Congrès pour être dans le Comité directeur, et qu'il constatait dans la réalité que les mêmes étaient souvent pressés de partir. Bon...
Encore des morts, celle d'une femme policier et celle d'un jeune Français d'origine maghrébine, et, mon cher Gérard Le Gall, je ne te fais aucun grief, mais c'est important de citer les deux et de ne pas simplement citer la mort d'une femme policier, que je regrette autant que celle des jeunes Franco-maghrébins qui meurent, eux, depuis des années dans ce pays.

Dans la salle - Je le reconnais.

Mohamed Mebtoul - C'est pour cela que je le dis. Ce n'est ni une agression, ni une critique. Je pense que c'est un oubli que je voulais simplement réparer.
Combien en faudra-t-il pour que l'on comprenne, pour que l'on se rende compte que ce ne sont pas des Commissions crées un jour et enterrées le lendemain, que ce ne sont pas des rapports venant succéder à d'autres rapports, je ne vous les citerai pas tous, cela prendrait trop de temps, je citerai seulement celui de Philippe Marchand parce qu'il avait au moins le mérite de ne pas être un rapport, mais d'être un catalogue d'actions à mener et qui sont toujours en chantier.
Je disais hier que si j'étais psychanalyste, je dirais que les Socialistes ont des rapports avec les rapports encéphaliques, mais en deux mots...
Laurent Fabius a parlé de gestion au quotidien et de projets porteurs de rêves. Les projets porteurs de rêves, depuis 1981 sont toujours vivants. Quant à la gestion au quotidien, force est de constater que nous avons beaucoup déçu, et en premier dans nos propres rangs.
Norbert... dans un article intitulé "L'énarque et les Minguettes", disait : pourquoi la parole est chaleureusement accueillie dès lors que la voix qui la porte vient de l'intérieur de la banlieue et en traduit une expérience singulière et plutôt malheureuse, tandis qu'elle est plutôt suspectée dès lors que le langage qui la soutient traduit une relation d'extériorité à la ville, comme une vue d'avion ?
Ce sont ces énarques qui nous gouvernent à l'heure actuelle.
Je pense la même chose et j'affirme que tant que l'on s'évertuera à vouloir faire une politique d'intégration, d'insertion, d'immigration, que sais-je encore, en excluant de la participation à cette politique les militants Socialistes d'origine maghrébine, et des gens issus de cette immigration, il n'y aura que des échecs.
Je citerai encore pour la Nième fois Pierre Mendès France lorsqu'il disait que le courage en politique consiste à régler les problèmes, quitte à ne pas durer, plutôt que de se servir des problèmes pour se faire durer à tout prix.
Quand on disait : il y a un réel problème spécifique aux gens d'origine maghrébine dans ce pays, on nous répliquait avec un regard plein de méfiance et de suspicion : ils veulent créer un lobby. Alors que s'il y a une seule

Fondation Jean Jaurès

communauté dans ce pays qui ne fonctionne pas en lobby, c'est bien celle-là.
Comme je ne désespère pas d'être entendu, je voudrais maintenant faire quelques propositions concrètes et, cette fois-ci, je demande au Comité directeur de les faire appliquer.
Premièrement, le FAS, le fonds d'action sociale ; deuxièmement, la DPM, la direction de la population et des migrations ; troisièmement, l'OMI, l'office des migrations international ; quatrièmement, la SONACOTRA, société nationale des constructions de foyers pour les travailleurs immigrés ; cinquièmement, la CNLI, Commission nationale pour le logement des immigrés, doivent être unifiés dans une seule et même structure sous tutelle directe du Premier Ministre. Car, au cas où vous ne le sauriez pas, chers camarades, et sincèrement je crois que vous l'ignorez, en tous les cas dans votre grande majorité, ces cinq organismes que je viens de citer et qui sont les outils de toute politique d'immigration dans ce pays depuis 20 ans, sont devenus des mondes sur lesquels aucun ministre n'a prise et où les énarques règnent en maîtres absolus.
Souvenez-vous des propos de Coluche sur les technocrates à qui vous posez une question et le temps qu'ils mettent à vous répondre vous avez oublié votre question.
Sur le plan des discours et des interventions politiques publiques, je demande aussi à ce que l'on soit un peu plus discret. Je m'explique. D'une part, électoralement, quel que soit le propos, nous sommes perdants devant le discours populiste et démagogique de la Droite et de l'extrême droite. C'est un peu comme en électricité et je citais hier cet exemple : le discours de la Droite sert de pôle négatif ; le nôtre sert de pôle positif ; mais, malheureusement, cela crée un courant électrique d'extrême droite et lepéniste.
Alors, je demande que l'on essaie de disjoncter, que l'on essaie d'arrêter d'avoir un discours sur l'immigration au niveau public parce que nous sommes perdants d'avance. Et cela, je le dis dans l'intérêt de mon Parti et en vue des prochaines élections législatives, cantonales et régionales.
Alors, soyons un peu plus réservés en discours, parce que cela nous affaiblit électoralement, et soyons plus généreux en actions concrètes. Je pense que ce sera plus efficace.
Michel Charzat a évoqué ce matin Edgard Morin et, pour ceux qui n'auraient pas lu son article dans Le Monde, je voudrais vous en citer un extrait à propos de la force d'une culture.
"C'est la culture laïque qui constitue à la fois un des caractères les plus originaux de la France et la condition sine qua non de l'intégration de l'étranger. Mais nous devons cesser de lier indissolublement jacobinisme et laïcité. Il faut au contraire lier l'abandon du jacobinisme à la régénération du laïcisme. Dès lors notre culture peut couvrir davantage son universalité potentielle et accepter l'idée d'une France multi-technique et multiraciale qui, en s'ouvrant aux diverses couleurs de peau, demeurera aux couleurs de la France."
C'est tout. Merci.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Robert Gilly

Chers camarades, on a beaucoup parlé aujourd'hui de l'état du Parti, et de l'état de l'opinion. On a employé un certain nombre de vocables, comme inquiétude, et désenchantement, insatisfaction, mécontentement, démobilisation, et j'en passe.

Quelles sont les raisons ? Un certain nombre n'ont pas été formulées aujourd'hui. Je voudrais me résumer à l'augmentation du chômage consécutif à la dégradation de l'économie et à ce que le Front National en Alsace appelle la "bronxisation" des banlieues, phénomène renforcé d'ailleurs par l'augmentation du chômage comme chacun le sait.

Mais la stagnation du pouvoir d'achat, la crise, la sécurité sociale, sont aussi des motifs d'inquiétude profonds pour les Français. Est-ce qu'on s'est d'ailleurs demandé pourquoi la consommation médicale augmente si vite, chaque année? Il me semble que c'est le signe d'une société malade.

Malade de quoi ? Il y a certainement des raisons à chercher et à élucider. N'oublions pas que les Français sont les rois de la consommation des calmants. Cela veut certainement aussi dire quelque chose.

Les conséquences électorales et politiques, on les connaît également, alors qu'il y a quatre mois, le Front National était en baisse, suite aux positions de Jean-Marie Le Pen sur la guerre du Golfe, il est en train de progresser sans avoir besoin de faire quoi que ce soit et d'abord du fait de l'abstentionnisme de l'électorat de gauche.

Pourquoi cet abstentionnisme ? Je parlerai du domaine que je connais le mieux pour y travailler, c'est-à-dire l'enseignement, d'ailleurs Lionel Jospin nous avait invités en septembre à nous exprimer sur le sujet, je regrette qu'il soit déjà parti.

J'avais salué son arrivée, il y a trois ans, rue de Grenelle, en mettant beaucoup d'espoir dans son audace intellectuelle.

Trois ans après, beaucoup a été fait, la loi d'orientation, l'Education nationale est devenue priorité dans le budget de l'Etat et des mesures de revalorisation et de promotion de certaines catégories d'enseignants, récemment des mesures sociales sur les étudiants, la réforme des lycées, et j'en passe.

Bref, Lionel Jospin et son staff n'ont pas chômé. Pourtant, l'état de l'opinion des enseignants de base ne cesse de se dégrader. On entend dire : assez de beaux discours, passons aux actes !

Comme le disait tout à l'heure Emmanuelli, évitons de laisser se creuser l'écart entre les discours et l'action ou du moins la perception d'un tel écart.

Pourquoi ce mécontentement chez les enseignants de base ? Les mesures prises dans de nombreux domaines apparaissent comme des demi-mesures. En effet, le métier d'enseignant est de plus en plus difficile et apparaît de moins en moins attrayant. Pourquoi ? Parce que les conditions de travail s'aggravent, les effectifs ne cessent de croître dans les classes, alors que la crise de recrutement, notamment dans les matières scientifiques, s'aggrave, on essaye d'en masquer la réalité par des mesures qui ne trompent personne, on supprime les sciences physiques en 6ème, en 5ème, alors que notre société est de plus en plus dominée par le progrès scientifique et technique. On diminue l'enseignement des maths

Collection Jean Jaurès

dans les lycées afin d'économiser des postes de professeurs, au lieu de donner véritablement des moyens en terme de dotation de matériel et d'effectif aux enseignants de matières scientifiques.
La pénurie en matière d'enseignement scientifique tient d'abord à l'insuffisance des rémunérations. Pourtant des mesures de revalorisation, je l'ai dit tout à l'heure et de promotion, ont été prises, qui ne sont pas négligeables. Mais elles ont été marquées par un certain nombre d'inégalités. Certaines catégories ont été oubliées, tels que les nombreux PEGC, professeurs de collèges, en particulier ceux qui sont titulaires d'une licence et qui ne bénéficieront pas de la titularisation comme certifiés, à l'instar des adjoints d'enseignement.
Cette intégration des adjoints d'enseignement s'est faite selon le principe "deux poids, deux mesures". Les uns changent de corps en gardant le même échelon, les autres vont jusqu'à perdre deux échelons.
Par ailleurs, les enseignants ont l'impression d'être de plus en plus déresponsabilisés, ils n'auront désormais pratiquement plus de pouvoir de décision, par rapport au cursus des élèves, notamment dans les collèges, ce pouvoir étant dévolu aux seuls parents, à savoir est-ce qu'on laisse passer l'élève en classe supérieure ou non ? Et on constate que l'administration tend à peser sur les avis des conseils de classe, de façon à les faire coller aux objectifs définis par le ministère.
Sur les plans des rythmes de travail quotidiens des élèves, ou même de l'étalement des vacances, j'attendais davantage d'audace de la part du ministre de l'Education nationale.
Les journées de travail sont trop longues pour nos enfants, et en particulier pour les enfants des milieux défavorisés parce que ces enfants ont souvent des problèmes de concentration. Prolonger la journée de travail, c'est alourdir les difficultés de ces élèves. Comparons avec les pays voisins. Nous verrons que les élèves français ont les plus longues journées de travail. Si nous prétendons placer ces enfants au centre du système éducatif, tirons-en les conséquences même si c'est difficile et je sais que c'est difficile parce qu'on va se heurter à un certain nombre de résistances.
L'insuffisance de recrutement, du personnel enseignant entraîne donc une augmentation régulière des effectifs à tous les niveaux, une dégradation des conditions d'enseignement et d'études et ce phénomène est surtout décourageant pour ceux des enseignants qui travaillent dans les secteurs les plus difficiles, les banlieues dont on a beaucoup parlé aujourd'hui. J'en suis.
Alors qu'on développe au niveau gouvernemental les actions pour remédier au chômage des jeunes, surtout des jeunes immigrés, de la deuxième génération, ceux qui sont en première ligne dans ces quartiers ont l'impression d'être tenus pour quantité négligeable, une fois de plus, même dans ce secteur. Même dans les ZEP, des postes ont été supprimés et les effectifs des classes vont encore augmenter à la prochaine rentrée.
Après avoir vécu le ras-le-bol des jeunes lycéens, à l'automne dernier, n'allons-nous pas vivre le ras-le-bol des enseignants, chers camarades ?
Concernant les structures et la pédagogie, nous nous sommes fixé l'objectif de

conduire 80% de chaque classe d'âge au niveau de la terminale, mais que proposons-nous pour les 20% qui ne peuvent atteindre ce niveau ?
Quelle place dans la société accordons-nous à ceux qui pour des raisons socioculturelles ou autres, refusent l'école et l'enseignement théorique ?
En fait, nous supprimons progressivement les structures d'accueil même si elles n'étaient pas, il s'en faut de beaucoup, faute de moyens, parfaites, comme par exemple les classes pré-professionnelles de niveau... les CPPN...où il était pourtant possible de donner un enseignement plus pratique, voire en alternance, avec des stages en entreprises et donc d'insérer ces jeunes.
Il faudra donc désormais garder un certain nombre d'entre eux dans des classes que je qualifierai de plus traditionnelles, de plus théoriques, classes pourtant qu'ils rejettent avec des effectifs encore plus lourds.
Je peux vous assurer que les enseignants ne vont pas se battre pour prendre en charge de telles classes.
Comment gagner la bataille de l'intégration si l'on rend plus difficile la tâche de nos fantassins en première ligne, si on les démobilise ?
Comment gagner les futures batailles électorales alors que ces fantassins constituent une part importante de notre électorat ?
Au fond du problème, il y a la conception des rôles de l'enseignement et de l'entreprise dans la formation. Nous avons avancé timidement dans les années 1980 dans l'ouverture de l'école vers l'entreprise. Mais il faut, comme l'a dit Edith Cresson, développer une démarche plus dynamique, plus volontaire, et j'ajoute concertée avec les partenaires sociaux à savoir les représentants du patronat, les représentants des syndicats ouvriers et enseignants.
Mais le fond du problème, c'est d'abord le niveau limité, bien qu'important du budget dévolu à l'Education nationale qui est le premier instrument de notre société pour préparer son avenir. Le dogme d'un déficit limité à 80 milliards de francs, me semble le principal obstacle à surmonter. Avons-nous la volonté politique de le surmonter, Même s'il ne s'agit pas bien entendu de retrouver une pente déficitaire du niveau de 1982 et d'abandonner le principe d'une politique économique et budgétaire rigoureuse. Mais à situations exceptionnelles, doit correspondre un effort budgétaire donc, politique exceptionnel. C'était possible déjà après les manifestations lycéennes. Les nombreuses initiatives annoncées ces derniers jours par le gouvernement qui ont été détaillées tout à l'heure, notamment par Alain Richard, vont dans le même sens. Sachons les prolonger dans la théorie, dans l'élaboration de notre budget, et aussi dans la pratique de nos ministres et de nos élus.
Il y va de l'avenir de notre société.
Nous ne pouvons pas nous contenter de muscler notre industrie. Il est indispensable de muscler aussi notre système de formation et d'éducation et en particulier en direction des plus défavorisés.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Et merci à tous ceux qui sont restés jusqu'au bout.

La séance est: levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès